

La Rome d'aujourd'hui (2e  
éd.) / par Henri Joly

Joly, Henri (1839-1925). Auteur du texte. La Rome d'aujourd'hui (2e éd.) / par Henri Joly. 1895.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).

183 DEUXIÈME ÉDITION

HENRI JOLY

LA ROME  
D'AUJOURD'HUI



PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR

3 ET 5, PLACE DE VALOIS, PALAIS-ROYAL

Tous droits réservés

LA

ROME D'AUJOURD'HUI

8°K  
2612

## OUVRAGES DE M. HENRI JOLY

Doyen honoraire de faculté  
Ancien professeur à la Sorbonne et au Collège de France.

---

### A LA LIBRAIRIE HACHETTE

L'Imagination, étude psychologique, 2 <sup>e</sup> édit. 1 vol.	2 25
L'Homme et l'Animal, 3 <sup>e</sup> édit. 1 vol. (Couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques).	3 50
Psychologie des Grands Hommes, 2 <sup>e</sup> édit. 1 vol. . .	3 50
Le Socialisme chrétien, 1 vol. . . . .	3 50

---

### A LA LIBRAIRIE L. CERF

Le Crime, Etude sociale, 4 <sup>e</sup> édit. 1 vol. . . . .	3 50
La France criminelle, 3 <sup>e</sup> édit. 1 vol. . . . .	3 50
Le Combat contre le Crime, 2 <sup>e</sup> édit. 1 vol. . . . .	3 50
(Prix Audiffred, de l'Académie des sciences morales et politiques, pour ces trois volumes.)	

---

### A LA LIBRAIRIE THORIN

L'Instinct, ses rapports avec la Vie et l'Intelli- gence, 2 <sup>e</sup> édit. 1 vol. (Couronné par l'Académie française). . . . .	7 50
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

---

### A LA LIBRAIRIE DELALAIN

Cours de Philosophie, 10 <sup>e</sup> édit. 1 vol. . . . .	5 »
------------------------------------------------------------	-----

---

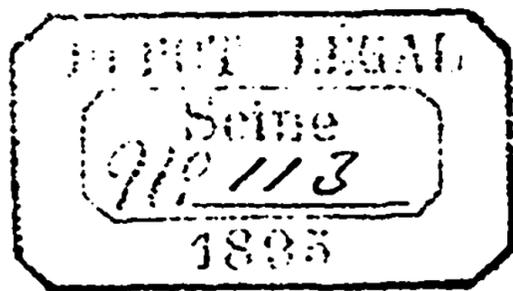
# LA ROME D'AUJOURD'HUI

PAR

HENRI JOLY



PARIS



E. DENTU, ÉDITEUR

3 ET 5, PLACE DE VALOIS (PALAIS-ROYAL)

—  
Tous droits réservés



## AVANT-PROPOS

---

Le quart, à peu près, de ce petit volume a paru, en 1894, dans le Supplément littéraire du *Figaro*. Tout ce que je donne ici a été vu et entendu, comme ce que j'ai donné dans le journal. C'est à ce titre que je le publie et que je me permets de le recommander — moi-même — au public.

Certes, il est téméraire de parler de Rome après tant d'autres écrivains — dont il est prudent de ne pas rappeler trop haut les noms, de peur d'en être écrasé. Mais la Ville Éternelle est une ville qui se renouvelle, trop, disent les uns, pas assez, disent les autres. Pour savoir dans quelle mesure elle s'embellit ou s'altère, ou se pacifie, il est bon d'aller y regarder, et il n'est pas défendu de raconter ce que l'on a vu.

Si, pour le faire avec succès, on manque d'autorité, on n'a qu'à laisser parler ceux qu'on a eu l'honneur d'entendre; et c'est là le parti que j'ai pris la plupart du temps. — Le tout, dira-t-on, est de savoir trouver des interlocuteurs! — Sans

doute; mais, sous ce rapport, j'ai lieu d'avoir la conscience tranquille; car je crois que, les circonstances aidant, j'ai assez bien rencontré.

Il y a cependant là un péril, — où n'y en a-t-il pas? — Je l'ai bien vu à l'étonnement, sincère ou feint, qu'ont provoqué plusieurs de mes récits, et surtout mon entrevue avec le Saint-Père. Ici encore, je répondrai : Dans ce que m'ont fait l'honneur de me dire de si hauts ou de si augustes personnages, je n'ai pas cru que j'eusse le droit de choisir. J'ai pensé que j'avais simplement le devoir d'être exact, et je l'ai été. Je l'ai été avec d'autant moins de peine que rien n'était de nature à troubler — loin de là! — les sentiments qu'un Français devait apporter dans un semblable voyage. Pour m'être apparatus, je n'ose dire avec la familiarité, mais à coup sûr avec la vérité dont j'ai essayé de donner la sensation, ni M. Crispine m'a paru moins dangereux, ni le Saint-Père moins digne d'être admiré et écouté.

HENRI JOLY.

Paris, 6 novembre 1894.

**ROME AU PRINTEMPS DE 1894**

# 1

Rome au printemps de 1894. — Les regrets des vieux pèlerins et des vieux touristes. — En quoi ils semblent justifiés. — Rome actuelle vue du haut de quelques collines. — Les trouvailles artistiques du royaume d'Italie. — Ce qu'il a gagné, ce qu'il a perdu. — Les antiquités préhistoriques du musée Kircher. — Le lutteur du Musée national. — Les reconstitutions du Palatin. — Ruines anciennes et ruines d'hier : beauté des unes, triste vulgarité des autres.

« Ah! vous partez pour Rome! Vous êtes bien heureux. Et pourtant, moi, je ne veux plus y aller. On a tant changé la Rome de ma jeunesse que je ne peux pas me résoudre à aller chercher inutilement tant de choses disparues et à me heurter contre tant d'autres... Laissez-moi vous expliquer... Vous allez descendre dans ce quartier qui est entre le Tibre

et le Corso... Moi aussi j'ai demeuré là, et imaginez-vous que de ma fenêtre je voyais les sommets des monts Albains! Des monts Albains, entendez-vous? Et aujourd'hui, qu'est-ce que vous verrez à la place? Une maison de six étages! »

Ainsi me parlait un ancien zouave pontifical. Je soupçonnais, en l'écoutant, que ce qu'il regrettait le plus était non la Rome de sa jeunesse, mais sa jeunesse à Rome. Est-ce qu'il ne me vantait pas aussi la *Trattoria des trois voleurs*, où il déjeunait gaiement sous Pie IX? Or, je ne sache pas que ladite *Trattoria* ait jamais compté dans l'histoire de l'art.

Ce langage qu'il me tenait, beaucoup d'autres me l'ont tenu. Maintenant que je suis de retour, je ne me l'explique pas seulement par le regret des années envolées. En fait, depuis qu'elle existe, Rome a été continuellement en reconstruction, ce qui veut dire aussi en démolition. Est-ce que déjà les palais des Empe-

reurs n'avaient pas fait rentrer dans le sol plus d'un souvenir de la République? Est-ce qu'ensuite les amateurs des beautés classiques n'ont pas regretté que tant de Papes aient transporté sous les voûtes sombres des églises des colonnes corinthiennes arrachées à des temples jadis inondés de lumière? Oui, mais à ceux-là Stendhal avait déjà répondu (ou plutôt je crois bien que c'est à lui-même et à ses propres regrets qu'il répondait) : « Si la Rome des prêtres n'eût pas été bâtie aux dépens de la Rome antique, nous aurions beaucoup plus de monuments des Romains. Mais la religion chrétienne n'eût pas fait une alliance aussi intime avec le beau. »

La Rome de 1894, elle, a-t-elle fait une alliance intime avec le beau? Ce qu'elle nous donne de nouveau se marie-t-il avec l'ancien de manière à nous faire pressentir une vie originale et puissante? Voilà la question.

Oui, je comprends le chagrin de plus d'un

pèlerin et de plus d'un artiste. Peu de jours après mon arrivée, après avoir dévoré le Colisée, le Forum, le Palatin, Saint-Pierre, Saint-Jean de Latran..., j'ai gravi quelques-unes de ces collines d'où l'on jouit sur la Ville Eternelle d'une vue si vantée. Certes, l'ensemble est magnifique — que vous le regardiez du haut du Pincio ou, en sens inverse, de Saint-Pierre in Montorio. Vous cherchez et vous trouvez avec plaisir les palais, les dômes, les campaniles et les ruines. Ça et là votre œil se repose sur quelques touffes de verdure. Cette verdure est moins gaie que celle de nos printemps ; mais, outre qu'elle a l'avantage d'être persistante, elle a — comme celle des cyprès — une gravité qui s'harmonise avec le caractère des monuments qu'elle ombrage et avec les grands horizons lointains dont elle est elle-même encadrée. L'homme est toujours récompensé de garder quelque respect aux beautés dont il s'empare et dont il triomphe. L'art humain est une prise de possession qui transforme et qui, le plus

souvent, féconde. Mais ne rien épargner de ce que, d'elle-même, la nature a fait pour nous, c'est aller bien vite au-devant de la fatigue et de la satiété; c'est se préparer comme le remords d'une sorte de brutalité devant laquelle rien de virginal et rien de libre n'a trouvé grâce...

J'en dis peut-être beaucoup, pour expliquer que la « bâtisse » a pris dans Rome des proportions bien inquiétantes. Mais il est certain qu'on devine comment les belles lignes de la campagne de Rome devaient se continuer majestueusement jusqu'aux pentes mêmes des sept collines; on devine comment une population plus clairsemée devait sembler gardienne plus discrète des ruines et des sanctuaires. C'est là un charme qui a disparu. D'énormes et vulgaires maisons d'un jaune sale s'interposent désormais entre vous et la perspective du mont Soracte quand vous voulez le regarder du Janicule ou du Vatican.

Descendez dans la ville... Du temps de Sten-

dhal et du temps de Veuillot, pour ne pas parler de la jeunesse de plus d'un contemporain, on entrait à Rome par la *Porte du Peuple*. On avait traversé le pont Molle, l'ancien pont Milvius, illustré par les souvenirs de Cicéron et par ceux de Constantin. Le connaisseur ne manquait pas de chercher autour de lui « le paysage placé par Raphaël dans la grande bataille du Vatican », la bataille de Constantin contre Maxence. On passait sous un portique arrangé par Michel-Ange, et tout de suite on se trouvait dans « la Rome de l'antiquité, de la religion et des beaux-arts » ; sur la même place, un obélisque, trois églises dont la plus belle bâtie au quatrième siècle pour exorciser l'ombre de Néron ; à sa gauche on avait laissé l'entrée de la villa Borghèse, à l'aspect négligé, aux lignes imposantes et mélancoliques, puis les rampes qui font monter au Pincio par un mélange très heureux d'architecture et de paysage rappelant certains fonds de tableau des précurseurs. Presque aussitôt on était à la villa Médicis, à

la place d'Espagne, au Corso. Tout cela d'étendue moyenne; rien qui ne fût, — sinon toujours à admirer, — du moins à étudier, à dater et à comparer.

Vous entrez aujourd'hui par une gare assez grande pour être lourde, pas assez spacieuse pour être imposante et surtout commode. Vous passez près du monument des cinq cents « héros » d'Abyssinie : à droite et à gauche, des rues qui rappellent la fondation du royaume, les rues de Palestro et de Magenta près de la rue de Castelfidardo, la rue Napoléon III non loin de la rue Cavour; les immenses ministères de la guerre et des finances; enfin la grande rue Nationale, qui, aux jours de fêtes et de réceptions royales ou impériales, doit avoir, il faut l'avouer, bel aspect.

Si vous venez à Rome pour vous donner le plaisir de voyager confortablement, vous regarderez avec satisfaction, dans ces quartiers bien aérés, des hôtels pourvus d'ascenseurs...

Si vous êtes plein de la « littérature » de Rome, vous regretterez que tous ces monuments n'aient pas encore fait leurs preuves de noblesse, que le nouveau palais des Beaux-Arts abrite des œuvres paraissant faites pour un musée d'Amérique, et que la superbe Banque n'ait actuellement que ses pierres, peu mobili-sables, à donner en garantie à ses actionnaires.

Je m'arrête... d'abord pour ne pas contrister d'aimables hôtes. Les Italiens, les Romains surtout, ne comprennent pas qu'on plaisante les gens quand, en somme, on les aime. Leur rappeler que les Français ont plaisir à se fron-der eux-mêmes et que notre Paris doit aussi à ses administrateurs et à ses architectes des monuments odieux, ne les consolera pas. Mais je m'arrête surtout pour n'être pas in-juste.

Si vous regrettez que les Romains aient trop modernisé leur capitale, je vous dirai qu'à tous les bouleversements opérés par les construc-teurs, l'amateur d'antiquités n'a pas tout perdu.

Êtes-vous insensible à la découverte récente de plusieurs fragments de l'enceinte de Servius Tullius? — Oui? — Alors ne vous plaignez pas si on a supprimé par-ci par-là de moins vénérables souvenirs. Mais si vous êtes venu tout pénétré du devoir de voir et de revoir, apprenez alors que les fouilles n'ont jamais été suspendues et qu'elles sont rarement infructueuses.

D'abord le champ de l'histoire s'est bien agrandi, puisqu'il a rejoint ici aussi ce qu'on nomme le préhistorique. Je n'apprendrai à aucun lecteur de Bædeker ou de Joanne qu'il existe un musée de haute antiquité, fondé au dix-septième siècle par le savant jésuite Kircher. Aucun musée de Rome ne s'est aussi agrandi depuis trente ans. Vous me direz qu'on en trouve l'équivalent dans dix villes d'Europe, qu'il y a beaucoup mieux à Saint-Germain, à Copenhague, à Stockholm. Soit! Mais à Rome, où l'histoire de l'humanité se lit en caractères plus nombreux et plus beaux que

nulle part ailleurs, une page nouvelle prend un intérêt tout particulier. C'est une lacune qui se comble devant vous; c'est tout un ensemble de traditions qui s'éclaircit sous vos yeux.

Donc, même à Rome, ou surtout à Rome, vous pouvez trouver un grand charme à parcourir tous ces documents de l'âge de pierre; vous y constaterez que, dès l'origine, l'homme a été encore plus préoccupé de l'embellissement que de l'utilité des objets dont il se servait dans sa vie chétive. Vous vous apercevrez que, dès qu'il a eu à sa disposition le bronze, matière plus souple et plus docile, tout de suite il a imaginé et réalisé librement des formes capables de lui plaire. Nous exhumons et vénérons presque des statuettes qui annoncent telle ou telle résurrection de la sculpture; mais le trésor de Préneste, trouvé en 1876, et qui date de 700 ans avant notre ère, est un étonnant témoignage de cet antique et impérissable fonds de poésie qui, malgré tant de

cataclysmes, a suffi aux perpétuels recommencements de l'humanité.

Reprenez maintenant une à une toutes les étapes de la vieille race : la Rome actuelle vous ménage plus d'une surprise. Qu'était-ce que le Palatin il y a trente ans ? Et que de galeries, que de colonnes, que de beaux dessins architectoniques en sont sortis depuis lors pour nous donner une idée de plus en plus nette de la « grandeur romaine » ! Connaissez-vous ces longs corridors où tant de mosaïques et de sculptures abritaient la folie de Caligula, ces *stades* où, du haut d'une loge immense, reliée à ses appartements, Septime Sévère pouvait assister, chez lui, à des courses de chevaux ou à des combats de gladiateurs ?

Jusqu'à présent, on n'a trouvé là aucune Vénus à comparer avec la Vénus de Milo, aucun Apollon à mettre à côté de l'Apollon du Belvédère. On a cependant exhumé quelque part, dans la construction d'un nouveau théâtre na-

tional, en 1884, un pugiliste de bronze qui vaut, à lui seul, un musée. C'est un barbare, un captif, un gladiateur qui se repose, en conservant tout l'appareil du combat. Ce n'est plus le fier Gaulois qui aime mieux mourir que d'être esclave : c'est un lutteur de profession, domestiqué, qui reprendra tout à l'heure le pugilat, comme un artisan quelconque reprendrait l'exercice de son métier.

Bien souvent, devant les statues du Gaulois mourant du Capitole, du Dace captif du Vatican, ou des sarcophages et des bas-reliefs représentant des batailles, je m'étais demandé si personne n'avait traité ce curieux sujet : de l'influence de la fréquentation des types barbares sur la sculpture antique. Devant un barbare sans doute, le sculpteur ne se croyait pas tenu d'idéaliser son modèle, comme s'il se fût agi de représenter un dieu, un demi-dieu ou même un membre de la Cité. Aussi cette statue est-elle un chef-d'œuvre de réalisme, adouci

cependant et rehaussé par la longue habitude des belles formes.

Ceci n'est qu'un exemple; mais il suffit à montrer que la Rome des arts n'a point tant perdu. Si vous regrettez que le malheur des temps ait exilé les Léonard de Vinci et les Raphaël du palais Sciarra, errant et se cachant on ne sait où, et attendant que le baron Hirsch ou tel ou tel autre cosmopolite les achète; si vous voyez avec tristesse s'en aller la fraîcheur de bien des fresques, ne dédaignez pas les trouvailles nouvelles et les compensations qu'elles vous rapportent. Tenez compte du respect avec lequel est accueilli le moindre fragment qui sort de terre; voyez comment, dans ce monument des Cinq cents qui vous a frappé au sortir de la gare, on a été heureux de faire figurer un obélisque de plus, ancien témoin, croyez-le, de quelque victoire du peuple-roi.

Par malheur, auprès des ruines antiques, il

y a déjà les ruines d'hier, tristes et vulgaires. De ces énormes maisons, beaucoup n'ont pu être achevées. Dès le premier jour de mon arrivée, on me conduit aux catacombes de Sainte-Priscille, et on me montre tout un faubourg abandonné avant d'avoir été terminé. Ce sont des repaires de vagabonds et des sentines qui empoisonnent, en attendant que tout se lézarde et tout s'effondre. Voilà des ruines qui ne valent pas les autres; ce sont elles qui font le plus craindre que les envahissements de la Rome nouvelle ne consolent pas, comme on le voudrait, des changements qu'elle a opérés dans la Rome antique et dans la Rome chrétienne.

**LE FRANÇAIS A ROME, EN AVRIL**

**1894**

•

•

## II

Le Français à Rome en avril 1894. — Sur quelle réception pouvait-il compter? — Deux guides précieux : l'ambassadeur auprès du Pape, l'ambassadeur auprès du Roi. — A propos de médecins. — L'offre à Pasteur. — Un ministre peu renseigné. — Visite à M. Crispi. — Son antichambre. — Conversation avec M. Crispi. — Ses rapports avec le Parlement.

Est-il donc dit qu'à peine arrivé dans Rome, la politique viendra vous disputer aux jouissances de l'art et aux émotions des grands souvenirs? Hélas oui! Car ces souvenirs sont liés trop étroitement à la vie nationale des Italiens et à la vie religieuse de la chrétienté tout entière. A Florence on peut aimer l'art pour l'art : à Rome on ne le peut pas, et un Français le peut moins qu'un autre.

A Paris, on ne m'avait pas seulement dit :

« Vous trouverez Rome bien gâtée. » On m'avait demandé : « Savez-vous comment vous serez accueilli ? » On me parlait beaucoup de ce chirurgien de nos hôpitaux, le docteur B., qui, assistant tout récemment à la clinique d'un de ses confrères du Piémont, avait été insulté par les étudiants.

Le fait était exact, et à Rome on m'en a raconté bien d'autres. A la suite des affaires d'Aigues-Mortes et de l'acquittement des ouvriers français, le peuple italien avait été exaspéré contre nous. Qu'il nous aime ou qu'il nous déteste, nous ne lui sommes jamais indifférents. Mais il faut avouer qu'en général il saisit les occasions de se plaindre de nous avec plus d'empressement et de vivacité qu'il ne saisit... les autres.

Dans une ville du centre, le propriétaire d'un hôtel dit *de France et de Russie* avait cru satisfaire les passions de ses concitoyens en mettant une bande de toile sur le mot *France* de son enseigne. Ailleurs on avertissait cha-

ritablement des voyageurs suisses ou russes de cesser de parler français pour ne pas s'attirer quelque mauvaise affaire. Mais ce n'était là qu'enfantillage à côté de ce qui s'était passé dans Rome même et de la fameuse attaque du Palais Farnèse où la paix de l'Europe fut certainement en danger.

Une première fois des bandes de forcenés avaient assailli le palais. En droit public, c'était l'exact équivalent d'une violation de notre territoire. L'ambassadeur, je crois, était absent : on fut heureux de trouver là un prétexte à une atténuation bienveillante du fait... qu'on mit d'ailleurs sur le compte d'« individualités sans mandat » ; mais le personnel qui gardait le palais sentit sa vie sérieusement menacée. Le directeur de l'Ecole française installée au second étage, l'éminent M. Geffroy, qui aime tant Rome, qui la fait si bien connaître et qui était si en droit de croire qu'il n'y comptait que des amis, vit le moment où il serait obligé de se défendre, non pas avec son épée d'académicien,

mais avec un bon revolver. Je n'ai pas besoin de dire que les craintes personnelles, fort légitimes, étaient encore aggravées par le presentiment d'un conflit européen. Elles redoublèrent donc quand on lut sur les murs de Rome des espèces de rendez-vous assignés aux patriotes pour recommencer l'attaque et donner une sorte d'assaut. Mais cette fois l'ambassadeur fut autorisé à parler ferme. Aussitôt, tout rentra dans le silence, et les individualités sans mandat firent comme si on leur avait retiré celui qu'elles s'étaient chargées d'exécuter.

Il eût été vraiment dommage qu'on s'en prit au palais et à ses hôtes. C'eût été déchaîner la guerre; et, en attendant, c'eût été profaner, abîmer peut-être un monument superbe, rempli d'œuvres d'art de premier ordre. En cette circonstance donc, notre compatriote fut celui qui défendit le mieux, à tous points de vue, les intérêts des Italiens.

Qu'on me permette de dire ici, en passant, que chacun de nos deux ambassadeurs est d'un

grand secours pour un Français qui visite Rome. Ils ne se ressemblent pas tout à fait, ce qui permet à l'un comme à l'autre d'être parfaitement à sa place. Seuls, les gens qui tiennent à la symétrie peuvent trouver étonnant que l'ambassadeur auprès du Pape habite à côté du Quirinal et que l'ambassadeur auprès du Roi soit logé plus près du Vatican.

Le premier habite au Palais Rospigliosi, dont une aile vous donne à admirer l'Aurore du Guide. Malgré la présence du savoureux chef-d'œuvre, c'est une demeure qui n'est point fastueuse. Dès les abords on y respire un air de vieux château, peu paré, modérément entretenu. Mais quand on a l'honneur d'y être reçu, on se trouve dans un milieu tout à fait exquis de véritable aristocratie élégante et simple, délicate et intelligente. On ne s'y sent pas attiré, cela est vrai; à essayer du reportage et à provoquer des indiscretions... qu'on n'obtiendrait pas; mais on y est charmé par certains détails de vie de famille et on peut compter

sur une obligeance très empressée, très sûre et très efficace.

L'ambassadeur auprès du Roi est, comme il convient, plus contemporain : je parle de lui et de sa personne... Son palais est de la plus belle Renaissance, pas très gai ; car, si vous avez le plaisir de faire antichambre sous les admirables fresques d'Annibal Carrache, les plus païennes et aussi les plus fraîches et les plus éclatantes de Rome après celles de la Farnésine, — la majesté froide et nue des larges escaliers, des longs corridors et des hautes voûtes fait bien regretter l'absence des sculptures dont elle est veuve. Il faut aller les admirer au musée de Naples. Quant au maître de la maison, je n'ai pas l'impertinence de vouloir juger sa diplomatie. Mais je sais, comme tout le monde, que celle des Italiens a toujours été une des plus redoutables de l'Europe. J'en conclus que pour se bien tenir au milieu des séductions et des pièges qu'elle sait entremêler avec tant d'art, il faut lui avoir pris une partie au moins

de ses traditions. Celles-ci demandent deux sortes de talents : au dehors une rhétorique cadencée qui passe avec aisance des formules caressantes et enveloppantes aux mots fiers, aux maximes antiques ; au dedans une intelligence très lucide de l'intérêt du moment, avec une dextérité toujours prête à parer le coup ou à l'envoyer... sans en avoir l'air. M. Billot (et c'est en cela qu'il est moderne) ne paraît point jaloux du premier de ces deux mérites ; aussi peut-on compter qu'il ne s'y laisse pas prendre chez les autres : on le comparerait volontiers à une « souris blanche » alerte et fine, si le mot n'avait été accaparé pour un de ses plus illustres ministres. Pour ce qui est de connaître le fort et le faible de la politique qu'il doit surveiller comme de celle qu'il doit servir, je suis convaincu qu'il y excelle. En tout cas, l'hospitalité qu'il offre aux Français est, elle aussi, bien précieuse. On y trouve une conversation franche et instructive, allant droit au fait, vous épargnant des hésitations inutiles, enfin

vous donnant exactement la note de la musique du jour.

Il m'apprend, par exemple, tout de suite, que le moment était excellent pour venir à Rome. Après l'« accident » du Palais Farnèse, la colère était tombée, la politique avait repris le dessus.

« Il y a un mois, me disait-il, — vers la fin de mars, — vous auriez déjà été reçu avec politesse, mais avec une politesse voulue, affectée, qui eût recouvert des sentiments peu bienveillants. Aujourd'hui vous venez dans un bon moment, dans l'un de ceux où l'on nous fait des avances. Non pas qu'on soit devenu enthousiaste de nous ! Mais ce qui domine dans tous les esprits, c'est le sentiment d'une grande incertitude. On se demande partout si le pays n'a pas fait fausse route... On veut se ménager un retour, le plus avantageux possible, s'entend, et avec le moins de frais possible. »

Les Italiens savent que le Français est bon

enfant, un peu vaniteux, facile à prendre, et ils ne dédaignent pas les petits moyens. Au moment du Congrès des médecins, on craignait que nos compatriotes ne vissent pas. On apprit donc avec plaisir que, si l'on avait douze cents médecins allemands, on pouvait encore compter sur six cents « confrères » de la France. On résolut de bien mener les choses : on ménagea un succès au docteur Bouchard, après l'ovation faite à Virchow. On pria deux littérateurs de Paris, MM. de Nolhac et Desjardins, de parler en français devant la Reine. Le ministre de l'instruction publique, le docteur Baccelli, un homme qui discourt en latin comme un cardinal, dit à M. Billot : « Nous voudrions montrer à vos savants toute l'admiration et toute la sympathie que nous avons pour eux. Ayez donc la bonté de demander à M. Pasteur s'il accepterait le grand cordon des saints Maurice et Lazare. »

La commission fut aussitôt faite. Sans plus de retard, M. Pasteur répondit avec sa bonho-

mie habituelle : « Rien ne saurait m'être plus agréable qu'une distinction me venant de l'Italie, et j'apprécie tout particulièrement celle que M. le ministre de l'instruction publique me fait l'honneur de m'offrir. Je suis cependant obligé de rappeler que le grand cordon des saints Maurice et Lazare, il y a dix ans que je l'ai reçu et que je le porte ! »

Force fut bien de communiquer la réponse. Le ministre s'excusa galamment de la méprise ou de l'oubli ; et il offrit cette fois un ordre moins ancien, mais fort honorable, l'ordre de la couronne d'Italie, qui fut, est-il besoin de le dire, accepté.

Cette histoire commença par me rappeler plus d'un souvenir universitaire. Elle me faisait penser à tel de mes anciens collègues qu'on décora deux fois des palmes d'officier de l'instruction publique (parce qu'on ne voulait pas lui donner autre chose). Mais peu de jours après, — c'était exactement le premier avril, — les journaux d'Italie ne donnaient-ils pas

du fait un commentaire beaucoup plus intéressant? J'y lisais :

« Le bruit court que M. Crispi serait disposé à reconnaître le protectorat français en Tunisie. Cette reconnaissance serait subordonnée à la conclusion d'un traité de commerce entre l'Italie et la France. »

Il me semble qu'à semblable proposition notre ministre pourrait répondre comme Pasteur: « Mais ce protectorat que vous m'offrez, il y a dix ans que je l'exerce, et même il ne va pas trop mal... » Et M. Crispi, qui n'est ni moins aimable, ni moins habile que M. Baccelli, saurait bien trouver quelque autre petite chose.

Je ne pouvais pas ne pas songer à aller voir M. Crispi. Quand je demandai à qui de droit si une telle visite était possible, on me répondit : « Mais certainement! Vous serez très bien reçu, et ne craignez pas d'aborder des questions très graves; votre interlocuteur en sera charmé. » On ajoutait à peu près qu'un ministre italien

craint rarement d'être enchaîné par ses paroles ou même par ses actes. Ce qui fait à l'heure actuelle la force de M. Crispi, c'est que le peuple italien sent que nul homme n'est aussi apte que lui à faire les volte-face utiles. On est certain que ni les scrupules, ni les amitiés, ni les inimitiés ne l'arrêteront. C'est là précisément ce dont on lui sait gré.

Lui en sait-on gré au point de consentir à lui laisser une sorte de dictature? Il serait, dans tous les cas, fort disposé à l'accepter, comme tout bon révolutionnaire. L'amour de la révolution et l'amour du pouvoir absolu sont deux sentiments qui se tiennent; chacun des deux peut toujours donner la mesure de l'autre.

En attendant, M. Crispi demande ce qu'il appelle « les pleins pouvoirs. » Je ne discute nullement la chose au point de vue politique; mais j'ai recueilli à ce sujet quelques traits d'une psychologie qui m'a paru intéressante.

Vous connaissez le petit jeu parlementaire

qui — à tout prendre — se joue encore à Rome à l'heure actuelle et qui dure depuis de longs mois. « A vous, commença par dire M. Crispi aux députés, de vous prononcer sur ma demande de pleins pouvoirs : quand vous l'aurez ou rejetée ou acceptée, je verrai ce que j'aurai à faire. » — « Pas du tout, répondait la Chambre, c'est à vous d'abattre votre jeu et de nous montrer les économies que vous y avez insérées : car ce sont là sans doute vos gros atouts. » — « Des économies, j'en ferai, certes, et qui vous charmeront; mais il me faut pour cela les pleins pouvoirs. Eux seuls me permettront, par exemple, de supprimer une ou deux cours de cassation sur les trois qui rendent des arrêts contradictoires, etc., etc. » — « Non, non! la commission des pleins pouvoirs n'est pas prête; c'est le vote du budget qui presse le plus. »

En fin de compte, M. Crispi fut obligé de s'engager sur la question des économies; mais,

mis au pied du mur, il les refusa net... et ce fut la Chambre qui céda.

La majorité de cette Chambre a peur d'être dissoute. Elle trouve qu'en fait d'économies, il n'y en a pas de plus pressantes que d'éviter les frais d'une nouvelle campagne électorale. — « Croit-on, ai-je demandé, que M. Crispi soit à même de faire élire qui il veut ? » — « Non ! mais il peut empêcher d'être élu ceux dont il ne veut absolument pas, et il s'en contente ! »

Voilà, je l'avoue, ce qui m'a donné la plus haute idée de l'habileté de M. Crispi et de sa connaissance consommée des hommes politiques. A quoi bon se donner du mal pour faire nommer une médiocrité plutôt qu'une autre ? Le suffrage universel ne se charge-t-il pas suffisamment de vous envoyer des hommes prompts à se laisser gagner, duper et entraîner ? Et ne vaut-il pas mieux concentrer tous ses efforts contre le petit nombre des adversaires avec qui on n'espère pas pouvoir s'en-

tendre ou par qui l'on craint de se voir disputer la direction du troupeau ?

Si c'est là la tactique de M. Crispi, je l'admire. Reste à savoir si ce genre d'habileté suffit et si l'art de supprimer les obstacles n'est pas quelquefois l'art d'aplanir la route sur laquelle on roule... au bout du fossé. Mais ceci encore est de la politique courante, et je passe. Les événements d'ailleurs parleront plus longtemps et plus haut que moi.

Je portai donc tout d'abord une lettre au Palais Braschi (ministère de l'intérieur), et quelques jours après je me présentai.

Le palais a été bâti par un neveu de Pie VI, le duc Braschi, dont la femme était fort aimable, même, dit-on, un peu galante. L'escalier du palais a été quelquefois vanté : mais on a célébré bien davantage la statue, tout à fait voisine, de Pasquin, devant laquelle il fallait souvent placer des sentinelles pour arrêter le débordement des inscriptions satiriques. Il est impossible d'entrer dans un édifice de Rome

sans être assailli de tels souvenirs et sans chercher avec le présent des comparaisons qui, quelquefois, s'offrent d'elles-mêmes.

Les hôtes actuels du palais Braschi ont de l'esprit, c'est à n'en pas douter; les manières sont moins aristocratiques qu'autrefois. « Comment, me dit le chef de cabinet du ministre, vous attendiez une lettre d'audience? Mais il fallait venir tout de suite. Depuis qu'il est prévenu, M. Crispi compte sur vous, et j'étais étonné de ne pas vous avoir vu. »

Je m'installe donc — en attendant — sur un canapé, devant des tableaux qui n'ont rien d'antique; et tandis que je relis Joanne pour l'emploi de mon lendemain, un huissier fort empressé paraît — je ne sais trop pourquoi — fort impatient de m'annoncer. Croit-il que j'ai une mission d'importance, ou est-il lui-même pressé d'aller déjeuner? J'hésite entre les deux explications. Dix fois il s'approche de la porte du petit salon qui précède immédiatement le cabinet de M. Crispi. Il l'entr'ouvre même, il

écoute, il constate avec regret qu'un directeur ou un inspecteur est encore là. Il s'excuse auprès de moi, se remet derechef en faction... Ce n'est pas là, tant s'en faut, l'insolente nonchalance des huissiers de nos ministères; mais ce n'est pas non plus la politesse diplomatique et la souriante dignité des antichambres des cardinaux!

Je suis introduit cependant. M. Crispi, qui a une fourrure sur ses genoux, se dresse avec un peu de peine et me tend la main. Les photographies lui donnent une physionomie trop dure...

Il a le teint très rose et un embonpoint qui l'a passablement arrondi. Par moments on se le figurerait volontiers sous une cape de moine, donnant son anneau à baiser et distribuant des bénédictions: mais quand ses yeux s'allument au-dessus de la grosse broussaille de sa moustache blanche, on retrouve le vieux révolutionnaire. Est-ce que d'ailleurs ces deux

genres de personnage n'ont pas été souvent mélangés dans l'histoire de l'Italie?

— « Vous venez étudier nos établissements... Vous serez partout le bienvenu. En quoi puis-je vous être utile? Cherchez, je vous en prie, ce que je puis faire pour vous. Connaissez-vous nos règlements? Le texte même? Non? Voici mon exemplaire personnel. Laissez-moi vous l'offrir...

— « Monsieur le ministre, j'ai un excellent guide à Rome pour les recherches spéciales: c'est votre ancien directeur, M. Beltrani Scalia, que j'ai connu au Congrès de Saint-Petersbourg.

— « Ah! je crois bien, ce bon Beltrani! c'était un directeur modèle; mais après moi, mon successeur l'a *embêté* (et ici un gros sourire): il s'est sauvé au Conseil d'Etat.

— « A cette même époque, monsieur le ministre, vous avez adhéré à notre Société des Prisons: vous nous avez même écrit une fort belle lettre. Le conseil de direction, dont je fais partie, m'a chargé de vous en remercier.

— « Oh ! c'est très important, les prisons. L'école et la prison, voyez-vous ! De bonnes écoles pour former le peuple, de bonnes prisons pour le réformer, tout est là. J'avais voulu faire beaucoup d'innovations. Pour cela j'avais *accoumoulé* plus de dix millions. Mais mon successeur (oh ! ce successeur, l'a-t-il sur le cœur !) s'en est emparé et les a fait servir je ne sais à quoi. Je vais être obligé de demander de nouveaux crédits... Et, indépendamment de votre mission, vous êtes content de votre voyage ? Vous vous plaisez en Italie ?

— « Monsieur le ministre, j'appartiens à la génération qui avait dix-sept ou dix-huit ans à l'époque de Magenta et de Solférino et qui était alors très enthousiaste...

— « Oh ! mais il faut revenir à ces sentiments-là. Pour y aider on me trouvera prêt à tout. Voyez-vous, quand je m'entends appeler gallophobe, cela me fait mal au cœur. Comment ! moi qui, en 1856, 1857, 1858, au moment de mon exil, ai passé en France trois des

plus belles années de ma vie ! Toutes les mains et tous les cœurs étaient tendus vers moi. Il y avait bien Piétri qui m'...ennuyait de temps en temps. Mais malgré cela la vie était agréable. »

Je vois en effet que ces souvenirs de France sont demeurés fort doux à M. Crispi ; car il me vante notre gouvernement d'alors, au point de me dire en riant :

— « Vous n'aviez pas, c'est vrai, la liberté politique ; mais savez-vous que dans le reste vous étiez peut-être plus libres qu'aujourd'hui ? »

J'ouvrais les oreilles et j'étais fort curieux de ce qu'il allait me dire à l'appui de son idée ; mais il la circoncrivit trop vite en ajoutant : « Vous aviez surtout la liberté commerciale que vous n'avez plus. Le système Méline sera ruineux pour la France ; vous vous fermez tous vos débouchés.

— « Oui ; mais c'est un problème bien complexe. En haut et en bas, on le résoudrait chez nous dans un sens libéral : c'est au milieu, c'est chez les propriétaires ruraux qu'on réclame le

plus la protection. Que voulez-vous? ils se croient à la veille d'être ruinés: ils ne veulent pas mourir. Ce sont leurs intérêts personnels qu'ils défendent: mais cela n'empêche pas les sentiments d'amitié...

— « Oh! c'est comme cela partout. Dans les conditions sociales où sont tous les peuples de l'Europe, l'intérêt prime tout... Mais votre petite bourgeoisie, je la connais, elle est sobre, elle est patiente, elle est économe. Elle a seulement le tort de croire que la protection la relèvera. Il faut perfectionner l'agriculture... il faut augmenter les rendements... Et puis il faut faire comme l'Angleterre, qui depuis... comment donc?

— « Robert Peel?

— « Oui, Robert Peel!... s'est enrichie par le libre échange. Mais que vous avez raison d'aimer votre pays! Le cosmopolitisme est une folie. Il faut mettre sa patrie au-dessus de tout! »

Je comprends sans peine ce qu'il sous-en-

tend : — « Ne vous étonnez pas si j'en fais autant de mon côté. » — En effet, je ne m'en étonne pas !

Je lui demande alors si l'Italie croit toujours que la France voudrait rétablir le pouvoir temporel du Pape. Il me répond simplement :

— « Mais le Pape, il a tout ce qu'il lui faut. Il a la loi des garanties qui lui suffit. Et puis, quand il y a quelque chose dans Rome, tout de suite c'est à lui que je pense, c'est de lui que je me préoccupe ; c'est pour lui que je multiplie les précautions ! »

Pour la première fois cette prononciation italienne me frappe ; et je me demande pourquoi je ne l'ai pas autant remarquée depuis le commencement de la conversation. Ce n'est pas ici un mot en passant, dont on note l'accent comme un souvenir ou comme un trait plus ou moins piquant de saveur locale ; c'est toute une longue phrase qui s'en est imprégnée d'un bout à l'autre. Est-ce un hasard ?

Un instant, j'ai songé à ce personnage de Balzac qui bégaye ou parle patois dès qu'il veut dérouter son interlocuteur ou lui cacher la vérité encore plus que d'habitude. Mais je ne suis pas sûr du tout que M. Crispi n'ait pas été parfaitement sincère, au moment du moins où j'avais l'honneur de m'entretenir avec lui. Ce qui s'est passé depuis lors, ce qu'il a dit publiquement à Naples, ce qu'il a fait, ce qu'il a demandé au Pape et obtenu pour la colonie de l'Erythrée, tout cela me prouve que ses paroles répondaient à un sentiment très sérieux. Mais alors cet oubli momentané de la prononciation de la langue qu'il parlait n'était-il pas l'effet d'une préoccupation plus forte qui ne laissait pas la même liberté à son esprit et à sa parole? Ne pensait-il pas en italien plus qu'en français et qu'en langage diplomatique?

C'est à ces dernières suppositions que je m'arrêtais.

Mais nous revenons à la France. Il me re-

commande de nouveau de faire de « l'apostolat » et me répète qu'il est prêt à tout.

Devais-je aller plus loin ? Et, selon l'encouragement qu'on m'avait donné, devais-je aborder des questions plus précises et plus graves ? Je pourrais me borner à dire qu'un haut fonctionnaire du ministère vint interrompre l'entretien. Mais, du reste, j'en savais assez ; je pouvais deviner aisément toutes les réponses aimables et fines que M. Crispi était prêt à me donner. Pour aller au-devant de certaines illusions il faut être très naïf ou très insensible ; j'ai cru que là, plus que partout ailleurs, il y avait lieu de n'être ni l'un ni l'autre.

**Y A-T-IL DEUX ROME ET DEUX ITALIE?**



### III

Y a-t-il deux Rome et deux Italie? — La statistique italienne. — La statistique des œuvres d'art. — La statistique du crime et sa géographie. — La misère. — Un mot de mère. — La propagande : les petits anarchistes. — Les efforts pour dissimuler la scission. — Un gouvernement en quête de bénédictions.

Y a-t-il actuellement deux Rome et deux Italie? une Italie et une Rome pontificales, une Italie et une Rome dynastiques et nationales? La séparation est-elle de l'hostilité? Cette hostilité est-elle irréconciliable? Porte-t-elle un tort grave au pays? Il faut être allé à Rome pour comprendre combien ce problème est complexe et combien les Italiens sont éloignés de vouloir le résoudre avec la logique des Français.

Il y a quelque part dans Rome un assez beau

coin qui participe à la fois de la vieille ville et de ce qu'il y a de mieux dans la ville nouvelle : c'est la place San Barnardo. Au milieu de cette place, non loin du ministère de la guerre, des thermes de Dioclétien, de l'église de Sainte-Suzanne et de la fontaine de l'Acqua felice, s'élève un petit palais carré, qui est moderne, mais vraiment bien entendu, et qui occupe sur ces hauteurs renommées une place d'honneur : c'est la direction de la statistique générale de l'Italie. Là, règne un petit homme, vif, intelligent, érudit, méthodique, obligant et plein de foi : c'est M. Bodio. Entouré de ses cartons et de ses sonnettes au bout desquelles travaillent des chefs de service, on dirait un organiste qui n'a qu'un bouton à tirer pour vous faire entendre une musique guerrière ou religieuse, grave ou gaie. Si une statistique bien faite suffisait à la prospérité des États, l'Italie serait, sans contestation possible, une puissance de premier ordre. Mais, si une statistique est un instrument précieux pour un

pays qui veut voir clair dans ses affaires, encore est-il à souhaiter qu'elle ait de bonnes choses à révéler. Or, qu'est-ce que nous apprend M. Bodio?

On ne me refusera point de chercher un indice de la vie nationale dans le mouvement littéraire. M. Bodio nous fournit la liste des ouvrages déposés pour la réserve des droits d'auteurs : c'est un moyen de prendre l'étiage. Dans les trois années qui ont suivi 1870, le royaume sembla dire qu'en littérature l'Italie devait se suffire à elle-même : les ouvrages « originaux et nationaux » y prirent un certain essor : ils atteignirent dans ces trois années la moyenne de 1,188. Depuis lors, après des oscillations où le chiffre de 1871 n'a jamais plus été atteint, la moyenne des trois dernières années est de 704.

Je vois cependant que les ouvrages purement religieux ont légèrement augmenté. Ont augmenté aussi les œuvres scientifiques et les

œuvres didactiques, pour la plupart inspirées de l'Allemagne. Chose curieuse, c'est surtout dans les œuvres dramatiques et musicales que la chute a été forte. D'une moyenne de 1,210 elle est tombée à une moyenne de 362. On s'en aperçoit sur les murs de Rome : peu d'affiches, pas plus pour les choses de l'esprit que pour celles de l'industrie et du commerce ; des invitations à des fêtes sacrées, des convocations pour des enterrements corporatifs, quelques réclames internationales, venues de Londres ou de Paris, et, pour les spectacles, des traductions d'œuvres françaises. Il y a trente ans, je sortais à peine de l'École normale et je faisais l'un de mes premiers voyages en Italie. Je vis jouer à Florence, et avec plaisir, la *Calunnia*, traduction de Scribe. Je reviens à Florence en 1894, et la première affiche qui me saute aux yeux au sortir de mon hôtel, c'est une affiche annonçant la *Calunnia*, traduction de Scribe. Certes, je m'applaudis que les Florentins n'aient pas renouvelé les statues

de la place du Palais vieux; mais j'espère que, dans l'intervalle de mes deux voyages, ils ont un peu plus renouvelé leurs spectacles.

Quoi qu'il en soit, les chiffres que j'ai donnés tout à l'heure prouvent que le génie de l'Italie se modifie. Ce qui faisait l'originalité de la ville de Rome, le mélange de la religion et de l'art, va se dissociant. La nation est d'un côté, l'Église de l'autre. On ne voit pas encore assez clairement ce que la première y a gagné.

Ce n'est pas assurément la fortune. Il serait cruel et inutile d'insister : les bulletins de Bourse en disent assez long. Ce qu'on apprend de plus en Italie, c'est que le déficit du budget doit aller forcément en s'aggravant, de 1895 à 1900, par suite d'échéances reculées et de l'application de lois nouvelles; c'est que l'on s'apprête à dévorer les réserves des banques, la caisse patrimoniale des chemins de fer — déjà impuissante à prévenir ou à réparer la désorganisation de certains réseaux; c'est qu'on mettra bientôt la main sur les caisses d'é-

pargne, qu'on réduira encore, par l'abandon de divers monopoles, le gage des créanciers primitifs. Ce qu'on recueille enfin sur place, ce sont les plaintes de la misère populaire.

Un des membres les plus considérables de la colonie étrangère à Rome me raconte qu'il emploie chaque semaine une famille très modeste, mais très digne d'intérêt. Tout récemment il disait à la femme : « Votre enfant ne va pas bien : qu'a-t-il donc ? » — Et la femme répondait par ce mot — qu'on ne me cite pas seulement comme un mot de mère, mais comme une révélation d'une sorte de famine croissante : « Que voulez-vous ? il n'a de lait que quand j'ai du pain, et je n'ai du pain que quand je viens travailler chez vous. »

Il y a quelques années, les Italiens émigraient beaucoup, et les publicistes de la nouvelle école voyaient là pour le pays un bienfait. L'émigration emportait des bras inactifs et appauvris ; elle purgeait la péninsule de germes de misère et de germes de crime. Mais

voici que les Américains font tout au monde pour empêcher ces arrivages d'émigrants sans capitaux.

Non contents d'arrêter à l'entrée de New-York ceux qui n'offrent pas de garanties suffisantes, ils envoient dans les ports d'Europe des commissions chargées de retarder, de gêner, d'empêcher leur départ. Une de ces commissions fonctionne surtout à Naples « *con energia* », dit M. Bodio dans une intéressante conférence. En hommes pratiques, les commissaires américains se font payer par les Compagnies de navigation qui, en fin de compte, trouvent le moyen de se faire rembourser elles-mêmes par les émigrants. Il en résulte que, parmi ces derniers, tous ceux qui n'ont pas de capitaux se découragent. Ceux-là seuls s'en vont donc qui ont pu réunir quelques économies et que la mère-patrie aurait encore quelque intérêt à conserver : les plus pauvres, qu'elle aurait intérêt à voir partir, sont au contraire obligés de rester.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que la criminalité augmente. Dans les six dernières années, les accusés jugés par les divers magistrats de l'Italie ont été successivement au nombre de 1,070, 1,130, 1,190, 1,290, 1,490 et 1,550 par cent mille habitants. C'est en six années une augmentation de près de 50 0/0.

Nous aussi, hélas, nous voyons notre criminalité monter toujours. Mais nous n'en sommes encore qu'à environ 500 accusés par cent mille habitants, au lieu de 1,550. Il y a de la marge.

Ici, comme ailleurs, les optimistes ou les défenseurs obligés de la bonne renommée nationale vous objectent que la loi est devenue plus exigeante, la police plus sévère... Pas plus pour l'Italie que pour la France je ne puis accepter pareille apologie. Et je me borne à en donner cette raison : c'est qu'au delà comme en deçà des Alpes les crimes et délits dont les auteurs ne peuvent pas être découverts vont toujours en augmentant. Les Italiens en comptaient

44,000 en 1887 : ils en ont 63,000 en 1892.

Cependant les homicides, les coups et blessures ont plutôt une tendance à diminuer dans la Péninsule. Faut-il croire que l'Italien perd quelque chose de sa vigueur et de sa volonté de se faire justice à lui-même ? J'aime mieux dire — ce sera plus juste — que l'accroissement des villes a atténué pour beaucoup la sauvagerie rurale. Mais les actes de violence contre les agents de l'autorité ont remonté tout à coup en 1891. Et ce qui monte continuellement, ce sont les crimes et délits contre la propriétés, les rapines, les vols de toute nature, les fraudes commerciales.

Dans quelle mesure la ville de Rome participe-t-elle à cet accroissement des délits ? Pour tout ce qui touche à la moralité, les capitales ne sont nécessairement ni les mieux ni les plus mal partagées des villes. Elles abondent en déclassés, cela est vrai, mais elles sont riches en fonctionnaires qui, semble-t-il, doivent donner l'exemple du respect de la loi. On croit

qu'il est aisé de s'y dérober, d'y vivre en inconnu; et pourtant la police doit y être plus stimulée, plus intelligente, plus active que nulle part ailleurs. Paris est un des lieux de France où il se commet le plus de méfaits — quoique les arrondissements de Montpellier (à cause de Cette), de Béziers, de Soissons et surtout le cœur de la Normandie trouvent le moyen de le dépasser. Mais Londres est peut-être la ville d'Angleterre où la société britannique a le mieux réussi à lutter contre le crime. Il n'y a donc pas plus de fatalité invincible dans cette partie de la vie sociale que dans les autres.

Mais où en est la ville de Rome et où en sont ses environs?

La moyenne — je ne dis plus des accusés jugés, mais des coupables dénoncés — et dont un si grand nombre échappe — est de 2,125 par cent mille habitants pour le royaume d'Italie tout entier. Mais comme toute moyenne, celle-ci est à égale distance de deux extrêmes, le plus petit représenté par le Piémont avec

1,147, et le plus grand par la province de Rome avec 5,485.

La région la plus infestée de malfaiteurs après le « Latium », c'est généralement la Sardaigne. « Rome et la Sardaigne, disait, en 1891, un des meilleurs collaborateurs de M. Bodio, le docteur Augusto Bosco, ne se placent pas seulement au sommet de l'échelle pour les crimes graves contre les propriétés : elles montent à l'un des premiers rangs pour les vols simples ; elles occupent de nouveau la première place pour les escroqueries, les fraudes et les banqueroutes. Si l'on tient compte enfin des crimes de sang, les conditions de la criminalité apparaissent comme vraiment graves dans la province de Rome aussi bien que dans la Sardaigne. »

Voilà un rapprochement auquel on ne s'attendait peut-être guère. Comment comprendre que deux parties si différentes dans leur présent comme dans leur histoire, puissent se toucher d'aussi près sur l'échelle du crime ? Il est

bon de consulter ici les Italiens eux-mêmes... car ils sont excellents statisticiens et excellents criminalistes.

Pour la Sardaigne, ils invoquent les raisons économiques, l'immensité des pâturages, dont la propriété, très subdivisée, demeure partout incertaine et mal délimitée, l'isolement des villages et la dissémination de la population, la persistance des coutumes du moyen âge et de la féodalité, l'habitude de se faire justice à soi-même... De toutes ces causes réunies sortent des contestations sans fin, des procès ruineux, des poursuites et des saisies, puis des actes de vengeance, des vols de bestiaux, des agressions à main armée, des homicides et enfin toutes sortes de crimes contre les personnes.

La province de Rome réunit de son côté deux ordres de conditions tout à fait opposées, mais qui sont loin de s'atténuer mutuellement. Au centre, elle a l'agglomération devenue très dense de la grande ville, avec une population

immigrée de toute origine qui a perdu son pays familial, ses souvenirs d'enfance, ses coutumes héréditaires, et qui, maintenant, vit au jour le jour, s'abandonne à toutes les tentations de la vie moderne, en veut toutes les jouissances faciles, en apprend toutes les roueries, en pratique tous les expédients. Autour de Rome, et à ses portes, est la vaste campagne romaine avec ses solitudes sauvages et mal cultivées; de telle sorte que la province dans son ensemble réunit à l'excès de la criminalité urbaine celui de la criminalité rurale.

Voilà ce que les Italiens faisant autorité disaient en 1891. En 1894, les statistiques de M. L. Bodio laissent voir quelques légers changements. C'est en Sicile que, sous l'action de la misère et des troubles politiques, les homicides, les extorsions et les rapines ont atteint les chiffres les plus élevés. La fausse monnaie fait d'Ancône son lieu de prédilection. Les délits contre les mœurs, qui abondent dans les Calabres, dans la Basilicate et dans la

Sicile, ne sont pas si nombreux à Rome. Mais la capitale garde le premier rang pour les violences, les résistances et les outrages à l'autorité; enfin dans l'ensemble de la criminalité générale, elle n'est plus dépassée que par Livourne.

Cet ensemble de la criminalité du pays n'est en somme pas très flatteur.

Serez-vous surpris maintenant que les représentants de l'Église vous apostrophent et vous disent ironiquement : « Ah ! vous vous intéressez à l'état moral de notre pays ! C'est très bien ! Allez donc voir les juges du Roi condamner les voleurs dans un palais volé au Pape ! Vous avez vu aussi que l'on corrige les enfants vicieux dans de beaux établissements... — Oui, fort beaux, à Pise et à Tivoli tout au moins, là avec des fresques des élèves de Giotto, ici avec une vue superbe sur les environs des cascades... — Mais le premier de ces établissements a été pris aux Franciscains, le second aux Jésuites. Et c'est là qu'on apprend

aux enfants à ne plus voler ! Vous a-t-on dit si l'on obtenait de bons résultats ? »

Ce que j'ai eu occasion de voir, pour ma part, dans ces maisons, c'est que les doctrines les plus récentes y ont pénétré profondément. Je visitais l'une d'elles — la plus mauvaise, il est vrai — et j'arpentais, avec le directeur, un couloir sur lequel donnaient des cellules. Bon nombre d'enfants y étaient en punition. Tout à coup je vois un cahier qui sort de la porte à claire-voie d'une des cellules. On l'avait certainement lancé à dessein. Était-ce une requête ou un défi ? Je ramasse le cahier : il débutait par un devoir littéraire et patriotique sur Silvio Pellico. Mais tout de suite après venaient deux pages intitulées : *Sopra l'anarchia*. Le directeur regarde avec moi. Il m'explique que les deux pages sont en argot d'écolier, mais qu'il connaît l'original en langue vulgaire ; c'est une série d'imprécations : mort au directeur, mort au Roi, mort au Pape, mort à tous les bourgeois ! — « Il y a longtemps que cette

propagande a commencé chez vous? » lui demandai-je...

— « Depuis environ deux mois : elle a pénétré avec deux enfants de la population de Massa, et je vous assure qu'elle a produit ses fruits : autant vous voyez ici de pensionnaires, autant il en sortira d'anarchistes. Ils le sont tous, depuis le premier jusqu'au dernier. » Or, l'apprenti dynamiteur qui venait de nous jeter ainsi son manifeste à la tête était un petit bonhomme qui paraissait avoir à peine douze ans. Quand il se vit interrogé avec sévérité, il fit comme la plupart de ses modèles. Après le défi violent et vaniteux, vint l'excuse hypocrite ; il voulut soutenir — contre toute évidence — qu'il n'avait pas compris ce qu'il avait écrit.

Des marmots, je retourne aux adultes. Dans cet état, qui n'est pas très satisfaisant, on n'a pas de peine à démêler deux facteurs essentiels, qui sont la misère et l'éternelle question intérieure des rapports de la papauté et de la

dynastie. Que la prospérité reprenne, les scrupules s'envoleront assez vite, je le crois. Mais que la détresse devienne plus intense, on regardera d'un œil encore plus soupçonneux la triple alliance. Car la triple alliance, c'est le conflit économique avec la France devenu inévitable et permanent; c'est aussi le conflit avec le Pape devenant plus aigu, puisque la triple alliance a garanti l'état actuel de Rome capitale, et que si le Pape le pardonne peut-être à la Prusse, il ne le pardonne ni à l'Autriche (celle-ci en sait quelque chose!), ni surtout à l'Italie.

Nulle part à Rome, cependant, vous n'apercevez d'hostilité apparente contre le Pape et contre l'Église. Quand il y a foule à Saint-Pierre ou au Vatican, les carabiniers royaux s'emploient poliment et doucement à ordonner les défilés jusqu'au pied des marches, et ils remettent en quelque sorte les visiteurs entre les mains du personnel papal. Des quatre cents églises de Rome, aucune n'a été fermée. Un

grand nombre appartiennent à des corporations ouvrières : les bouchers, les boulangers, par exemple, au lieu d'avoir une messe par an, le jour de leur fête, ont leur chapelle ou leur église, avec leur aumônier, leur sacristain et leur budget. Ce budget, l'État a voulu y mettre l'œil... et la main. Le plus correctement qu'il a pu, il a sécularisé, transformé, consolidé, mobilisé. Bref, il a *partagé* avec ces œuvres en ne leur laissant que le strict nécessaire ; mais, extérieurement, rien d'essentiel ne paraît sacrifié. Voilà pourquoi, au point de vue religieux, le peuple, qui est toujours prêt à acclamer le Pape et à s'agenouiller devant un prêtre, ne crie pas trop et ne croit pas à une persécution.

Je me suis trouvé à Rome pour la cérémonie du samedi saint : c'est le jour où le clergé bénit toutes les demeures, depuis le plus vil taudis jusqu'au palais des Torlonia. Un prêtre en surplis et accompagné d'un enfant de chœur sort d'une maison pour entrer dans la maison voisine. Il entre tout droit, comme un homme

qui se sait attendu et qui n'a pas de permission à demander. On le conduit à la salle à manger — si tant est qu'il ait oublié où elle se trouve et s'il y a une salle à manger. Dans tous les cas, le repas du jour de Pâques est préparé : quartier d'agneau, petit ou gros, œufs durs, laitue. Le prêtre bénit la table et accomplit sa cérémonie, plus ou moins entouré des habitants de la maison. Le tout se passe sans fracas, mais ouvertement et simplement.

Un autre fait m'a encore permis de toucher du doigt ces habitudes religieuses si persistantes dans la société même que nous croirions la plus détachée. On commençait le procès de la Banque romaine... si fertile en incidents..., et le directeur s'appliquait, comme il était facile de s'y attendre, à diminuer ses responsabilités personnelles. Il alléguait donc qu'il avait reçu des ordres, des conseils... dont il lui était défendu de parler. Mais pour prouver sa bonne foi et l'importance de la pression qu'il avait

subie, il affirma qu'il en avait parlé, sans retard, à son confesseur.

Vous vous imaginez sans peine tout ce qu'une pareille réponse aurait soulevé chez nous de quolibets ou de feints mouvements d'indignation. Trochu attestant à la face du ciel qu'il avait déposé son plan chez son notaire, aurait paru sensiblement dépassé. A Rome, personne ne trouva rien à redire à l'assertion, les journaux l'enregistrèrent purement et simplement : elle passa inaperçue.

Tout cela prouve-t-il que la vie religieuse ait gardé l'intensité d'autrefois? que les cérémonies aient toute leur pompe et que les anciens pèlerins puissent y retrouver la vivacité de leurs émotions? Oh! certes non. Ce que je veux dire, c'est qu'en vingt-cinq ans, beaucoup de choses ont été modifiées insensiblement; qu'une fois le grand coup donné, les populations moutonnières et résignées ont pris une allure mi-catholique, mi-nationale, et que ni les hosti-

lités ni les contrastes ne sont ce que nous les imaginons trop volontiers.

Le gouvernement tient à entretenir ces sentiments propices à la paix intérieure. Il sait que l'Italien aime la dynastie qui a fait son unité, mais que si Rome est satisfaite d'être une capitale, elle est encore plus heureuse d'être *deux* capitales, parce qu'elle y trouve son bénéfice. Tous les ministères, quels qu'ils soient, se sentiraient soulagés si le Pape acceptait ou encourageait la moindre avance. Des sentences retentissantes sur la civilisation scientifique, sur l'émancipation intellectuelle, on en sème à foison, pour la satisfaction d'une certaine clientèle au dedans et au dehors. Mais tout le monde à Rome vous dira que si le roi Humbert arrivait à faire bénir ses troupes par Léon XIII, ce serait le plus beau jour de l'Italie.

On prétend même que, dans je ne sais quelle circonstance, le Pape devant donner sa bénédiction à des fidèles et à des pèlerins, du haut

de son palais, on avait glissé sans bruit des régiments pour que le souverain Pontife les bénît sans s'en douter. Le Pape, dit-on, sut la chose et s'abstint. — Vous vous rappelez ce personnage du *Lutrin* qui manœuvre si savamment pour bénir malgré eux ses adversaires? Ici ce sont ceux qui manœuvraient pour dérober une bénédiction qui furent déçus.

Comment des sentiments et des désirs si divers peuvent-ils se concilier? En tout cas, les Romains ne se découragent nullement ni des uns ni des autres, pas plus qu'ils ne désespèrent de profiter tout à la fois de la triple-alliance et de l'amitié, voire du concours de la France. Ils ne s'expliquent pas que pour nous, Français, ce soit là un problème si insoluble.

Le parti ecclésiastique et catholique est-il dans les mêmes dispositions?

**LA QUESTION DYNASTIQUE**  
**ET**  
**LA QUESTION ROMAINE**  
**DANS LE PERSONNEL ECCLÉSIASTIQUE**  
**ET DANS LE MONDE RELIGIEUX**



## IV

La question dynastique et la question romaine dans le personnel ecclésiastique et dans le monde religieux. — Ceux qui souhaitent la conciliation, ceux qui la déclarent impossible. — Le monde des sacristies et des cloîtres. — Le monde du Vatican. — Le Roi, la Reine et un moine. — Le cardinal Parocchi. — Une conversation à la Civiltà Cattolica. — A quelles conditions on y croit la paix faisable.

Le monde ecclésiastique que l'on trouve à Rome est, en majeure partie, composé d'Italiens. C'est une raison pour que, là aussi, bien des contraires fassent semblant de s'accorder et attendent patiemment que l'un d'entre eux soit décidément plus à même que les autres de remporter une victoire utile. Ne croyez pas que l'Italien ait cessé d'être passionné... Il l'est plus que le Français ; mais il l'est d'une façon

plus contenue, et il calcule avec plus d'habileté l'expression même de sa passion. Il se livre donc moins ; ou, s'il vous abandonne une partie de son âme, parce qu'il a intérêt ou plaisir à le faire, il est toujours bien loin de se donner tout entier. Ce qu'il vous montre n'est pas feint, remarquez-le ; mais tandis que, vous Français, vous croyez que ce qu'on vous dit est exclusif de son contraire, l'Italien n'a le courage de rien sacrifier ; il ne veut être dupe ni de vous, ni de lui, ni d'aucun autre : il y a toujours quelque chose qu'il se réserve.

Dans le cours de mes visites chez les plus éminents personnages de Rome, Mgr Z... me disait : « Faites-y bien attention ! Peut-être vous sera-t-il dit telle ou telle chose. Ne croyez pas trop vite qu'on vous exprime une opinion personnelle et arrêtée. On sera comme quelqu'un qui formule tout haut une objection et cherche comment il peut y être répondu. Ce sera votre réponse qu'on attendra, sans se

croire obligé de vous donner la vraie... qu'on cherche peut-être encore. »

Mais ce monde se subdivise : il y a le monde des sacristies et des cloîtres, et il y a celui qui gravite de plus près autour du Vatican. Le premier, cela va sans dire, est plus italien que le second ; car le second, ayant la responsabilité du gouvernement de l'Église universelle, a nécessairement un caractère international.

Le premier prend une part active à tous les bavardages dévots. C'est chez lui qu'on discute les nominations, qu'on « potine » indéfiniment pour savoir si tel cardinal est favorable ou hostile à la triple alliance, si la politique du Pape à l'égard de la République française est bien la politique du Pape ou celle du cardinal Rampolla ; c'est chez lui que les bruits du jour se renforcent et se propagent de manière à créer quelquefois des courants factices. Mais c'est là aussi que le prêtre doit vivre avec le peuple de Rome : offrant son ministère à tout le monde et acceptant de tout le monde la rémunération

de ses services spirituels, il entretient avec l'élément national des rapports singulièrement adoucis par cet échange de bons procédés.

Il y a des familles qui comptent un fils au service du roi, un autre au service de l'Église. Vous pensez bien, me dit-on, qu'ils ne s'interdisent pas de déjeuner ensemble et de s'aider mutuellement, s'ils le peuvent. Voici, par exemple, la famille Baccelli. Elle compte actuellement trois frères : l'un est officier de marine, le second est prélat de la propagande, le troisième n'est autre que le ministre de l'instruction publique. On m'affirme qu'ils s'entendent très bien tous les trois. Si, dans la portion ecclésiastique, cléricale, de cette société, on se fâche avec le gouvernement, ce ne sera pas, autant que vous pourriez le croire, pour des motifs d'ordre religieux ; ce sera surtout pour des motifs italiens et au nom des souffrances communes.

D'ici là, c'est une maxime courante que « la

charité n'a pas de couleur » et qu'à ceux qui vous témoignent leur charité, vous devez avant tout des remerciements.

Bien des Français n'ont point manqué de me demander comment j'avais pu être reçu par le Saint-Père et aller voir M. Crispi. Si, moi, laïque et curieux désintéressé, j'avais besoin de me disculper, je pourrais invoquer l'exemple d'un moine qui, fondateur d'une œuvre admirable pour le relèvement des filles tombées, inscrit publiquement à son budget les souscriptions du Roi, de la Reine, des ministres, à côté de celle du Pape. Mais cette souscription du Roi, elle n'a pas été seulement acceptée; elle a été sollicitée. C'est dans le bulletin mensuel de l'asile que j'ai lu le récit de cette visite et que j'ai lu ce qui suit : « Quelques intransigeants (*alcuni intransigenti*) se sont étonnés de cette démarche. Le Père Sempliciano leur a répondu avec son calme habituel : « De cette visite il n'est sorti aucun mal, et il est sorti beaucoup de bien. Non seu-

lement le Roi m'a prouvé sa charité en donnant pour la fondation, qui est si pauvre ; mais il a mis son autorité à ma disposition pour protéger l'œuvre et empêcher ses ennemis de lui nuire. » — Ce ne fut pas l'effet d'une surprise ou d'un accident. La Reine vint en personne rendre au Père Sempliciano, chez ses pupilles, la visite que le moine avait faite au Roi. Elle fut reçue avec honneur ; ses vertus furent célébrées sur le bulletin de *l'Ospizio di Santa Margharita in Roma* ; et depuis lors les subventions officielles pleuvent sur le pieux établissement.

Le monde des cardinaux et de ceux qui composent avec eux l'état-major pontifical est beaucoup moins conciliant, dans ses affirmations surtout et dans l'énoncé de ses principes. J'ai dit qu'ils étaient plus internationaux. Ils le sont d'abord par le sentiment de leur mission catholique et apostolique ; mais ils le sont aussi par tous les souvenirs et par l'expérience

de leur carrière. Parvenus jeunes à de hautes dignités, ils ont vécu dans l'intimité de la cour de Rome; ils ont été secrétaires d'importantes congrégations; ils ont été nonces près d'une grande puissance, puis près d'une autre. Ils se sont mêlés intimement à la politique européenne, ils ont appris à mesurer les résistances dont il faut bien que l'on tienne compte. Après un grand succès ou après un échec (mais les échecs apprennent toujours quelque chose à des hommes qui ont dû pratiquer de si bonne heure l'examen de conscience et la méditation) ils reviennent à Rome. C'est là qu'on les retrouve, cachant leur science ou leur habileté sous des dehors de grands seigneurs, retournant devant vous avec dextérité les questions les plus épineuses sans s'y piquer et sans vous blesser.

L'un deux, pourquoi ne le nommerais-je pas? c'est le cardinal Parocchi, s'est exprimé devant moi sur l'Italie en termes très sévères. Ses

ennemis — qui n'en a pas? — lui reprochent pourtant d'avoir cherché pour lui, lors du dernier conclave, l'appui du roi Humbert : ils croient qu'il serait de nouveau candidat conciliant si le trône pontifical devenait vacant.

Qu'en sera-t-il? Nul n'en sait rien et ne doit rien en savoir. Le journal qui a fait cette petite campagne a cité trois lettres qui pouvaient, paraît-il, être interprétées comme les interprétait le rédacteur. Or, me dit-on, le cardinal ne les a pas désavouées. — Non, pas plus qu'il ne les a expliquées ou commentées. Pourquoi l'eût-il fait? En ne disant rien, ni dans un sens ni dans un autre, il garde sa liberté. A ceux qui comptent sur les sentiments qu'on lui prête, d'essayer, le cas échéant, de les mériter, ce sera le plus sûr moyen d'en obtenir des témoignages certains et des effets pratiques — dans la mesure du possible, s'entend.

Ce vénérable cardinal est bien, en effet, l'un des plus « papables » et l'un de ceux dont un

voyageur doit le plus souhaiter d'être reçu. J'avais pour lui une lettre d'introduction : c'était le premier membre du sacré collège auquel je rendisse visite à Rome, et ce fut chez lui que je vis pour la première fois la réception d'une Eminence. Un vieux palais avec des plafonds très élevés, mais avec un mobilier modeste : dans les salons d'attente, plusieurs prêtres ou moines, un membre fort éminent de la noblesse de Rome, et, parmi quelques dames, deux Françaises, deux Parisiennes de la rue Jacob. Celles-ci en sont à leur douzième ou quinzième voyage de Rome : elles y ont amené plus d'un pèlerinage de dames et de jeunes filles. Elles sont venues aujourd'hui à la via Scrofa pour l'organisation d'une maison d'éducation, actuellement au pied du Capitole et qu'on va transporter rue du Vingt-Septembre. Elles sont ici comme chez elles, car c'est ici le siège des œuvres et la véritable direction du diocèse de Rome. Elles me mettent au courant de bien des petites choses, pendant que le se-

crétaire ecclésiastique chargé d'introduire les visiteurs vient gaiement de l'un à l'autre et paraît surtout préoccupé — ce qui est en vérité superflu — de me faire prendre patience. Il affecte de me plaindre affectueusement, me rappelant souvent que mon tour approche : *dopo*, dit-il en me montrant, *sara questo poverino signore!*

Le Cardinal me reçoit comme s'il m'eût attendu. Par son embonpoint et la plénitude de sa physionomie, il rappellerait plutôt Pie IX que Léon XIII, mais sans ce mélange d'ironie et de mysticisme qui caractérisait le précédent pape. J'imagine que Rubens aurait eu quelque plaisir à faire son portrait; mais je souhaiterais un peintre plus intellectualiste pour travailler les yeux et la bouche et en bien rendre l'expression : elle ne se laisse pas pénétrer du premier coup d'œil. Il est expansif et paternel, et le mot de « bon » revient souvent dans ses paroles, comme il était revenu tout à l'heure dans la conversation des personnes qui me parlaient

de lui. C'est là ce qui frappe tout d'abord. Quelques-uns lui reprochent d'affecter la bonhomie et d'être de l'avis de tout le monde. D'autres insinuent qu'il ne faudrait pas tant s'y fier. Dans tous les cas, chacun lui reconnaît une érudition immense, et, malgré son âge, une prodigieuse activité.

De tous ces jugements aucun ne m'étonne. Je sais que peu de temps avant mon arrivée, il parlait dans une réunion de fidèles français où il était traité de la béatification de Jeanne d'Arc. Il raconta là que la première fois qu'il avait fait ample connaissance avec notre héroïne nationale, c'était en lisant la tragédie de Schiller... Pour moi, je lui parle des œuvres d'éducation et de réforme. Il connaît très bien la question, se montre toutefois très désireux de la connaître mieux encore, en s'éclairant des expériences de l'étranger. Il m'indique tout de suite les points faibles des institutions de son pays, m'invite à les signaler publiquement, me

donne, comme en passant et sans avoir besoin de chercher, une bibliographie précieuse. Mais de ces institutions spéciales nous passons naturellement à la politique générale, qui n'encourage guère les catholiques à affronter les dépenses et à prendre la responsabilité de nouvelles créations.

« La France, me disait-il, passe pour malade (il voulait dire, cela s'entend, au point de vue religieux). Elle l'est sans doute, mais moins que l'Italie; ou, si vous voulez, la France a une maladie de peau qui n'empêche pas les organes importants d'être bons. L'Italie a des dehors qui trompent, mais elle a une maladie intérieure, une maladie d'entrailles. Elle n'a été constituée que contre l'Église; elle est forcée de nous haïr; c'est pour elle une fatalité. Oh! je ne dis pas cela de tous ceux qui nous gouvernent. Il y en a parmi eux qui font pour nous tout ce qu'ils peuvent. Mais les Chambres, qui ne sont guère nommées que par la moitié de

l'Italie, elles sont remplies de francs-maçons et d'athées : si on leur demandait quoi que ce soit pour l'Église, elles *hourleraient!* »

J'abrège le développement : on en voit le thème ; il est en quelque sorte classique et je l'ai entendu bien des fois.

Entre le clergé tout italien et les hauts dignitaires du Vatican, n'y a-t-il aucun intermédiaire ? Si, il y a les chefs ou les représentants qualifiés des ordres religieux. Là aussi sont des hommes qui ont beaucoup vu. Ils n'ont pas été dans les cours d'Europe ; mais ils ont fondé des maisons, recruté des novices, converti des populations, risqué le martyre dans toutes les parties de l'univers. S'ils ne connaissent pas aussi bien les rois, les ministres, les chefs de partis, ils connaissent mieux les peuples ; et un pape comme Léon XIII ne néglige pas de s'éclairer aussi près d'eux.

Ici encore il faut distinguer. Dans les ordres étrangers ou dans ceux dont la direction supé-

rière est étrangère, l'idée de la souveraineté pontificale domine de beaucoup; l'indépendance du Pape est considérée comme un patrimoine universel à défendre avec vigilance et même avec quelque défiance contre les combinaisons des Italiens. Avec ces derniers on rentre de nouveau dans la politique des nuances.

J'avais été adressé à une Revue qui — bien qu'elle ait un peu perdu de son prestige et de ses abonnés — est encore une des plus célèbres du monde entier. Je ne dis rien de l'Ordre fameux qui la dirige, si ce n'est que la plupart de ceux qui croient le connaître lui prêtent une unité absolue et un esprit de résistance aussi inflexible au fond qu'aimable dans les dehors. Le Père qui me reçut a d'abord été professeur en Italie; puis il a été envoyé en Chine, puis il a été envoyé en Amérique. Revenu à Rome après quinze ou vingt ans de voyages, il veille à la composition de la Revue, il poursuit des travaux personnels, et périodiquement il va

dans les provinces où il dirige des retraites. Ces hommes-là connaissent donc finalement tout, et les grands courants d'idées qui agitent le monde, et les petits remous au milieu desquels naviguent les pilotes de leur propre pays.

Celui-ci n'a pas de ses compatriotes une très haute idée. Il trouve qu'autour de lui tout baisse et que les nouvelles générations, élevées par l'Etat à la moderne, sont, dans toutes les professions, d'une médiocrité désespérante. Il me cite les avocats, les médecins, les hommes politiques : tous ceux qui marquent sont, sans exception, les survivants du vieux système d'études. Je lui parle du peuple de Rome et de ce que la politique peut en attendre. Il le juge comme le jugeait Stendhal, point méchant, plutôt pessimiste et résigné, mais prompt à se laisser emporter par la colère, et pouvant aller loin dans un jour d'émeute.

Le croit-il capable de se révolter tout d'un coup contre son gouvernement, ainsi que l'ont

fait tant de fois ses aïeux? Oui; mais je ne dirai pas qu'il l'espère, je dirai plutôt qu'il le craint. Pour lui, le suffrage universel de l'Italie vit au jour le jour. Le peuple souffre beaucoup. L'élite est mécontente, mécontente au point de vue politique, mécontente au point de vue religieux, et elle raisonne ses griefs. Mais cette élite redoute une révolution, parce qu'elle sait que les socialistes et les anarchistes seraient les premiers, peut-être les seuls, à en profiter. Le peuple même, là où il n'est pas trop gâté, a le bon sens de le comprendre, et c'est ce qui fait qu'il se résigne.

Mon interlocuteur me parle de la dynastie avec beaucoup de ménagements. A ses yeux, elle n'aurait que peu de chose à faire pour se consolider fortement d'un bout à l'autre du pays : respecter davantage, restaurer même au besoin les libertés municipales ou provinciales et diminuer la misère publique par un autre système de gouvernement. Lequel? Il ne me

l'indique pas bien clairement, car sur le chapitre de la triple alliance je le trouve un peu fuyant. Il me propose, à moi, Français, des explications, presque des consolations qui n'en sont point. Il trouve également que les pouvoirs publics font preuve de bonne volonté et qu'ils sont, en effet, pleins de sollicitude ou tout au moins de politesse. S'ils tiennent en suspens l'*exequatur* de trente-deux évêques pour des diocèses vacants depuis deux ans, s'ils s'obstinent dans la question du Patriarche de Venise, ce n'est pas (comme je le croyais) pour mettre plus longtemps la main sur les menses épiscopales. Non! c'est pour amener le Vatican, tantôt par menaces, tantôt par douceur, à quelque rapprochement bien désiré.

« En résumé, me dit-il, le Pape ne peut pas renoncer à ses droits. On ne peut pas non plus demander à la dynastie de quitter Rome, elle tomberait tout de suite. La situation est bien inextricable. Le temps seul peut amener une solution. »

Ce qui me frappa dans cet entretien, ce fut encore moins la lettre même des explications que le ton sur lequel elles me furent données : ton modéré, conciliant, bien éloigné de l'intransigeance.

J'en causai le lendemain avec un prélat français très distingué et très sûr, admirablement placé pour bien voir et pour tout voir. Le commentaire qu'il me donna de la conversation du Jésuite ne fut pas moins intéressant pour moi que ne l'avait été cette conversation même.

**OPINION D'UN PRÉLAT FRANÇAIS  
RÉSIDENT A ROME**



## V

Opinion d'un prélat français résidant à Rome. — L'esprit conservateur et la crainte de la révolution. — La question dynastique et la question romaine en Piémont, en Toscane, dans le sud, à Rome. — L'immigration napolitaine dans la capitale. — Les conséquences possibles. — Un mot du Pape. — L'attente des événements, et desquels? — *Si redra.*

« Alors, me dit Mgr G..., un bon et fin et précieux serviteur de la France, vous avez trouvé les Jésuites de la *Civiltà Cattolica* moins intransigeants que vous ne le supposiez? Ce que vous me dites là nous intéresse ici; mais je n'en suis pas très étonné. D'ailleurs sachez qu'en dehors des choses de la foi, il ne faut pas conclure des Jésuites d'un pays à ceux d'un autre. Or, un jésuite italien est Italien. Nous avons su de la façon la plus sûre qu'un Père de

la *Civiltà*, mort aujourd'hui, prêta sa collaboration à M. di Rudini pour un projet de loi scolaire. Cela vous en dit beaucoup, n'est-ce pas ?

— « Oui, et je ne suis plus du tout surpris que le savant rédacteur de la *Revue sociale* fondée par le Vatican même soit appelé à prendre part aux examens de l'Université de l'Etat ; je ne suis pas surpris davantage qu'il s'en montre flatté et satisfait.

— « Vous avez raison. Cette tendance est plus générale qu'on ne le croit. Des catholiques et même de bons catholiques désirent la réconciliation du Pape et du Roi : ils sont nombreux.

— « Est-ce par patriotisme et par passion pour la grandeur de l'Italie, ou bien, comme on me l'a dit quelque part avec malice, est-ce par calcul ? Et plusieurs catholiques ne rêvent-ils pas d'émarger sur le budget, si pauvre qu'il soit, du royaume ?

— « C'est pour l'un et l'autre motif, suivant les gens ; mais si vous voulez que je vous le dise,

c'est aussi par esprit conservateur. Le Père de la *Civiltà Cattolica* ne vous a pas trompé. On commence à redouter les nouveaux révolutionnaires, et on se demande si, en somme, les institutions monarchiques ne sont pas un rempart qu'il serait téméraire de mettre à bas devant les menaces de l'anarchie.

— « Dans ce cas, je vois que la royauté n'a rien à craindre que d'elle-même. J'ai oui dire que les républicains italiens sont fort attachés à l'unité. Ils auraient peur qu'à l'heure actuelle *la république* ce ne fût *plusieurs républiques*, et en cela ils n'ont pas tort. C'est pourquoi ils ménagent les institutions, quelquefois même la politique du gouvernement. Les ennemis de droite et ceux de gauche ne font-ils pas ainsi l'office d'arcs-boutants qui soutiennent la dynastie beaucoup plus qu'ils ne pèsent sur elle ?

— « C'est parfaitement exact... tant que les épreuves et la misère ne les feront pas tomber eux-mêmes en dissolution. »

— « Et cette disposition est-elle commune à toutes les parties de l'Italie ?

— « Oh ! il y a beaucoup de distinctions à faire. C'est évidemment dans le Piémont que la dynastie a les racines les plus profondes, puisque c'est là qu'elle est née. Mais c'est en Piémont également que le clergé est resté attaché aux idées de Rosmini sur l'alliance de la primauté morale du Pape et de la primauté temporelle du Roi... toutes deux unies pour faire encore une fois de l'Italie la reine du monde. Belle conception pour les Italiens, mais qui révolte tout de suite les catholiques espagnols, français, belges, autrichiens... qui ne veulent pas d'un Pape devenu le chapelain du roi d'Italie.

« En Lombardie on est moins mystique. C'est là que se trouvent les agriculteurs savants, les industriels, les commerçants, les économistes du royaume. C'est là aussi que sont les plus sincères amis de la France, ceux qui ont gardé le souvenir le plus fidèle de Magenta,

l'amour du petit soldat libérateur et la haine du Tudesque. Si l'on veut trouver des journaux qui soutiennent l'alliance des deux pays, c'est à Milan qu'il faut les chercher. Enfin ces actifs et entreprenants Milanais se plaignent de produire et d'économiser pour doter les paresseux du Midi de chemins de fer qui ne rapportent rien.

« Venise est une ville plus insouciant et qui se contente de ne plus être sous la domination de l'Autriche.

« Le Toscan est plus difficile à pénétrer. Aujourd'hui comme hier il a plus d'esprit que de passion. Il se réserve ; il étudie les moyens d'exercer une action aussi utile et aussi brillante que possible sur les destinées du pays. Il cherche des situations avantageuses pour lui et pour les siens. Il est assez particulariste ou plutôt régionaliste ; mais il accepterait volontiers un régime libéral, décentralisateur, qui tiendrait le milieu entre le fédéralisme et l'unité.

« Dans le midi on est plus hostile : et on y regrette plus qu'ailleurs la dynastie qu'on a perdue.

— « Comment! les Bourbons de Naples sont plus regrettés que ces fameux Ducs qui avaient fait de la Toscane un pays si vanté des philanthropes?

— « Oui, Monsieur, c'est ainsi. Je ne parle pas du Sicilien qui est séparatiste à outrance, comme M. Crispi a eu l'imprudence de l'avouer à la tribune. Mais les Napolitains proprement dits aimaient le régime déchu. Celui-ci, vous avez raison, était la bête noire des politiciens, des avocats et des journalistes; mais le peuple s'accommodait parfaitement d'un état de choses où la mendicité était permise, presque honorée, où le service militaire et les impôts étaient infiniment plus légers. Dans la dynastie nouvelle, savez-vous ce qu'ils voient? Ils le disent hautement, des Savoyards, et, suivant un mot entendu souvent, « des Français rénégats ».

« Or, voici qui est important et qui peut devenir grave. Vous savez que la population de Rome a presque doublé. A part un certain nombre de fonctionnaires recrutés partout, ce qui a le plus afflué ce sont les méridionaux, qui sont venus ici chercher du travail, en ont eu tout d'abord, en ont espéré ensuite et, finalement, n'en ont plus. Qu'est-ce que cette infusion de Napolitains et de Calabrais, si esclaves de la sensation du moment, ménage à la capitale ? En quoi leur passion irréfléchie modifiera-t-elle la passion plus concentrée du vieux peuple de Rome ? Se prépare-t-il quelque mélange explosible, et qu'en résultera-t-il un jour de trouble ? C'est là le point noir. »

En pensant à toutes ces comparaisons, je me rappelle ce mot de Stendhal (je n'avais pas relu les *Promenades dans Rome* avant de partir, je les ai relues à mon retour et j'en suis encore tout rempli) : « Les différences, dit-il, que l'on remarque entre Florence, Naples, Venise, s'effacent chez les hommes dont les pères avaient

cinquante mille livres de rente. » L'observation est certainement très juste. En vertu de la même loi, rien n'efface aussi bien les différences dans les masses que le sentiment d'une aisance et d'une joie communes à tous; par conséquent rien ne doit les raviver comme l'épreuve et le mécontentement. Il y a plus de diversité dans la réaction contre la souffrance que dans l'abandon au plaisir. Je ne serais donc pas étonné — puisque le nombre des enfants dont les pères ont cinquante mille livres de rentes n'augmente pas — que les oppositions légendaires entre les Italiens du Nord et ceux du Sud et ceux du Centre ne reprissent peu à peu la valeur qu'elles étaient en train de perdre dans les premiers temps de prospérité et d'enthousiasme national.

Quoi qu'il en soit, c'est aujourd'hui à la question économique que paraissent suspendues les destinées de l'Italie. M. Crispi avait parfaitement raison : de nos jours l'intérêt prime tout. Les temps sont loin où le pauvre riait de sa

misère ou la chantait. Les peuples que nous nous représentions comme les plus poétiques ou les plus chevaleresques sont devenus des utilitaires forcenés : on me le dit des Espagnols, et je le vois chez les Italiens. Si la monarchie italienne est jamais mise en péril, ce sera que le peuple aura regimbé contre les charges qu'on lui impose, ou que, par trop mécontent et par trop découragé, il aura laissé faire une minorité plus audacieuse.

Mais ici nous revenons à notre problème de tout à l'heure. Si, dans un moment de désordre, le Piémontais, le Toscan, le Romain et le Napolitain divergent de nouveau, est-ce que l'élément religieux et l'élément national qui tendaient à se rapprocher ne reviendront pas à leur hostilité primitive? Le monde pontifical envisage-t-il cette hypothèse? Et de quelle façon s'y prépare-t-il?

En réalité il ne s'y prépare pas — autrement que par la patience et par l'attente et par son inflexible refus de sacrifier théoriquement

quoi que ce soit. — Mais s'il ne s'y prépare pas, on peut dire, je crois, qu'il s'y résigne. En parle-t-il? Haut et souvent, non! Mais sans avoir en vue aucune solution précise, le Saint Père aime sans doute que la « question romaine » ne passe pas pour enterrée. De quelque façon, dans quelque mesure que ses droits aient jamais chance d'obtenir une réparation, il est heureux de voir qu'on les rappelle; et c'est encore les rappeler que de les discuter. Le prélat avec lequel je m'entretenais me rapportait à ce sujet un mot caractéristique. On regrettait devant Sa Sainteté je ne sais quelle polémique ou quelle prétendue indiscretion... « Laissez faire, laissez dire, leur répliqua le Pape; il est toujours bon de *battre l'eau*. »

Ceux qui sont à même de « battre l'eau » pensent donc ceci. Qu'un accident comme il s'en est tant produit à Rome et ailleurs amène une dislocation politique : le Roi quitte Rome, mais le Pape ne la quitte pas. La reconstitution des anciens Etats de l'Eglise, personne ne

la croit possible un seul instant, personne n'y songe. Mais supposons que des assemblées particulières se soient réunies, que des pouvoirs locaux se soient ébauchés ; la municipalité romaine deviendra tout à coup une puissance politique. Elle pourra traiter avec les autres parties de l'Italie, et le Pape, de son côté, pourra traiter avec elle. Il pourra, du moins, accepter d'elle un état de fait meilleur pour lui que celui dont il souffre actuellement. Il pourra laisser à cette municipalité élue le gouvernement temporel ou la police de la cité, y percevoir néanmoins certains impôts, obtenir la restitution de certains pouvoirs et retrouver ainsi en partie la liberté d'allure et d'action dont il se plaint d'être privé.

Est-ce là un idéal ? Est-ce même là un projet tout arrêté, n'attendant qu'une occasion favorable ? Non. Ceux qui me l'esquissent me le donnent simplement comme un exemple de ces nombreuses *combinaisons* que l'esprit des Italiens aime à imaginer. Ce sera cela ou ce sera

autre chose. On verra, *si vedra*. — Ainsi, dans la sphère politique, peut-on dire que l'Italie se prépare à la guerre contre la France? Ce serait une énorme exagération; mais elle tient à figurer avec avantage dans une combinaison quelconque, de manière à profiter du conflit qui éclatera. Sera-ce vraiment contre nous? *Chi lo sa?* L'important, c'est d'être à même de dire son mot et de faire désirer son concours.

Je ne pousserai pas plus loin la comparaison, elle deviendrait vite boiteuse. Je ne dirai pas que quand M. Crispi blâme une interpellation irrédentiste tantôt contre l'Autriche, tantôt contre la France, lui aussi est satisfait de voir battre l'eau. Je dirai seulement que, pour se tenir prêt aux combinaisons possibles de l'avenir, le Pape n'a qu'à rester ce qu'il est : il n'a besoin ni d'entretenir une armée de trois cent mille hommes, ni d'écraser d'impôts ses sujets, ni de méconnaître ses amis, ni de s'exposer à la banqueroute.

**LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES  
ET LES OEUVRES CHARITABLES A ROME**



## VI

Les congrégations religieuses et les œuvres charitables à Rome. — On y cherche l'Italie, c'est surtout la France qu'on y trouve. — L'argent français et le Sacré-Cœur de Rome. — A quoi tient l'affluence des congréganistes étrangers. — Les œuvres françaises et l'éducation des jeunes Romaines. — L'éducation des filles et l'éducation des garçons à Rome, d'après un professeur de l'Université de Rome et d'après un jésuite. — Ils sont d'accord. — Une question sur la conquête religieuse de l'Afrique. — Réponse.

Nul voyageur arrivant à Rome ne saurait être surpris d'y rencontrer tant de représentants des ordres étrangers. De tous les côtés, ce sont des Anglais, des Irlandais, des Canadiens, des Espagnols, des Orientaux, mais surtout des Français et des Françaises sous les costumes religieux les plus divers : toutes les couleurs de l'arc-en-ciel y figurent.

Je savais, quant à moi, que notre pays avait à Rome, depuis longtemps, des fondations fort intéressantes: Saint-Louis des Français, Saint-Yves des Bretons, Saint-Claude des Bourguignons, Saint-Nicolas des Lorrains, la fondation Pio Wicar de Lille, la fondation Sisco, de Bastia... etc. Je connaissais surtout le Séminaire français et la Procure de Saint-Sulpice.

Si vous allez à Rome un peu au hasard et si vous désirez assister à une messe du Saint Père ou à l'une de ses réceptions collectives, il y a pour vous une providence, c'est celle du Père Bricchet, économe du séminaire français de la rue Santa Chiara. A peine êtes-vous entré dans la modeste chambre, qu'on sait pourquoi vous venez. Vous n'avez qu'à vous asseoir et à écouter. Étiez-vous annoncé, voici la lettre toute prête qu'on vient d'écrire pour vous. Ne l'étiez-vous pas, voici du papier, voici la formule que vous devez écrire et au bas de laquelle va être placée l'apostille. Le nombre de Français auxquels a été ainsi procurée la faveur de voir les

traits du souverain Pontife est incalculable.

L'obligeance si prodiguée n'est pas sans mérite : car, outre qu'il peut être fastidieux de répéter depuis trente ou quarante ans les mêmes recommandations et les mêmes formules, il y a des gens difficiles. En voici un qui débarque à Rome : il y est pour quatre jours. Impossible de rester davantage : sa femme l'attend à Naples. N'importe : il veut voir le Pape. Il a une lettre de son évêque attestant à quel point il est bon paroissien, bon fabricien, bon châtelain. On lui répond — pour ne pas lui répondre autre chose — que le délai est, en vérité, beaucoup trop court. Il riposte aigrement. Il se plaint d'avoir vu, la veille, à Saint-Jean de Latran et à Saint-Pierre, toutes les bonnes places occupées par des Anglais — ce qui, du reste, n'est pas faux.

La Procure de Saint-Sulpice, installée dans un bel hôtel — à Rome, on dit un palais — de la rue des Quatre-Fontaines, a quelque chose de plus aristocratique. C'est pourtant une maison

bien hospitalière, et les Français qui connaissent l'un ou l'autre des supérieurs y reçoivent un accueil réconfortant, relevé d'indications précieuses, de renseignements discrets, qu'il faut savoir entendre à demi-mot.

Joignez à ces renseignements ceux que vous donnera le consultant canonique de l'ambassade, Mgr Guthlin, un Alsacien plein d'érudition, de charme et de bon sens : Rome vous deviendra vite familière. Les Sulpiciens tiennent le milieu entre le moine et le prêtre de paroisse ; aussi méditatifs que le premier, aussi actifs que le second. Ils ont conservé la marque sévère et, pour ainsi dire, classique du grand siècle qui les a vus naître.

— « Comment doit-on vous dire, demandé-je un jour à l'un des chefs ? Est-ce l'Abbé ou le Père... ? » — « Ni l'un ni l'autre, me répondit-il, mais tout simplement : Monsieur ! Ainsi, vous ne nous entendrez jamais parler de notre fondateur qu'en l'appelant M. Ollier. »

J'ai entendu des archéologues se plaindre

que la Procure de Saint-Sulpice ait éclipsé dans Rome la vieille institution de Saint-Louis des Français. Mais il n'y a aucune rivalité entre les deux œuvres qui sont tout à fait distinctes. Les chanoines de Saint-Louis desservent une sorte de paroisse : ils disent des messes et vont visiter des pauvres. La Procure de Saint-Sulpice représente d'abord la congrégation auprès du Pape ; puis, elle entretient une vingtaine de jeunes prêtres qui sont là pour les études sacrées ce que les élèves de notre Ecole de Rome sont pour l'histoire et l'érudition profanes. Quelqu'un — c'est mon archéologue de tout à l'heure — me dit : « Vous allez trouver là une collection de petits ecclésiastiques qui se croient déjà tous évêques et cardinaux. » Ce n'est pas l'impression qu'ils m'ont laissée.

J'ai rencontré parmi eux, cela est vrai, un jeune prêtre alsacien, de bonne famille, disposant d'une certaine fortune : il a été candidat au Reichstag, il a fondé des cercles et des journaux, il a pris les allures libres et vaillantes

du clergé catholique d'outre-Rhin, et un certain dimanche qu'il me fait visiter avec lui, qu'il m'explique avec entrain les catacombes de Sainte-Priscille, il me cause de la politique européenne. Si ses habitudes d'esprit se communiquent à la plupart de ses commensaux et s'il les engage à se mêler plus intimement encore aux séminaristes canadiens qui occupent la maison voisine, ce sera autant de gagné pour nos diocèses. Enfin, si l'on prend plus tard dans cette pépinière beaucoup d'évêques et beaucoup de cardinaux, ce sera parfait.

On croit volontiers parmi nous qu'un prêtre qui séjourne à Rome y prend un dogmatisme plus rigoureux, une combativité plus ardente, et comme un esprit de tyrannie cléricale plus accentuée. A mes yeux, c'est le contraire qui est vrai. Où le clergé d'un pays quelconque peut-il élargir le plus ses horizons au contact des clergés les plus divers? C'est à Rome évidemment: c'est là que chaque prêtre est amené à vouloir, pour son propre compte, les conces-

sions que le Saint-Siège a dû faire au clergé oriental et au clergé américain. Il y est amené d'autant plus insensiblement que le milieu italien et romain dans lequel il vit est le plus élastique, le plus accommodant, le plus large des milieux... cléricaux.

Je lisais tout récemment dans un article — charmant d'ailleurs, il n'en fait que de tels — de mon ami Augustin Filon, que le catholicisme celtique — ce qui veut dire gaulois, ce qui veut dire français — était plus optimiste que le catholicisme romain. Encore une fois, je crois que c'est là un préjugé. Optimistes, nous le sommes, oui, encore un peu. Mais nous avons trop de prétentions à la logique absolue, et nous simplifions beaucoup trop les données des problèmes dont nous voulons la solution. C'est ce qui fait que nous ne méritons pas toujours cette réputation d'amabilité à laquelle nous tenons tant. Un des reproches les plus répétés et les plus justes que le clergé romain fasse au catholicisme français, c'est d'avoir si

longtemps nourri, c'est d'avoir eu tant de peine à expulser le moins optimiste des esprits, je veux dire l'esprit janséniste.

Mais je reviens à mes congrégations.

J'ai cherché à Rome les institutions consacrées à l'enfance malheureuse ou à l'enfance coupable... A l'enfance coupable, il y en a peu. (Dans nos pays de l'Occident et du Nord, nous traitons comme telle l'enfance qui mendie ou qui vagabonde... Dans les pays du Midi, ce sont là des peccadilles...) Mais des institutions consacrées à l'enfance malheureuse, il y en a beaucoup.

Pour m'orienter dans l'étude de ces maisons, l'ambassade m'avait conseillé d'aller tout de suite à la plus importante d'entre elles, située *via delle Zoccolette*. Ce sont des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul qui la dirigent; et la plupart sont Françaises. La Supérieure est française; l'assistante, qui est là depuis vingt-cinq ans et qui me reçoit, est originaire de l'Aveyron. Elle me décrit tout de suite la misère et aussi l'in-

curie d'un grand nombre de familles habitant des taudis dont nos paysans, me dit-elle, ne voudraient pas pour leurs animaux.

Puis, quand je lui demande des indications sur les institutions charitables des autres quartiers, je vois défiler dans son énumération toute une série d'ordres français. C'est l'Italie que je suis venu étudier : c'est la France que je retrouve, tenant, ici un fourneau, là un asile, là une école, là une maison pour les filles tombées. Je revois ici ce que j'ai vu si souvent en France, un même établissement subdivisé en trois parties bien distinctes et soigneusement séparées : un orphelinat, un refuge, et, au milieu, un pensionnat payant qui fait vivre le reste. Ce sont les sœurs du Saint-Sacrement, dont la maison-mère est à Romans ; les sœurs de la Compassion, dont la maison-mère est à Marseille ; les sœurs du Bon-Pasteur, dont la maison-mère est à Angers ; les sœurs de la Croix, si connues à Paris par leur fondation de la rue de Vaugirard — et bien d'autres en-

core. Plus d'une fois se repète ce dialogue :  
« C'est la France qui a fourni ce bâtiment? »  
— « Oui, monsieur! » — « Et elle qui a fait  
les premiers fonds? » — « Oui, monsieur! »  
— « Mais l'Italie, que fournit-elle? » — « L'I-  
talie fournit les pauvres, et, en ce moment, je  
vous l'assure, elle ne nous laisse pas chômer. »

Je ne serais pas juste, assurément, si je ne disais pas que les plus beaux noms de la vieille aristocratie romaine, les Torloria, les Odescalchi, les Rospigliosi, les Patrizzi, se retrouvent souvent mêlés, par une confraternité bien honorable, au dévouement de nos humbles sœurs. Mais la part de ces dernières demeure la plus belle.

Ces maisons françaises, l'autorité ecclésiastique les apprécie beaucoup, pour cette raison — entre autres — qu'étant soutenues par de l'argent étranger, elles échappent, jusqu'à présent du moins, aux tentatives de contrôle et d'unification budgétaire du gouvernement italien. L'argent français fait des merveilles à

Rome. Non seulement c'est lui qui donne la partie la plus considérable du Denier de Saint-Pierre, la plus grosse partie des fonds de la propagation de la foi; mais, dès qu'il s'agit d'une œuvre importante à créer, c'est encore en lui qu'on espère le plus.

Il y a une quinzaine d'années, environ, Rome s'est mis en tête d'avoir, elle aussi, son église du Sacré-Cœur. Tout aussitôt l'on se fit un devoir d'organiser une quête à Paris et dans le reste de la France. Le cardinal Guibert, qui avait sur les bras la construction de sa grande basilique, s'en émut. Il écrivit au Pape que l'achèvement du sanctuaire de Montmartre était d'un grand intérêt, non seulement national, mais catholique, et qu'il serait peut-être fâcheux de voir les ressources des fidèles se diviser... Le Saint-Père se rendit tout de suite à ces raisons : la quête fut suspendue en France, et les travaux du Sacré-Cœur de Rome allèrent doucement.

Mais tout d'un coup l'on apprit que le

fameux Dom Bosco, le fondateur de tant de maisons ouvertes à l'adolescence, avait à Paris un succès retentissant. Les fidèles s'écrasaient dans nos églises, pour le consulter, lui demander des conversions, des guérisons, des miracles, lui confier des secrets... et lui verser d'abondantes aumônes. On eut alors à Rome une idée extrêmement ingénieuse. On donna l'église inachevée du Sacré-Cœur à Dom Bosco, en lui disant : « elle fait désormais partie de vos œuvres, à vous de la terminer ! » Et il la termina... avec l'argent qu'il avait recueilli chez nous.

C'est d'un ecclésiastique très élevé en dignité — comme en vertu — que je tiens cette histoire. Je dois à la vérité d'ajouter que presque aussitôt après qu'il me l'eut racontée, Sa Sainteté rendait à la France une partie de ce que Rome en avait reçu : car au mois de mai dernier, le Saint-Père envoyait vingt-cinq mille francs au Sacré-Cœur de Montmartre.

D'où vient à Rome cette affluence d'œuvres

françaises? Une raison générale peut être tirée de l'incroyable esprit de propagande et de conquête qui anime les ordres religieux, surtout les ordres français.

Comme je partais pour Rome, un journaliste de marque, qui s'intéressait à mon voyage, me dit : « Mais tâchez donc de savoir ce que font et ce que projettent là-bas les ordres monastiques ! Le Pape doit en avoir une armée à côté de lui. Qu'est-ce qu'il a l'intention d'en faire ? Au moment où toutes les puissances de l'Europe se disputent l'Afrique par le commerce ou par les armes, est-ce que lui ne songe pas à la convertir ? S'il attend que le mahométisme ait pénétré partout, il sera trop tard... Il me semble que ce serait là aujourd'hui l'œuvre par excellence des congrégations ! »

J'avais bien à part moi quelques éléments de la réponse : mais je tenais à les vérifier et à les compléter sur place. Je posai donc à mon tour la question. L'on me répondit : « Mais cette conquête religieuse de l'Afrique, c'est

vous, c'est votre race et votre langue qui l'a entreprise. Le Pape n'a qu'à vous encourager et qu'à vous bénir. Des prêtres et des moines italiens, oui, nous en avons en Tunisie; mais là ils relèvent désormais de votre épiscopat africain. Quant au reste du continent noir, ce sont des Français et des Belges qui l'évangélisent.

« Vous étonnez-vous maintenant si les ordres religieux qui envoient de leurs enfants au Dahomey, à Libreville et dans l'Ouganda en envoient quelques-uns à Rome ?

« Tel des nôtres pourra vous dire : « Nous avons des représentants partout. Pourquoi ne voulez-vous pas que nous en ayons ici ? Est-ce qu'il n'y a pas des paroisses françaises à Londres, à Berlin, à Saint-Pétersbourg, à Moscou, à Constantinople, à Pékin ? Est-ce que Saint-Sulpice n'a pas des séminaires à New-York et à Montréal ? Pourquoi nos sœurs de Bon-Secours ne voudraient-elles pas soigner les malades italiens tout comme les autres ? Il y a telles pro-

vinces de l'Asie où les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul élèvent toute la bourgeoisie musulmane Pourquoi se refuseraient-elles à élever la jeunesse d'Italie qui les réclame? »

C'est là, en effet, ce que me répondit tout simplement une bonne religieuse à qui je m'étais permis de demander qu'est-ce qui l'avait amené à Rome : « Mais, Monsieur, l'espoir de faire un peu de bien, de satisfaire à des besoins! »

La réponse était belle, et elle était bonne. Toutefois, dans l'esprit des chefs et des supérieurs, il y a autre chose. Tout ordre aime à avoir auprès du Saint-Père une manière d'ambassadeur, muni d'un conseil. C'est en même temps un lieu d'hospitalité pour les membres qui ont la permission ou le mandat de venir à Rome. Puis, quand la maison est établie, on n'aime pas à en laisser les hôtes habituels trop oisifs. On leur adjoint une œuvre, très souvent une œuvre d'assistance, plus souvent une œuvre d'éducation, parfois

les deux en même temps. C'est ainsi que les frères des Écoles chrétiennes ont, sur la place d'Espagne, une superbe maison d'enseignement primaire supérieur, analogue à leur célèbre maison de Passy. C'est ainsi que près de Saint-Jean-de-Latran, les Maristes sont en train de construire un grand collège, sorte de succursale du collège Stanislas. Mais ce sont surtout les couvents et maisons d'éducation pour jeunes filles qui abondent : Notre-Dame-de-Sion, l'Assomption, le Sacré-Cœur et bien d'autres. Un cardinal me dit : « Les maisons d'éducation françaises à Rome, je renonce à les compter. Toutes les jeunes filles bourgeoises de la capitale, je crois que c'est votre pays qui nous les élève. »

A vrai dire, le fait ne date pas précisément d'hier. C'est encore là une de ces occasions dont je profite avec plaisir pour me reporter aux *Promenades dans Rome*. L'auteur aimait, comme on sait, à rendre hommage à tout ce qui lui rappelait Napoléon. Il n'a donc pas

manqué de nous faire connaître que l'Italie avait eu au commencement de ce siècle des maisons d'éducation fondées par Napoléon I<sup>er</sup>, par la reine Caroline, sur le modèle de la Légion d'Honneur et avec les règlements de Madame Campan. Il prétend même que ces institutions avaient changé les mœurs féminines, qu'elles avaient introduit le goût de la promenade à pied et porté un coup au règne des Sigisbées.

Le trop sceptique écrivain ajoutait, il est vrai, avec son ironie familière : « Beaucoup de jeunes femmes, élevées dans les idées françaises, pensent avant tout à ce qu'on peut dire d'elles dans le monde; les amours sont infiniment moins scandaleux qu'avant 1805. Les mauvais exemples sont surtout donnés par les femmes âgées. »

Je ne sais ce que le célèbre « promeneur » penserait aujourd'hui du monde féminin de la Ville éternelle et s'il ne regretterait pas encore un peu plus de voir s'effacer les scandales dont je le soupçonne de s'être accommodé fort genti-

ment. Mais le jésuite de la *Civiltà Cattolica* dont j'ai rapporté plus haut l'entretien me disait : « Nous n'avons pas à nous plaindre de l'éducation de nos jeunes filles ; mais grâce à qui ? A vous ! A vos couvents si nombreux à Rome. » Il ajoutait — on s'en souvient — qu'il n'en était pas de même pour les garçons.

Sur ce second point, je suis porté à croire qu'il est dans le vrai : car un des professeurs les plus connus de l'Italie, le philosophe Louis Ferri, un ancien élève de notre École normale, m'a tenu tout à fait le même langage. D'après l'un comme d'après l'autre, le mal qui sévit en France fait aussi rage en Italie. Et quel mal ? Mais l'enflure indéfinie des programmes, le bourrage intensif, l'étude superficielle de tout et du reste, l'indigestion systématique produisant l'anémie et le nervosisme. Cette éducation moderne a-t-elle donné aux esprits l'ampleur et la liberté de vues rêvées par ceux qui opposent la philosophie au dogme et l'examen à la croyance ? Mais, c'est bien le cas de répéter :

*tutto il mondo e come la nostra famiglia*; car continuellement dans les sphères laïques et officielles de l'Italie on attaque l'enseignement philosophique exactement comme il est attaqué en France. On l'attaque par les mêmes armes et dans les mêmes fins. Les philosophes de l'enseignement secondaire ont été des ambitieux et des téméraires. Les positivistes les accusent de faire trop de métaphysique, et les braves gens trouvent que cette métaphysique même ne prouve rien et ne mène à rien : ils leur reprochent d'avoir voulu initier leurs élèves à des questions oiseuses ou périlleuses, à des doctrines dont le sens et la portée ne sont pas encore fixés, comme le darwinisme. De telle sorte que spiritualistes et matérialistes travaillent également à faire fondre les ailes de ce pauvre enseignement philosophique. Voilà ce que j'ai entendu expliquer dans une soirée du Palais Farnèse; je l'avais déjà entendu au Cercle Saint-Simon et dans plus d'un endroit au bord de la Seine.

L'éducation des jeunes Romaines par nos religieuses françaises a, elle au moins, l'avantage de ne pas surcharger les intelligences. Ce que les familles demandent avant tout, c'est que leurs filles soient élevées dans la piété traditionnelle et qu'elles apprennent le français. Ce double service, nos compatriotes le leur rendent, et je crois que les unes et les autres s'accordent assez bien pour ne pas viser plus haut. Les jeunes Romaines sont précoces et elles ont l'intelligence ouverte : mais elles n'aiment pas se donner beaucoup de mal. Les études musicales, par exemple, sont très loin d'être cultivées comme elles le sont dans un grand nombre de nos familles parisiennes, à plus forte raison dans notre Conservatoire.

Maintenant, que gagne l'influence française à cette œuvre d'éducation? Un pessimiste me dit : « Oh ! rien du tout. Les Allemands qui viennent ici pour leurs affaires ou pour leurs plaisirs ont beaucoup plus d'action et de prestige que nous. Ce sont eux qui tiennent le haut

du pavé, ils ont même supplanté les Anglais. Quant aux personnes que nos compatriotes ont élevées, elles lisent nos pièces de théâtre et nos romans et ne nous en aiment pas beaucoup davantage; car vous savez ce qui se passe au nord et au midi : on prend prétexte des peintures que nous faisons de nous-mêmes, et tout en s'y complaisant, on nous les oppose pour nous traiter de gens corrompus. »

Je ne sais si ce jugement peu consolateur répond à toute la complexité des opinions italiennes. Les Italiens s'occupent beaucoup de nous : dussent-ils le faire souvent avec une jalousie ou une irritation qui ressemble à de la haine, nous ne devons pas souhaiter de leur devenir indifférents. Si nous renoncions à nos moyens accoutumés, saurions-nous mieux employer pour cela ceux des autres ?

Le point délicat est peut-être, en ce moment, que les éducateurs de la jeunesse romaine agissent plus dans un but religieux que dans des vues politiques. Les hommes publics de la

Péninsule en sont un peu affectés. Ils en souffriraient peut être moins s'ils avaient réussi à créer dans Rome une vie universitaire intense. Mais à l'heure actuelle, les vieilles universités ont conservé leur prééminence : Naples pour la médecine, Bologne pour le droit, Turin pour l'érudition et pour les sciences, voilà les vrais centres. Rome n'en est pas encore un, si ce n'est pour les étrangers qui ont là leurs propres écoles et pour les catholiques qui se groupent autour du Vatican.

Aussi, à voir toutes les religieuses et tous les moines qui affluent dans leur capitale, les ministériels italiens nous accusent-ils tous en bloc de préférer le Saint-Siège au royaume d'Italie et de sacrifier celui-ci à celui-là. Dieu sait si ceux qui mènent les affaires de la France en sont éloignés ! mais j'admire combien les deux gouvernements travaillent chacun de leur côté à augmenter dans Rome l'importance des congrégations françaises.

Notre gouvernement ne s'efforce guère, on

en conviendra, de retenir chez lui ses congréganistes; il ne leur ménage pas beaucoup d'occupations officielles. Donc rien de surprenant à ce que tant de sujets libres et disponibles se laissent exporter.

Le gouvernement italien, de son côté, a mis aux vocations ecclésiastiques bien plus d'obstacles que nous. Notre loi militaire demande un an de service aux séminaristes. Or, l'expérience a prouvé que cette année ne suffisait pas à faire prendre à ces derniers le goût de la vie laïque. La loi italienne a maintenu le volontariat d'un an, avec prime, et tous ceux qui ne peuvent pas payer font trois ans. Il en résulte que tous les jeunes gens de modeste famille, parmi lesquels, au delà comme en deçà des monts, se recrute habituellement l'Eglise, sont exclus du volontariat et rejetés dans le service de trois années. Cette fois c'est trop, et l'Italie est peut-être, me dit-on, le pays d'Europe où les vocations ecclésiastiques ont le plus diminué.

Alors, surabondance et offre d'un côté, pénurie et demande de l'autre, il n'est pas possible que les deux phénomènes ne concourent pas l'un et l'autre à un résultat qui — tout porte à le croire — déplaît également aux gouvernements des deux pays.

**DEUX ÉTABLISSEMENTS ITALIENS  
DE CHARITÉ**



## VII

Deux établissements italiens de charité. — L'établissement officiel. — Les jardins d'enfants. — Conformes aux programmes. — L'établissement privé. — Histoire du Père Sempliciano. — Son recrutement. — Son organisation. — Ses résultats. — La correction paternelle et le socialisme d'État. — Le père auprès des juges. — Le père auprès du directeur de l'école. — Témoignages italiens. — Leçons à en retirer.

A vingt-quatre heures d'intervalle, j'ai visité deux établissements tout à fait italiens, consacrés l'un aux jeunes enfants en général, l'autre aux jeunes filles. Ils m'ont vivement intéressé, surtout par le contraste qu'ils se faisaient l'un à l'autre; ils me rappelaient bien des comparaisons tout à fait identiques qui m'avaient déjà éclairé en plus d'un pays, à commencer par le nôtre.

Le premier est un établissement public, l'Asilo Savoia, placé sous le patronage du roi Humbert: il est situé dans le quartier populaire, aux rues étroites, qui est entre le Tibre et le Cours Victor-Emmanuel.

Il est consacré aux enfants abandonnés des deux sexes et aux enfants de familles pauvres...

Remarquez d'abord ce mélange. En lui-même il n'a rien de choquant. Enfants pauvres et enfants abandonnés peuvent parfaitement aller ensemble, et on n'est que juste envers les uns et envers les autres si on ne distingue parmi eux que les bons et les mauvais écoliers. Mais lorsqu'avec les enfants vraiment abandonnés — situation facile à constater — on admet gratuitement les enfants de familles pauvres ou se donnant comme telles, le nombre de ces derniers tend forcément à augmenter. Les premiers — précisément parce qu'ils sont abandonnés — risquent beaucoup de n'avoir pas de protecteurs qui sauraient leur ouvrir *à temps* les portes de l'asile, et ils risquent ainsi de rencontrer trop

tôt ceux qui se chargent de leur ouvrir les portes des maisons de correction ou même les portes des prisons. Quant aux enfants de familles indigentes, les parents accumulent demandes sur demandes pour les faire entrer dans un établissement *gratuit*. C'est ce qui se passe à Paris; c'est ce qui se passe même en Angleterre, où les associations privées sont cependant bien vigilantes et bien en garde contre le péril. Il y a péril, en effet, à ce que les enfants qui ont encore une famille prennent peu à peu les places réservées aux enfants qui n'en ont pas. C'est aggraver, d'un côté, l'imprévoyance et la tendance à recourir en toutes choses au socialisme d'Etat, d'un autre côté la misère morale et la résignation (pour ne pas dire plus) à se sentir destiné aux établissements de répression.

On verra tout à l'heure à quel point les habitudes italiennes sont pour donner raison à ce pronostic.

Mais je reviens à l'Asilo Savoia. Indubitable-

ment c'est une œuvre qui fait honneur à la ville de Rome et au roi: non seulement, elle a été fondée dans des intentions excellentes, mais elle ne peut que faire du bien, et elle en fait. Ce que je suis obligé de dire, c'est que c'est le type achevé de l'établissement officiel.

Le rez-de-chaussée, qui est naturellement la partie la plus en vue du public et de bon nombre de visiteurs, a été l'objet de soins ingénieux.

On m'introduit dans le cabinet de la directrice: en l'attendant, je puis voir, affiché sur le mur, en belle écriture, le budget de la maison, tel qu'il a été arrêté par la commission administrative. Je vois, à un centime près, ce qu'on doit dépenser dans l'année pour le chauffage, pour l'éclairage, pour le blanchissage, pour la nourriture. Pour le chauffage, par exemple — si j'ai bonne mémoire — c'est exactement mille francs, pas un sou de moins, pas un sou de plus. Mais la directrice arrive: jeune femme fort avenante. Aussitôt qu'elle

connait le but de ma visite, elle ouvre des tiroirs et en tire brochure sur brochure. Ce sont de jolis in-quarto avec des marges superbes : l'asile doit être un bon client pour l'imprimeur.

Elle me donne de vive voix quelques détails. Elle a sous ses ordres cent enfants, garçons et filles. Ceux qui sont d'âge scolaire vont à l'école de la ville. Puis, l'administration fait en sorte de les placer. D'après le règlement actuel on les garde jusqu'à douze ans ; mais on trouve que c'est insuffisant, et on se propose de les garder dorénavant jusqu'à seize.

Je réfléchis sur tout ce qu'on vient de me dire. Tant qu'on ne garde les enfants que jusqu'à douze ans, je ne vois pas d'inconvénients sérieux — quoique pourtant nous soyons à Rome — à avoir, sous le même toit, les filles et les garçons. Je vois de grands avantages à les envoyer à l'école communale : c'est un moyen de leur enlever cette marque — pour ne pas dire cette tare — d'enfants mis à part des autres et séquestrés dans une espèce d'hos-

pice. Une œuvre parisienne qui aurait dû pleinement réussir — si le bien n'était pas de toutes les choses du monde la plus difficile — a imaginé une combinaison analogue, mais que je me permets de trouver supérieure. Elle donne quelques-uns de ses enfants à des religieuses qui les soignent et qui, aux jours et heures de classe, les envoient à l'école communale. Il y a là un mélange des deux modes d'éducation et d'instruction qui, pour le bien des enfants autant que pour le rétablissement de la paix sociale, gagnerait à être généralisé. Néanmoins, je ne retire rien de l'éloge que j'ai donné à la combinaison toute laïque de l'*Asilo Savoia*.

L'Asile a également raison de penser que renvoyer ses pensionnaires à douze ans, c'est les renvoyer trop tôt; je l'approuve fort de vouloir les conserver jusqu'à un âge où ils soient un peu plus mûrs et, j'aime à le croire, mieux préparés pour le travail professionnel. Mais alors, conserver les deux sexes ensemble

deviendra tout à fait téméraire. Inutile de parler de Cempuis; mais la Suisse, l'Allemagne, l'Angleterre, ont fait l'expérience de la coéducation, et, si j'en crois les personnes qui m'ont paru les plus compétentes, elles sont à la veille d'y renoncer — non sans motifs.

Je continue la visite de l'Asile : j'y vois une salle de gymnastique pourvue de tous les appareils classiques qui ont l'air de venir tout droit de chez le fabricant. Elle diminue un peu — mais pas beaucoup — le regret que j'éprouve de ne pas voir de plus grands jardins où les enfants puissent jouer tout à leur aise.

Des jardins ! Ai-je parlé trop vite ? Au dessus d'une porte qui donne sur le grand vestibule, j'aperçois des mots qui veulent dire *jardins d'enfants*. Je suis curieux de voir comment on a réalisé ici la conception de Frœbel, si les enfants disposent d'un peu d'air et d'espace pour s'y livrer à de petits exercices, dont j'admets l'utilité, ou si on a développé avec une préférence trop marquée la partie accessoire des mani-

pulations de figures géométriques. Hélas ! c'est cette dernière hypothèse qui est la vraie. Quand la porte m'est ouverte, je me trouve dans une grande salle peu éclairée, humide et triste. Sous des vitrines bien fermées, je vois des collections bien rangées de figures de géométrie, de cubes, de losanges, de triangles, le tout assurément « conforme aux programmes, » autorisé par les commissions, adopté par le ministre de l'Instruction publique, recommandé par celui de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, etc., etc. Vous me demandez où sont les jardins d'enfants ? Eh bien, ils sont là, dans les vitrines !

Voilà comment les inventions de la nouvelle pédagogie ont ménagé des « jardins » aux pauvres enfants qui viennent au monde dans la patrie des grands artistes !

Mais de ce rez-de-chaussée qu'on est heureux de montrer bien en détail aux visiteurs, on me demande si je veux aller aux étages supérieurs, où sont les dortoirs : au premier,

ceux des garçons ; au second, ceux des filles. J'accepte avec empressement, et je ne tarde pas à voir un à un des douzaines d'enfants qui s'habillent çà et là (il est midi) et quelques bonnes qui courent après eux, le tout sans beaucoup d'ordre ni de propreté.

Non ! décidément, la maison n'est pas encore un modèle. En plus d'une partie de l'Italie, notamment à Bologne, non dans l'établissement public, grands dieux ! c'est un enfer ! mais dans l'institution admirable à tous égards fondée par le jeune avocat Ugo Conti, j'ai trouvé infiniment mieux.

« Il nous faudrait ici pour les garçons, m'avait dit le cardinal Parocchi, l'équivalent de ce qu'a créé pour les filles le Père Sempliciano. Le Père a racheté l'orphelinat que Pie IX avait fondé pour les garçons et que le gouvernement nous a pris ; mais les circonstances l'ont amené à s'occuper spécialement des filles. »

Avant 1870, le Père Sempliciano était moine franciscain à Portici, où, avec l'autorisation de

ses supérieurs et l'appui de la municipalité, il avait ouvert une école gratuite dans un coin du couvent. A son grand regret, il se vit appelé à Rome, à la procure générale de son institut. Là il trouva bientôt que les fonctions dont on l'avait chargé le ménageaient trop : il chercha de quoi mieux s'occuper, et il ne tarda pas à jeter son dévolu sur l'hôpital de la Consolation, l'équivalent du troisième étage de notre Saint-Lazare.

C'était en 1870 : or, le 20 septembre, les troupes royales entraient par la brèche de la Porta-Pia. Le nouveau gouvernement introduisit presque aussitôt dans Rome les règlements qu'il avait déjà fait appliquer dans toutes les villes d'Italie. Une certaine police devint plus vigilante — c'est le Bulletin du Père Sempliciano qui nous l'apprend ; — aussi les pécheresses, obligées de se soumettre à des formalités et à une surveillance plus étroites, affluèrent-elles à l'hôpital. Elles accrurent ainsi le nombre des pénitentes auxquelles le

bon moine avait toute liberté de prodiguer ses exhortations.

C'est là que se développa sa vocation nouvelle. Il ne voulut pas se borner à « consoler » l'armée du vice, armée si difficile à congédier. Il résolut d'en arrêter le recrutement et d'en éloigner tout au moins celles qui n'y étaient enrôlées que par accident. Il ouvrit donc un asile vers la fin de 1873, dans un local qui devint vite insuffisant.

Si vous lisez son intéressant petit Bulletin, vous y suivrez l'histoire de ses épreuves, ses projets pour l'acquisition de l'immeuble où il est aujourd'hui, les traverses qu'il eut à subir, les tentatives de chantage des spéculateurs, le courage enfin et aussi l'habileté des combinaisons financières qui ont réussi à le mettre à l'abri.

Je ne puis qu'engager tous les touristes à aller visiter cette maison que les Romains appellent encore Santa-Balbina, mais qui est maintenant dédiée à Sainte-Marguerite de Cortone,

une illustre... pénitente. On passe à côté des thermes de Caracalla; et, montant à droite au milieu des vignes, par des chemins ombragés, on rencontre assez vite à mi-côte, dans une excellente situation, le monastère très simple et très rustique dont une sœur franciscaine ouvre la porte.

On voit tout de suite qu'on se trouve avec des gens qui ne sont pas des fonctionnaires, mais des individus maîtres chez eux, intéressés à profiter des moindres recoins, forcés par la nécessité autant que par leur dévouement désintéressé au bien de la chose, à ne négliger aucune accommodation, aucun arrangement véritablement pratiques.

Quand tout sera terminé, la maison pourra tenir environ quatre cents pensionnaires. Ce sera beaucoup. Est-il donc inévitable (et faut-il en prendre son parti?) que les milieux catholiques préfèrent les vastes agglomérations conventuelles soumises à une règle uniforme, et que les milieux protestants soient plus propices aux

petits établissements dans lesquels tout s'individualise? Je vois bien ce qui peut prêter à pareille supposition. Cependant je vois aussi que des habitudes et même quelques tyrannies gouvernementales, fort étrangères à tout esprit religieux, ne contribuent pas peu à entretenir les grandes casernes d'enfants. C'est le fait de l'État français; c'est le fait de l'État prussien. En me rappelant tout ce que j'ai vu, je constate que là où les maisons catholiques sont plus dégagées de l'action de l'État, qui leur fait toujours payer si cher ce qu'il leur mesure de confiance et de protection, elles sont sensiblement moins bourrées — en général — que les établissements publics. Tout compensé, je dirai : le catholicisme a reçu de la Réforme plus d'une leçon dont il a profité pour se réformer lui-même. Mais ce n'est pas fini — rien ne sera jamais fini sur la terre; — dans les asiles qu'il ouvre aux misères humaines et particulièrement à celles de l'enfance, il ferait bien de s'inspirer de l'exemple de la Suisse qui, dans

ses refuges, a si heureusement tempéré l'esprit de collectivité par l'esprit de famille et par le souci de l'individu. Plus il devra compter sur lui-même, plus j'estime qu'il y réussira. La diversité qu'il admet dans ses Ordres, pour les mieux plier les uns et les autres à la diversité des besoins, en est une première preuve.

Mais voici un autre témoignage : Comme la plupart des fondateurs ou directeurs des œuvres catholiques libres, le Père Sempliciano a atténué les dangers du nombre par deux sortes de précautions : il a multiplié les surveillances, et il a subdivisé son établissement en quartiers distincts.

Actuellement, pour environ deux cents filles, il n'a pas moins de quarante sœurs (religieuses franciscaines proprement dites ou tertiaires) placées sous sa direction continuelle, car il réside dans la maison. C'est une surveillante pour cinq pensionnaires : nous sommes loin de la parcimonie de la plupart des établissements correctionnels de France où la proportion est

de un pour trente ou trente-cinq. Ici les surveillantes ne se tiennent point à part comme des plantons et ne se bornent pas à monter la garde. Partout je les vois mêlées activement au travail, et elles ne le dirigent qu'en y participant.

Les deux cents pupilles sont partagées en trois groupes : les orphelines, — les filles en préservation, — les filles déjà tombées. Chacun de ces groupes est séparé : chacun a son dortoir, son réfectoire, ses classes et ses lieux de récréation. Je puis même dire que le groupe des orphelines, placé dans la partie la plus élevée de la propriété, près d'une grande terrasse en plein air, est isolé autant qu'il est possible et peut sûrement échapper à tout contact avec le reste de la maison.

C'est le Père Sempliciano lui-même qui a tenu à me faire tout visiter. Il ne doit pas avoir moins de soixante-cinq ans, et il est déjà légèrement voûté. C'est un homme d'un bon sens fin, d'une douceur qu'on devine persé-

vérante et obstinée, d'une activité calme, dans laquelle il entre plus de réflexion que de remuement. J'admire sa robe rapiécée, mais d'une propreté irréprochable (je n'ai pourtant pas dissimulé que c'était un capucin). Je parcours avec lui les salles et les cours, et à chaque instant une fille se détache des autres pour venir lui baiser la main. C'est une habitude italienne à laquelle il se prête tant bien que mal et qu'il subit, me semble-t-il, plus qu'il ne l'encourage.

Chemin faisant, je lui demande qui lui amène ces filles. Sont-ce des parents, des protecteurs? — Il me répond en souriant : « Elles n'ont pas de vrais protecteurs; quant à ceux qui se sont d'abord occupés d'elles, ce n'est pas ici qu'ils les conduiraient. Non; elles viennent à moi toutes seules; je leur cause, je les interroge, et, suivant les circonstances, je les admets ».

A cette réponse touchante s'ajoute cette déclaration que je lis au *Bulletin de l'Oeuvre* : « Comme cet hospice a été fondé à Rome,

capitale du monde catholique, le Père Sempliciano a entendu qu'il eût quelque chose d'universel ; c'est pourquoi il ne veut faire aucune distinction de nationalité ni même de religion. Depuis qu'il a ouvert ses portes, il a reçu des filles non seulement de Rome et d'Italie, mais de Hongrie, de Bohême, de Styrie, de Montenegro, d'Albanie, de Turquie, de Suisse, de France, d'Allemagne, d'Amérique, des Indes. Il lui est venu des juives, des mahométanes, des protestantes, des schismatiques. » Toutes celles-ci, à la vérité, dès qu'elles ont séjourné quelque temps, se convertissent au catholicisme. Mais la direction paraît bien en droit d'affirmer qu'elles le font librement, car elles sont toujours maîtresses de partir de la maison, si on ne réussit pas à leur persuader qu'elles doivent attendre une occasion bien favorable.

Êtes-vous curieux de savoir ce que sont ces malheureuses où domine, en fin de compte, l'élément romain ; — quelles difficultés donnent leurs passions et leurs caprices ? — J'ai

trouvé ici une fois de plus la confirmation de cette vérité que c'est surtout dans les classes moyennes qu'on est à même de remarquer la différence des caractères ethniques; car ces différences tendent à s'effacer, en haut, sous l'action de la vertu et de la science, en bas, sous l'action du vice. En général, les pupilles de Santa-Balbina n'ont rien qui vaille la peine qu'on s'applique à les distinguer des pensionnaires de nos Bons-Pasteurs. A tout prendre, voici ce que j'ai vu, je n'ose dire de plus piquant — car quelques-uns pourront le trouver triste — mais de plus « psychologique » dans les récits du père franciscain. La maladie qu'il décrit est bien fréquente dans tous les pensionnats, de quelque ordre qu'ils soient : le remède qu'on lui applique et qui réussit à Santa Balbina, n'est peut-être pas indigne d'être signalé.

« Quand on en observe une qui est taciturne, pâle, dégoûtée du travail, négligente à l'étude, insensible aux instances des directrices,

bravant les punitions, d'où peut venir un pareil changement? A force de l'interroger et d'interroger les autres, on s'aperçoit qu'il vient d'une amitié particulière avec une de ses compagnes. D'abord, sans doute, elle nie en se récriant; mais après elle avoue qu'elle ne peut pas faire autrement que de l'aimer. — Vous devez aimer toutes vos compagnes également. — Je ne peux pas. — Pourquoi ne pouvez-vous pas? — Parce que je voudrais toujours la voir, être toujours auprès d'elle; c'est à elle que je pense à tout moment. Quand je l'aperçois, je sens remuer toutes mes fibres. Si vous voulez que cela finisse, il faut qu'elle ou moi nous sortions d'ici, etc. »

A cette poésie élégiaque et malade, on coupe le plus souvent court par le remède que voici : « On observe la jeune fille : si on la trouve (ce qui doit être) d'un caractère sensible et pleine d'amour-propre, on lui donne une bonne correction publiquement devant ses compagnes et ses maîtresses. Après avoir été

couverte de rougeur, elle réfléchit, et bientôt elle s'amende, reprend ses couleurs naturelles, sa vivacité, son attention à l'étude, l'amour du travail et la docilité. Nous en avons ainsi sauvé qui sont devenues des modèles de vertu. »

Ce remède est-il le seul que l'on emploie ? Il me semble que non ; car j'en vois un dans la variété des occupations dont quelques-unes seulement sont sédentaires. D'un côté la vacherie, le jardinage, la vigne, — car ce sont les filles qui font office de vigneronnes ; — ailleurs la buanderie, le lavage et le repassage, soit pour les besoins de la maison, soit pour la clientèle de la ville. — Pour les mains plus fines et plus adroites, des travaux de broderie et de tapisserie, la fabrication d'objets religieux, la confection des chasubles ; enfin, pour les plus compromises, un atelier de filature où deux hommes font marcher les machines... Je retrouve ici l'équivalent de ce que j'ai vu au Sacré-Cœur de la route de Darnétal, à Rouen,

à Bavilliers près de Belfort, à Sainte-Anne d'Auray.

« Combien de temps les gardez-vous ? » demandai-je au Père Sempliciano. — « Je les garde tant que je ne trouve pas à les placer convenablement. » J'admire cette réponse : on n'eût pas pu me la faire dans un établissement ne relevant que d'une administration publique.

Il ne me reste plus qu'à savoir comment l'œuvre réussit à diriger la destinée de celles qu'il a admises.

Du jour de la fondation jusqu'au 31 décembre 1893, elle a reçu 951 réfugiées. Sur ce nombre il en est déjà sorti 752, et voici comment elle se décomposent :

351 ont été placées en service.

249 sont rentrées dans leurs familles et y sont rentrées amendées.

5 ont été mariées dans la chapelle même de la maison.

12 ont été réunies à leurs maris dont elles étaient séparées.

47 se sont faites religieuses, elles sont rentrées dans l'ordre spécial des *Margheritane*.

11 ont été reçues dans d'autres institutions.

7 ont été envoyées dans les asiles d'aliénés.

9 sont mortes à l'établissement.

52 ont disparu sans qu'on ait pu suivre leurs traces et savoir ce qu'elles étaient devenues.

41 sont retournées à la vie dont on avait essayé de les décourager; mais celles-ci sont des filles qui ne sont guère entrées que pour rester quelques jours et s'en aller.

La direction n'a renvoyé jusqu'ici elle-même que 2 filles, reconnues incorrigibles.

Telle est la physionomie, tels sont les résultats de cette belle fondation. J'ai remarqué avec plaisir qu'elle était populaire à Rome. J'ai pu lire encore les annonces d'une grande réunion de charité qui allait être tenue en sa faveur,

avec le concours des grandes familles et sous le patronage de la Reine. On a vu plus haut comment le Père Sempliciano n'avait pas craint de s'adresser au roi, à la reine et à leurs ministres, aussi bien qu'au pape. Une fête se donnait au Vatican : le Saint-Père recevait des cadeaux qu'on lui envoyait de toutes les parties du monde catholique. Tout d'un coup on vit apparaître la robe de bure du directeur de Santa-Balbina. — « Ah ! dit en riant le Souverain Pontife, voici le Père Sempliciano ; mais ce n'est pas pour rien apporter qu'il vient ici, ce ne peut être que pour demander. » Et en effet c'était pour demander... et obtenir. Il demande aux riches leurs aumônes, il demande aux pauvres filles leur confiance ; et il réussit des deux côtés. Je félicite le roi, la reine et leurs ministres de tout faire pour l'humble capucin. M. Crispi pourra le rappeler, même en public, quand il aura besoin du Dieu du Vatican plus que de celui de Mazzini — pour parler comme des polémistes italiens de ces derniers jours. Si

c'est de la politique et du calcul, politique et calcul sont bons l'un et l'autre.

Quand le gouvernement italien veut ouvrir et tenir lui-même des établissements de réforme, il se heurte — encore plus que nous, s'il est possible — à un abus que j'ai signalé et sur lequel je voudrais revenir.

On reprochait beaucoup aux gouvernements déchus d'encourager la mendicité. Il n'était pas rare en effet de rencontrer des gens pleins de dignité qui vous disaient, au cours d'une conversation : « *Sono galantuomo, ma povero, padre di famiglia... etc.* » Mais voici que les hommes les plus dévoués au gouvernement actuel regrettent de le voir se prêter à une mendicité d'un nouveau genre, très en usage dans les sociétés démocratiques. Dès que le pouvoir ouvre une école pour les enfants irréguliers, en danger moral ou constituant eux-mêmes un danger pour la sécurité publique, tout de suite on voit affluer les demandes inté-

ressées des parents désireux de faire élever leur progéniture *gratis*.

Des hommes pleins de science, d'expérience et de droiture, comme M. Beltrani-Scalia, M. Tancredi Canonico et le très lettré directeur du réformatoire de Pise, M. Giustino de Sanctis, ont signalé courageusement cette déviation ; ils la jugent aussi funeste à la moralité qu'aux finances du pays. Qu'ils me permettent de les invoquer, et qu'ils croient bien que je ne le fais pas pour dénigrer leur beau pays. On est toujours plus frappé des abus qu'on voit fleurir chez les autres ; aussi ai-je l'espoir de mieux faire sentir à Paris l'étendue d'un danger dont j'ai pu prendre la mesure à Rome.

La loi italienne, comme la loi française, permet au père de famille de demander au tribunal l'internement de son enfant, et elle permet au juge de rendre son arrêt sans donner les motifs — ce qui, chaque fois qu'il est trop occupé à autre chose, le dispense de les chercher. — Il en résulte que le père est le

plus souvent cru sur parole et que rien ne lui est plus facile que de faire élever son fils aux frais de l'État.

En France la durée de l'internement est strictement limitée à quelques mois, ce qui peut avoir, ce qui a des inconvénients d'un autre genre. En Italie la durée est indéterminée, et la pratique adoptée est que l'enfant ne sorte que quand il connaît bien le métier qu'on lui a fait apprendre. L'internement devient ainsi une bonne affaire — pour ceux qui ne redoutent pas la promiscuité de ces maisons. — Il est bien vrai qu'en principe les parents qui ont les moyens de payer doivent payer. Mais tous — ou peu s'en faut — s'entendent merveilleusement à prouver qu'ils n'ont pas les moyens : et ils arrivent les mains pleines... de certificats.

Sous l'action de cette législation, les internements par voie de correction paternelle se sont tellement multipliés que ce sont eux qui remplissent les trois quarts des maisons de réforme.

Je croyais n'en trouver, comme en France (1), comme en Belgique, que quelques échantillons disséminés : je n'ai trouvé, pour ainsi dire, que de cela. Je vois, par exemple, que du 1<sup>er</sup> février au 30 septembre d'une même année, il a été proposé pour l'éducation correctionnelle 1,346 mineurs, dont 921 par voie de correction paternelle.

Écoutons ici le témoignage non suspect d'un excellent directeur.

Après avoir interrogé l'enfant qui arrive, le directeur ne veut pas s'en rapporter à ses réponses, car l'enfant s'y donne comme entièrement innocent. Il regarde le jugement. Il y apprend que « le père a déclaré au magistrat que son fils était dissolu, rebelle, paresseux, violent, vagabond, porté au vol, prompt à frapper, menant mauvaise vie et... » il me semble qu'en voilà assez.

(1) En France c'est dans les rangs des « moralement abandonnés » que se glissent en grand nombre les enfants de parents simplement « indigents. »

« Mais ceux qui, comme moi, poursuit le directeur, ont quelque expérience, pensent que le père a dû charger un peu les couleurs, et ils lui écrivent pour lui demander divers renseignements. Ils en reçoivent des réponses comme la suivante — une entre beaucoup d'autres — que je transcris textuellement :

« En réponse à votre très honorée lettre, je vous dirai que le motif pour lequel j'ai demandé l'internement de mon fils est que je n'avais pas les moyens de le garder chez moi : j'ai une malheureuse fille qui est malade, j'ai fait moi-même une chute malheureuse dont il m'est resté une gêne du bras gauche, j'ai encore un autre enfant, et je me trouve ainsi dans le plus grand besoin. Mais mon fils n'a pas mauvais caractère, il ne m'a jamais manqué en rien. Aussi recommanderai-je à Votre Seigneurie d'avoir pour lui quelques égards, de le faire étudier, de lui apprendre quelque bonne pro-

fession et de lui donner une éducation chrétienne. »

Le même directeur, dans une conférence publique, faisait toucher du doigt le caractère de cette spéculation. Il apprenait à ses auditeurs que dans un établissement... de sa connaissance, sur 230 enfants ainsi acceptés, ainsi recommandés, il y en a 10 dont les parents payent. Les autres se sont fait exempter de toute pension, grâce à des certificats de pauvreté qu'on leur a délivrés, quoiqu'ils soient des artisans gagnant de bonnes journées, des commerçants, des administrateurs de sociétés privées, des fonctionnaires de l'État ou des communes.

Et, ajoute-t-il, « il est curieux de recevoir la démonstration de cette pauvreté quand le père ou la mère viennent de loin en loin rendre visite à leur fils. Alors les chaînes en or, les bagues, les bracelets, les boucles d'oreille, les rubans et les gants prouvent d'une manière indiscutable la sincérité des certificats d'indigence. »

Ce que ces enfants deviennent dans les maisons où on les place et comment ils en sortent, je n'ai pas à le chercher ici, ni à faire la part du bon ou du mauvais que j'ai pu découvrir dans les différentes parties de l'Italie. Je me contente de signaler ces faits. Je crois qu'ils mettent en lumière un vice général, un abus national, et qu'ils permettent de juger la direction que donne ou laisse prendre au pays tout entier la Rome capitale.

**LE PAPE ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT**



## VIII

Le Pape et le secrétaire d'État. — Anciennes traditions et nouveaux usages. — Deux hypothèses sur l'accord intime de Léon XIII et du cardinal Rampolla. — Quelle est la plus vraisemblable des deux? — Le caractère du Cardinal. — Comment on pénètre chez lui. — Ses audiences. — Une conversation. — Le cardinal Rampolla et la république. — Le Cardinal et la France.

Au commencement du siècle il était convenu que c'étaient la France et l'Autriche qui se disputaient l'élection du Saint-Père, mais que, si l'une des deux avait le Pape, on consolait l'autre en lui donnant le secrétaire d'Etat.

Aujourd'hui le rôle politique de la Papauté n'a rien perdu de son importance; mais les gouvernements ne semblent pas s'y intéresser d'une manière aussi visible et aussi avouée.

Si le Saint-Siège, par exemple, est plein de condescendance pour la République française,

on ne dira pas que celle-ci se soit donné beaucoup de peine et ait déployé beaucoup d'intrigues pour obtenir un tel résultat.

On peut donc croire que l'Eglise prend de plus en plus conseil de ses intérêts propres et de ses besoins spirituels, et qu'elle n'a pas à chercher de fausses apparences pour contenter également des prétentions inconciliables.

En fait, le partage que faisait supposer le calcul dont je viens de parler n'existe certainement pas sous Léon XIII; car lui et le cardinal Rampolla sont pleinement d'accord. Mais quel est celui des deux qui a fait ses conditions à l'autre? Grand sujet de discussions!

Quelques-uns — et non des moindres — tiennent pour le cardinal. Ils prétendent que le Pape était primitivement un archaïque, un amateur passionné des lettres anciennes et de la philosophie du moyen âge, un esprit bornant son activité entre Virgile et saint Thomas.

Puis, disent-ils, il a subi une influence qui

est devenue prédominante. On lui a dit que ce serait très bien de s'intéresser aux questions sociales. Dès lors, comme il a une haute idée de son autorité et de sa mission, nulle contradiction, nulle régression n'était plus possible...

Ceux qui parlent ainsi ont beaucoup d'esprit; je crains que dans la circonstance ils n'en aient trop. Ils ont contre eux ce fait qu'entre les écrits ou allocutions du cardinal Pecci, archevêque de Pérouse, et l'encyclique sur les ouvriers, il y a un certain progrès, mais un accord évident.

Je crois donc plus volontiers ceux qui m'affirment que le Pape a eu autant de suite dans ses idées politiques que dans ses idées sociales. Ils me disent: « C'est le Pape qui, de très longue date, après des enquêtes, après des audiences où il a entendu toutes les voix et même celles des délégués des princes, a pris lui-même une résolution. C'est lui qui a cherché des collaborateurs, lui qui a demandé, sans

l'obtenir, le concours du cardinal Place, demandé ensuite, et obtenu, l'intervention du cardinal Lavignerie. C'est tout aussi librement qu'il a disgracié Mgr Galimberti, nonce à Vienne et partisan de la Triple Alliance. C'est enfin de son mouvement personnel qu'il a été au cardinal Rampolla et a fixé avec lui la politique dont ni l'un ni l'autre ne se sont plus jamais départis. »

Le cardinal Rampolla n'est pas un personnage auquel on ait jamais prêté des habitudes d'esprit machiavéliques. Toute la société religieuse de Rome m'a paru voir en lui un homme d'une haute piété, un saint prêtre, cachant ses vertus et (pour parler le langage ecclésiastique) les dons qu'il a reçus. « Ainsi, me disaient NN. SS. H. et M., il n'admet jamais personne à sa messe.

« Et nous avons fini par savoir pourquoi. C'est qu'il lui semble toujours qu'il la dit pour la première fois: son humilité tient à dérober

aux yeux des autres l'émotion à laquelle il se laisse aller devant l'autel. »

Ici, sans doute, le lecteur s'imagine un petit vieillard courbé par les genuflexions, amaigri par la pénitence et prodiguant d'une voix monastique les exhortations à la piété. Ce n'est pas cela du tout.

Le cardinal Rampolla est un homme de belle stature, qui frappe tout de suite par son air très mâle et très ouvert. Sa figure a subi une certaine disgrâce; mais il faut le regarder de près pour constater qu'il a passé depuis quelque temps déjà la cinquantaine.

C'est un homme actif qui a beaucoup fait. Je ne dirai pas pour la réforme, mais pour l'amélioration du clergé romain, lui demandant du travail, des études, lui traçant lui-même personnellement des plans de conférences. Un prêtre fort distingué m'affirme que, grâce à lui, le clergé séculier de Rome est aujourd'hui supérieur à son clergé régulier.

Ses manières sont pleines d'affabilité: elles

donnent le sentiment de la rectitude et de la confiance, soutenues par un élan qui vient du cœur.

Il y a chez lui de la dignité et il y a une familiarité qui est quelquefois gracieuse et naïve, comme lorsqu'il vous appelle « mon cher » — traduction du fameux *mio caro* ; le tout est fait pour vous gagner.

Est-il très accessible ? Je ne voudrais pas faire de mauvais jeu de mots ; mais je dirai qu'il l'est pour ceux qui ont de bonnes jambes. Quelqu'un qui m'accompagnait pour connaître quelque chose de l'intérieur du Vatican a eu la patience de compter deux cent quatre-vingt-trois marches depuis la porte de bronze jusqu'aux salons de Son Eminence. Aux étages inférieurs, j'avais été poliment accueilli — et expédié — comme la cohue des visiteurs et des pèlerins — chez les prélats et leurs secrétaires qui habitent plus près du public.

J'avais eu l'ambition d'obtenir davantage : et l'un de ceux auxquels je m'en étais ouvert

m'avait dit : « Allez tout droit au cardinal Rampolla. Allez-y le soir, après l'*Ave Maria*. La journée de travail est finie pour lui comme pour les autres. Dans leur monde on ne fait qu'un seul repas sérieux, au milieu de la journée. Après l'Angélus, ils prennent un rien, une orange, et ils reçoivent. Présentez-vous, faites passer votre carte, certainement vous serez introduit. Seulement si vous n'avez pas les mêmes habitudes qu'un cardinal romain, préparez-vous à dîner tard. »

Avant d'arriver dans l'antichambre même, il faut traverser trois salons ; l'ameublement a grand air, mais, en somme, il est simple. Je m'approche de l'embrasure profonde d'une fenêtre d'où l'on aperçoit encore dans la brume le grand panorama de la ville de Rome.

Un domestique en livrée vient discrètement y entretenir le brasero en cuivre ciselé (nous sommes à la fin de mars) ; et me voyant muni d'un livre, il place à côté de moi une lampe à laquelle il donne également tous ses soins. Peu

à peu les fauteuils se remplissent, et au bout de quelque temps arrive le secrétaire du cardinal.

C'est un abbé jeune, aimable, empressé, qui sourit toujours. Bon et fidèle gardien de la porte de son maître, il va de l'un à l'autre avec des airs caressants. Mais — qu'on me pardonne la comparaison — sous prétexte de souhaiter à chacun la bienvenue, il flaire et il sent avec finesse l'espèce à laquelle il a affaire.

Dans un coin est un évêque sec, qui médite : on vient baiser son anneau ; il passera le premier. Dans le salon voisin est un groupe tout italien : deux dames en font partie et le mot de *contessa* nous arrive souvent ; ce groupe passera également avant moi. Il y a des moines ; ils entreront plus tard.

Mais derrière moi je vois et surtout j'entends un de mes compatriotes qui fait ce qu'il peut pour se grandir et s'arrondir : « Monsieur l'abbé, je désire beaucoup voir son Eminence ;

c'est pour une affaire importante, oui, oui, une affaire très importante. » — « Oh ! alors, répondit le petit abbé avec un sourire vraiment exquis, combien je regrette que vous soyez exposé à attendre si longtemps, et peut-être... enfin, je ne sais. Vraiment, monsieur, aurez-vous tant de patience ? »

J'étais encore tout réjoui de ce dialogue, quand je fus appelé. Mes premières paroles furent pour m'excuser, très sincèrement, car je craignais d'avoir eu quelque hardiesse.

Mais comme j'ai décliné mon titre de Français, je suis accueilli avec une vraie cordialité. J'ajoute que j'écris assez souvent au *Correspondant*, et l'amabilité redouble. Enfin, j'offre une brochure sur les dernières élections législatives ; je dis dans quelles conditions elle a été composée et j'en indique l'esprit en deux mots : ma confusion va dès lors à son comble, car je me vois installé sur le même canapé que Son Eminence et tout à fait à côté d'elle.

« Oh ! rien ne se fait en un jour, me dit-elle,

il faut être patient et persévérant. » Puis elle ajoute avec entrain : « Vous ne vous découragez pas, n'est-ce pas ? Vous y reviendrez ? Et, en attendant, vous écrirez encore ! »

Je lui réponds que j'y suis tout disposé. Je ne lui dis pas ce que j'ai dit au Saint-Père, que beaucoup de conservateurs se refusent à suivre les avis conciliateurs de Sa Sainteté. Je lui parle de ceux qui, au lieu de rester en deçà de ses instructions, les dépassent. Ils ne se souciaient que de la forme du gouvernement ; pour eux, tout était là. Du moment où ils sont forcés de l'accepter, ils désarment complètement ; ils ne voulaient combattre que ce que le Pape veut qu'on accepte ; et alors, ils subissent passivement ce que le Pape veut précisément que l'on combatte encore...

— « Ah ! ce n'est pas ainsi que le Pape l'entend. Il veut que l'on accepte la forme du gouvernement, mais il ne veut pas qu'on s'en

tienne là, et il demande que l'on agisse. Seulement, il veut qu'on agisse en union avec lui et avec prudence. Voyez-vous, il ne faut plus de divisions entre les conservateurs et les hommes religieux ; il faut que, désormais, ils ne fassent qu'un, et ils ne peuvent y réussir que par l'abandon des anciennes espérances dynastiques. Ensuite, il faut que ces hommes fassent tomber les défiances du pays. Il ne faut plus qu'on se croie en droit de tout refuser aux catholiques sous prétexte qu'on ne peut pas être catholique sans être ennemi des institutions républicaines. »

Voilà les deux considérations que me développe Son Eminence. Elle y revient à plusieurs reprises. Elle ajoute que les radicaux et les francs-maçons ont déjà perdu un peu de terrain. « Mais pas de fausses manœuvres ! Ainsi, cette interpellation sur les fabriques (c'était au moment de l'interpellation Baudry d'Asson) est mauvaise. »

Je ne demande pas au cardinal ce que le Saint-Siège essaye de faire et fait réellement pour la France. Des personnes qui le savent me l'ont dit. Si l'Espagne a résisté à toutes les sollicitations de la Triple Alliance ; si, en cas de guerre, nous ne sommes pas obligés d'immobiliser des corps d'armée sur les Pyrénées comme sur les Alpes, c'est par-dessus tout à la politique papale que nous le devons, et le cardinal Rampolla, qui a été nonce à Madrid, s'y est personnellement employé.

Je ne lui parle pas non plus de notre alliance avec la Russie. La lettre si conciliante du Pape aux évêques polonais paraissait au moment même où j'étais à Rome : elle déjouait une fois de plus les calculs de l'Italie qui avait espéré brouiller les cartes.

Mais pour en revenir au cardinal même, c'est aussi dans cette période de Pâques que pour confirmer, aux yeux de tous, les sentiments qu'il a pour lui, le Pape lui conférait une dignité

nouvelle très enviée, celle d'archiprêtre de Saint-Pierre.

Je savais tout cela, et je savais que pour parvenir auprès du Saint-Père, il n'y avait de meilleure voie que celle que je venais de prendre. J'exposai donc ce que j'avais l'intention de dire, si on voulait bien me le permettre. « Faites-moi écrire le plus tôt possible par votre ambassadeur, me fut-il répondu, et je demanderai au Saint-Père de vous recevoir. J'espère qu'il le pourra. »

Le cardinal Rampolla est-il un successeur désigné ou un successeur probable de Léon XIII? Si le grand mouvement tournant du Pape actuel n'a pas encore abouti, mais paraît pouvoir aboutir bientôt, au moment de sa mort, si, ayant donné des résultats, il en réclame et en laisse espérer de nouveaux, alors, certainement, nul ne sera plus désigné que le cardinal Rampolla.

Mais en général, un secrétaire d'Etat devient

rarement le successeur du Pape qu'il a servi. Il est trop engagé par la politique à laquelle il a collaboré.

On aime mieux réserver au nouvel élu, avec le prestige de l'inconnu, la liberté de revenir à droite si son prédécesseur a été trop à gauche, de revenir à gauche si le prédécesseur a été trop à droite, bref de corriger ce que celui-ci a peut-être fait d'insuffisant ou d'excessif dans le gouvernement général de l'Eglise.

Mais, dût-il continuer exactement cette politique, il faut encore qu'il le fasse librement et que nulle puissance n'ait le droit de lui demander comme un résultat forcé de ses engagements antérieurs.

Est-ce pour cela que les cardinaux qui peuvent être le plus désignés pour la tiare tiennent à ne pas trop s'engager et à ne pas donner trop d'espérances à un seul parti? Est-ce pour cela qu'on entend souvent à Rome des bruits si différents sur leur pensée intime, sur leurs dispositions et leurs projets?

Dans tous les cas, il y a lieu de faire une exception pour le cardinal Rampolla. Cette ferme volonté d'un prêtre pieux et austère de servir la République française a pour beaucoup un fond énigmatique. Au dehors elle irrite les ennemis de la France. Au dedans elle inquiète ou elle exaspère les amis trop jaloux, je ne dirai pas de nos institutions, mais de ceux qui les ont faites et qui s'en servent. Rien cependant n'est plus droit que ses intentions et plus clair que sa conduite.



**UN PAMPHLET CATHOLIQUE  
CONTRE LE PAPE**



## IX

Un pamphlet catholique contre le Pape. — Il émane d'Angleterre. — On reproche au Pape une contradiction, on lui en demande une autre. — Le fait accompli en France et le fait accompli en Italie. — Piège dans lequel est tombé un éditeur français de la brochure. — Ce qu'aiment les uns, ce que redoutent les autres dans la Triple-Alliance.

J'insisterai ici quelque peu en m'expliquant sur un pamphlet dirigé contre la politique du Pape. Ces attaques ne sont pas très rares, et le grand vieillard du Vatican ne laisse pas que d'en être parfois fort ému. On prend soin autour de lui de ne pas laisser venir sous ses yeux ce qu'on croit de nature à trop l'affecter : mais il est des gens à la rancune tenace qui trouvent le moyen de faire arriver jusqu'à lui,

comme des requêtes ou des suppliques personnelles, des plis contenant des articles injurieux.

Quant au pamphlet dont je parle, il ne pouvait lui échapper. Il est d'origine anglaise, dû à un auteur catholique, et il a paru, il y a deux ans, dans une revue célèbre d'outre-Manche. Mais au moment même où j'écris, on vient d'essayer de le rajeunir à Paris par une traduction française. Je ne regarderai pas bien avant dans cette tentative. La traduction n'a pas été mise en vente. C'est un peu par hasard que je l'ai reçue d'une des personnes auxquelles elle a été clandestinement... ou confidentiellement distribuée. Je ne tiens pas à lui faire de la réclame. Mais voici — je crois qu'il est bon de le savoir à plus d'un point de vue — comment elle se présente :

Il s'agit, dit l'éditeur tout récent, de signaler aux personnes pieuses un grand danger.

Quel danger? Celui, dit-on, de voir l'action religieuse du Pape compromise par une action

politique. — En apparence donc, la brochure vise le but suivant : dégager l'infailibilité doctrinale du Souverain Pontife en matière de foi, et montrer qu'on la sauve en refusant de l'étendre aux choses d'ordre politique. Mais en réalité c'est ce dernier refus qu'on tient à accentuer et à encourager dans tous les milieux catholiques. Des deux rôles que joue Léon XIII, on se préoccupe beaucoup moins de défendre l'un que de combattre l'autre, et l'on ne s'abrite guère sous le respect du premier que pour vilipender le second plus sûrement.

L'auteur et le traducteur ont cependant, ce me semble, des vues très différentes. Dans le texte original, le Pape est surtout blâmé de soutenir la République française, « gouvernement athée, dont chaque acte respire une haine diabolique contre notre sainte religion ». Mais dans la République française il y a deux choses : la République et la France. C'est à la République qu'en veut le traducteur — fort bon Français, je n'en doute absolument pas. Ce

pourrait bien être à la France qu'en veut surtout l'auteur anglais, fort indifférent, je n'en doute pas davantage, à la forme politique du gouvernement de notre pays. Je suis surpris que le traducteur ne se soit pas mieux rendu compte du piège dans lequel il tombait.

L'auteur de la brochure — qui est bon Anglais — est dévoué à la Triple Alliance : il en fait l'éloge à chaque ligne. Donc il est ami de l'Italie royale, ennemi de la Russie, ennemi de la France; tout cela se tient étroitement à l'heure présente.

Il prétend — et c'est là, je l'ai dit, la thèse qu'il affecte de poser comme fondamentale — qu'il faut séparer la religion de la politique. Mais il nous permettra de douter que cette séparation soit faite dans son pamphlet. Il s'y donne comme plein de sollicitude pour la catholique Autriche, « véritable Eldorado du catholicisme, tel qu'on en chercherait vainement l'équivalent dans l'histoire du moyen-âge », un pays où « la franc-maçonnerie de tout rite

est sévèrement prohibée », où « l'apostasie est regardée avec irritation, la ferveur religieuse encouragée et où tout ce qui approche d'un manque de respect aux mystères ou aux ministres de la religion catholique est puni d'une manière aussi prompt qu'exemplaire », etc. Et c'est un pareil empire que le Saint-Siège met en pénitence, alors qu'il choie la France et la Russie ! C'est là un « mystère diplomatique » que le bon catholique anglais veut expliquer et dont il commence par s'indigner.

Est-ce donc vraiment à la puissance catholique qu'il s'intéresse si passionnément ? ou ne serait-ce pas plutôt à la puissance alliée de l'Allemagne et son alliée contre nous ? Il constate avec douleur que « si Léon XIII mourait avant l'élection de nouveaux cardinaux, la Triple Alliance disposerait de cinq voix de moins qu'elle n'a, par prescription, le droit d'en posséder ». Cède-t-il ici à un scrupule canonique ou à un sentiment tout politique ?

Il est d'un bon catholique assurément de dé-

plorer les tracasseries que le gouvernement français encourage, tolère ou exerce à l'égard de la religion, il est édifiant de flétrir le système opportuniste des écoles sans Dieu. Mais la Prusse et l'Italie, qui font les deux tiers de la Triple Alliance, donnent-elles donc plus de consolation au pieux auteur de la brochure? Il semblerait vraiment que l'Italie n'a offensé le Pape que comme souverain temporel, et que Léon XIII — la brochure l'en accuse formellement — subordonne toute sa conduite à la restauration de ce pouvoir! L'Italie n'a-t-elle pas vendu des biens ecclésiastiques? N'a-t-elle pas fait la loi sur les œuvres pies? Ne laisse-t-elle point depuis deux années trente-deux évêchés vacants? N'a-t-elle pas — je l'ai rappelé — une loi militaire beaucoup plus oppressive pour les vocations ecclésiastiques que ne l'est notre loi française? Le Pape enfin n'est-il pas juge de ce que son pays d'origine fait ou laisse faire de mal à l'Église?

Le publiciste britannique s'indigne que le

Pape respecte en France le fait accompli et qu'il le combatte en Italie. D'autres pourraient lui demander si la République — abstraction faite de la politique de tel ou tel de ses ministères — n'est pas chez nous autre chose qu'un fait accompli. Le Pape pourrait peut-être lui dire : « Une nation dispose d'elle comme bon lui semble ; c'est son affaire, et j'accepte ce qu'elle a fait. Je ne me crois pas un droit égal à sacrifier définitivement une possession dont j'avais pris personnellement la charge en faveur de l'Église universelle ». Mais je ne discute pas cette question. Je ne tiens pas du tout à défendre contre le catholique anglais la nécessité du pouvoir temporel. Encore moins voudrais-je paraître avoir pris un instant au sérieux cette étrange idée que c'est du Président de la République française et du Czar que le Pape attend la restitution de ses États.

Un instant — il ne faudrait pas l'oublier — on crut que le Pape pourrait peut-être l'attendre d'une tout autre intervention. Que les avances

faites au Vatican par M. de Bismarck aient été feintes, rien de plus vraisemblable. Mais il y a de ces feintes que l'on essaye d'abord pour voir comment l'adversaire y répondra; et si ce dernier a l'air de mal se défendre, elles deviennent plus sérieuses. M. de Bismarck a tenu souvent à étonner le monde par l'audace inventive et par l'imprévu de ses combinaisons. Il ne l'étonnait qu'à moitié, le jour où on lui prêtait l'idée de négocier avec le Souverain Pontife.

Peu lui importait, croyait-on, de sacrifier l'alliance italienne et de rendre au Saint-Père une partie de ses anciens États, s'il obtenait que le chef de l'Église ordonnât aux catholiques d'Allemagne — y compris ceux d'Alsace-Lorraine — une soumission absolue aux intérêts et à la politique de leurs maîtres. M. de Bismarck n'est plus rien; mais la tradition d'un homme tel que lui ne meurt jamais tout entière. Rien ne dit qu'elle ne pût être reprise, si l'empire allemand était plus obligé de compter *avec*

le parti catholique à l'intérieur que *sur* l'armée italienne à l'extérieur.

En attendant, il est certain que ces ouvertures de M. de Bismarck ont été froidement accueillies par le Pape; il est donc parfaitement injuste de prétendre que toute la politique du Vatican soit dominée par le seul désir de recouvrer le domaine terrestre.

Pour le Pape, le dévouement religieux de la France — même en république — vaut largement les États temporels qu'il a perdus. Au moment où on parlait des vues hypothétiques du grand chancelier, un de nos écrivains les plus au courant des affaires de Rome, M. Melchior de Vogüé, ne craignait pas de dire que le Saint-Père ferait courir à l'unité de l'Église un danger formidable, s'il achetait « quelques misérables concessions territoriales » par des complaisances funestes aux intérêts de notre pays. L'avertissement était donné dans des termes dont la hardiesse était égale à la clarté. Le pape qui, par ambition temporelle, devien-

drait notre ennemi politique, « retrouverait, derrière la France de 1793, la France de 1682 ».

Ces paroles n'émurent en aucune façon Léon XIII; il avait la conscience fort tranquille, et il n'a cessé de professer pour M. de Vogüé les sentiments de la plus vive estime.

Ce qui inspire sa politique, il n'est pas difficile de le conjecturer, ce n'est pas encore la crainte de provoquer les susceptibilités ou les colères de notre pays sur un point qui nous tient tant au cœur : c'est le désir de récompenser un dévouement dont il connaît le prix plus que personne. Divisée et mutilée, la France est encore, même au point de vue religieux, la plus grande espérance du chef spirituel de l'Église. Qu'elle recouvre son unité morale et son intégrité politique, elle deviendra pour la civilisation chrétienne un boulevard plus puissant que la possession temporelle des Marches et de l'Ombrie. Telle est du moins l'idée qu'on

peut supposer n'être pas étrangère aux desseins du Souverain Pontife.

Cette politique, en tout cas, serait plus logique et plus nette que celle que le pamphlétaire anglais lui conseille. Que lui demandait-il ? De reconnaître le fait accompli en Italie et ne pas le reconnaître en France, de se réconcilier avec son roi et de rompre avec notre république : autrement dit de céder là où — en définitive — il avait bien le droit de parler, et de se révolter là où il faut bien reconnaître qu'il était politiquement incompétent. La contradiction qu'on reproche au Pape subsisterait donc, si contradiction il y a, et elle serait sensiblement aggravée.

Je vois bien l'avantage qu'y trouverait le donneur d'avis. L'Italie aurait la paix intérieure et la France aurait la guerre civile. Peu importerait à celui dont je parle, que les choses fussent simplement retournées, si elles l'étaient dans un sens favorable aux passions de tous ceux qui nous détestent.

Qu'un Anglais désire un tel revirement, qu'il condamne l'intervention du Pape dans la politique, quand cette intervention peut servir la France; qu'il l'accepte si elle sert la Triple Alliance, il n'y a rien là de bien étonnant. Ce qui le serait davantage, ce serait que des Français fussent assez passionnés ou assez naïfs pour faire écho à une semblable propagande.

## REVUES ET JOURNAUX DU PAPE



## X

Revue et journaux du Pape. — La Revue théologique. — La Revue sociale et l'économie politique chrétienne. — Le Pape après l'encyclique. — Le journal politique et ses déboires. — Un prélat qui n'est pas évêque, autre genre d'écho. — Le cardinal V. Vanuttelli. — Sa réception. — Sa conversation. — Son opinion sur le rapprochement de la France et de la Russie.

Mais je crains que la discussion de cette brochure ne me ramène — trop tôt — à Paris. C'est à Rome que j'en voudrais chercher les commentaires.

Peu après ma visite au cardinal Rampolla, j'ai eu l'une des journées les mieux remplies de mon séjour. Le matin et l'après-midi j'ai vu quelques-uns des serviteurs qui travaillent aux pieds de la montagne sainte, et, le soir, je cau-

sais avec l'un de ceux qui, plus haut, dans la lumière dorée, aperçoivent des horizons plus lointains.

Ce n'est pas une profession facile que d'être, à Rome, le journaliste d'un pouvoir qui — politiquement, entendons-nous bien — est un pouvoir déchu. Le Pape a, cependant, plusieurs organes qui parlent pour lui, qu'on écoute — et qu'on surveille — mais dont les tâches sont très inégales.

Le plus ancien est la *Civiltà Cattolica*. C'est elle qui est surtout chargée de rectifier les erreurs théologiques et de couper court à certaines interprétations jugées dangereuses. De là vient peut-être que, cette preuve d'obéissance et de zèle une fois donnée, les Pères qui composent la Revue gardent, dans les questions temporelles, une certaine dose de liberté.

Une revue plus nouvelle est la *Revue internationale des questions sociales*, fondée par Léon XIII. Au moment où j'écris, la « sociologie » est de plus en plus à la mode. On la prend

comme un cadre élastique dans lequel on s'efforce de faire rentrer une économie politique plus jeune, plus généreuse, plus soucieuse de réparer les effets des lois naturelles après les avoir observées. On y glisse également une certaine science de la charité et de très louables tentatives, non seulement pour analyser, mais pour organiser et pour conduire la vie collective des différents groupes sociaux.

De tous les côtés, je vois sur les murs de Florence, de Milan, les affiches qui annoncent la *Revue sociale* de MM. Nitti et Roux, deux positivistes, deux historiens, je n'ose dire deux compilateurs très estimables. C'est une concurrence à la Revue du Vatican. Mais celle-ci, comme son nom l'indique, est bien internationale.

Le mot a des apparences plus séculières, plus laïques, plus scientifiques, si vous voulez, que le mot « catholique ». Au fond, cependant, il veut bien dire la même chose dans la pensée des fondateurs. Qu'y a-t-il de plus internatio-

nal que la religion, sous la forme catholique, surtout?

Vous vous rappelez comment on se flattait d'excuser l'internationale « rouge » en lui opposant l'internationale « noire ». — Pourquoi pas l'internationale « blanche », puisque c'est le Pape qui la dirige? Chacun est libre de choisir entre les deux : leurs œuvres respectives les font assez connaître. Les gens trouvent aujourd'hui — non sans raison — que le principal obstacle à l'adoucissement du sort des travailleurs est dans la concurrence de pays commercialement et industriellement ennemis les uns des autres. C'est pour lever cette difficulté que Guillaume I<sup>er</sup> avait imaginé la conférence de Berlin. Elle a échoué. La république cosmopolite succédant à la révolution universelle a encore moins de chances de réussir. L'internationalisme du Pape sera-t-il plus heureux?

Il est permis de trouver un symptôme favorable dans l'empressement que mettent un certain nombre de religions à s'honorer les unes les

autres et à accepter le Pape, sinon comme chef, au moins comme Président d'honneur et comme représentant symbolique de ce qu'il y a de commun dans leurs espérances. N'est-ce point à ce vent que le Parlement des religions, de Chicago a ouvert quelques-unes de ses voiles? N'est-ce pas le même vent qui a poussé le Czar à installer définitivement près du Saint-Siège un agent diplomatique?

Que les nations chrétiennes se groupent autour du Pape et en fassent l'arbitre ou le témoin et le garant de promesses mutuelles sur le repos du dimanche, sur l'allègement du travail des enfants et de celui des femmes et ainsi de suite, il n'y aurait là rien d'étonnant. Les encycliques nous y peuvent conduire plus que la Revue internationale; mais celle-ci n'est pas inutile. Elle est sagement dirigée par un philosophe, Mgr Talamo, qui a doucement aiguillé des questions métaphysiques aux questions pratiques et qui ouvre très largement ses colonnes aux publicistes de tous pays.

Faut-il prêter à la papauté de plus grandes ambitions sociales? Dans l'article auquel j'ai fait allusion et qui eut tant de retentissement, M. de Vogüé signalait l'action croissante de l'Église catholique en Amérique. On nous dit aujourd'hui que cette action commence à provoquer des résistances qui l'enrayent ou la retardent : cela même est une preuve qu'on ne s'était pas trompé lorsqu'on avait parlé de sa force et de ses progrès et que l'on y avait vu le signe précurseur de déplacements considérables dans les courants d'influences capables de remuer l'ancien et le nouveau monde.

Un journal que... j'honore pour sa science et sa gravité discuta les appréciations de M. de Vogüé. Jamais, disait-il, les peuples de l'Europe ou de l'Amérique n'accepteront le mot d'ordre de l'Église et ne subiront son patronage social ; car l'esprit moderne est 1° un esprit scientifique ; 2° un esprit de liberté.

Mon Dieu ! mon cher confrère, si vous jugez que ni l'esprit scientifique, ni l'esprit de liberté

ne sont en sûreté dans l'Église, libre à vous de le penser et de le dire ! mais si vous vous adressez au suffrage universel et au monde ouvrier, ne trouvez-vous pas que vous leur tenez un langage bien académique ? Êtes-vous si sûr que cela que les masses partagent vos scrupules et qu'elles préfèrent à tout la démonstration scientifique et l'esprit de libre discussion ?

Je ne suis pas, quant à moi, si optimiste. Je crois que pour les masses populaires la science et la liberté seront longtemps encore des moyens plutôt que des buts ; j'ajoute des moyens qu'elles sont prêtes, hélas ! à dédaigner ou à fausser, s'ils ne travaillent pas comme elles l'entendent à la réalisation de ce qu'elles désirent. La science, elles l'ont fait servir à la pétrolisation de nos monuments et à la fabrication de la dynamite. La liberté, elles s'en servaient hier, elles s'en serviront peut-être demain pour réclamer violemment une dictature, la dictature d'une assemblée unique, la dictature d'une majorité... ou d'une minorité,

la dictature même d'un homme qui serait ou un ministre de la guerre ou le maire de Paris annexé à Ménilmontant.

Ceux dont je parle là n'iront pas à la papauté, me direz-vous ; non, ils n'iront pas à la papauté, pas plus qu'à ceux qui sont hantés de l'idée de sa déchéance. Mais les couches sociales se renouvellent. On a eu peur du syllabus ? — Êtes-vous sûr qu'on en ait peur encore et surtout qu'on sache ce que c'est que le syllabus ? Ces classes populaires n'ont-elles pas crié plus d'une fois que la liberté de la presse et la liberté parlementaire étaient des inventions de bourgeois ? Admettez qu'un nouveau syllabus fasse accepter en Amérique ou ailleurs que les réclamations soulevées dans les grèves seront portées devant un tribunal où le travail aura plus de chances d'être protégé que le capital ; vous verriez si les travailleurs s'embarrasseraient beaucoup des subtilités opportunistes.

Ce ne sont là, bien entendu, que des hypothèses. Est-il possible de savoir quelle est, au

moment présent, dans les questions sociales, l'attitude du chef de l'Église? Quand il a fait l'encyclique sur la condition des ouvriers, il a eu surtout en vue — je crois, — de tempérer les ardents qui n'eussent pas tardé à réclamer ce que déjà plusieurs avaient annoncé et redouté, l'avènement d'un pape socialiste. C'est un danger, celui-là, qu'on peut tenir pour définitivement écarté.

Mais, après s'être ainsi expliqué, et tout en laissant subsister cet admirable document qui seul jusqu'ici engage les consciences, le Saint-Père me paraît préoccupé de ne point trop arrêter ses hommes d'avant-garde. Il saisit volontiers les occasions de les encourager de nouveau. Il est heureux de les voir, non plus ratiociner, mais agir.

Y a-t-il une économie politique chrétienne? Oui, déclaraient sans ambages, au moment même où j'étais à Rome, les organes attitrés du Vatican. Qu'est-ce qui la constitue? Qu'est-ce qui la « distingue de l'économie politique

païenne ou athée, ou rationaliste, ou indifférente et neutre? » Est-ce la manière d'interpréter les lois naturelles? Non, mais la manière de les accepter et d'agir, soit avec elles, soit sur elles. L'homme peut agir, il doit agir sur les lois économiques pour en soumettre l'action et les effets aux principes de l'Évangile, comme il agit sur les lois de la physiologie, de la physique et de la chimie pour les faire servir à notre santé, à nos besoins et à nos plaisirs. Pour réussir dans cette adaptation l'homme a le libre arbitre qui, dans la vie privée, modifie les dispositions des hommes les uns à l'égard des autres; il a la législation, qui dans la vie publique crée des conditions plus favorables à la production et surtout à la juste répartition des richesses. C'est appuyée sur ces deux forces que l'économie politique chrétienne a le droit d'intervenir tout particulièrement dans ce qui concerne « le droit de propriété, le droit du travail et du juste salaire, la loi de l'offre et de la demande, l'usure, les

monopoles, les accaparements et la concurrence, l'intervention de l'Etat, les droits des individus et ceux des familles, le devoir particulier qui incombe à celui-ci de protéger les faibles, de soutenir les petits patrimoines, le droit d'association et les corporations. »

Avec beaucoup de ménagements, soit pour la droite soit pour la gauche des publicistes catholiques, telle est — à ce qu'il me semble — l'idée centrale que l'inspiration pontificale travaille à faire prévaloir. Elle n'est point du tout nouvelle. Beaucoup avaient déjà soutenu que l'économiste devait s'orienter sur l'idée de la justice et non pas seulement sur les faits. Mais quand il fallait donner la formule de cette justice, ils hésitaient ; et plus d'un qui la cherchait se voyait ramené sans s'en douter à d'autres lois purement naturelles, de telle sorte que le bénéfice était bien médiocre ou bien obscur. Le Pape, lui, dit que les applications de l'économie politique doivent être guidées par l'Évangile et par la morale catholique, ce qui

est net. Ce n'est point là du tout du socialisme ; mais c'est une doctrine faite pour enhardir ceux qui refusent de s'incliner devant les fatalités économiques. C'est en cela que l'initiative de Léon XIII a une valeur positive et que tout en modérant les revendications populaires, elle est de nature à leur donner, soit directement, soit par contre-coup, une énergie dont le siècle prochain pourra bien sentir les effets.

Ce contre-coup, par quelle voie peut-il agir ? Mais par ce que j'ai appelé la voie internationale. La majorité des ouvriers français se soucie fort peu, je l'admets, des instructions du Pape ; je ne crois pas cependant qu'elle les repousserait obstinément si elle les trouvait avantageuses. Mais réunissez en Amérique, en Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Allemagne et même chez nous, tous ceux qui ont un double motif pour prêter l'oreille à ses enseignements, croirez-vous arrêter leur impulsion et leur mouvement en invoquant l'esprit scientifique et l'esprit de libre discussion ?

Encore une fois j'ai examiné ces hypothèses, parce que d'autres les mettent en avant. Mais il ne faut pas toujours attendre, comme l'imagination publique le fait partout si volontiers, des coups de théâtre et des bouleversements tragiques. L'humanité a sa besogne quotidienne qui se ressemble terriblement dans tous les siècles. Lui alléger le fardeau, lui offrir et lui faire accepter une à une les consolations qui l'aident à aller peu à peu jusqu'au bout... et au delà, ne serait-ce pas là le plus important des services que le pasteur est appelé à rendre à son troupeau ?

« La besogne quotidienne », c'est bien là un mot qui convient au journal politique. Le Vatican a le sien, et il doit le trouver plus difficile à conduire qu'une revue toute scientifique. Forcément ce journal prend part aux polémiques sur les destinées du royaume, et c'est là qu'on l'attend. Le gouvernement du Roi semble dire au Pape : « Parlez en théologie de tout ce que

vous voudrez : mais si votre journal veut s'immiscer dans les questions politiques, votre rédaction paiera pour vous. » De fait, je n'ai guère ouvert, pendant mon séjour, un numéro du *Nouveau Moniteur de Rome*, sans y trouver en tête une « souscription pour les frais de notre procès. » Le *Nouveau Moniteur* avait insinué que c'était le roi qui refusait à ses ministres la diminution des charges militaires. C'était l'accuser de sortir de son rôle de roi constitutionnel. Aussitôt le parquet réclama quinze mois de prison... pour l'audacieux qui avait violé ce secret de polichinelle et qui, à la veille du fameux interview de M. Calmette, avait osé douter de la correction constitutionnelle de son roi. Dans des considérants dignes de notre célèbre septième chambre du second empire, le tribunal « accorda » trois mois, avec une amende (le tout, en attendant l'expulsion).

On lira, j'en suis sûr, avec intérêt, les *attendus* qui suivent. On y verra que le style

judiciaire d'un pays ressemble étonnamment et déplorablement à celui d'un autre.

« Le procureur général du roi près la cour d'appel de Rome, vu...

« Attendu qu'en l'article incriminé, inspiré par une hostilité manifeste aux intérêts italiens, on expose et on propage l'insinuation qu'une haute volonté est en lutte avec le premier ministre d'Italie, pour s'opposer à la réduction de l'armée, incompatible avec une nation ruinée ;

« Attendu que l'on fait manifestement remonter le blâme jusqu'à la personne sacrée du roi, à qui l'on attribue la responsabilité des actes de son gouvernement ;

« Attendu que dans les derniers passages de l'article on exprime clairement des vœux pour la destruction de l'ordre monarchique constitutionnel, en faisant, avec *un air de satisfaction*, entrevoir comme inévitable la ruine de toutes nos institutions, etc. »

Je ne suis donc pas surpris de trouver des sentiments modérément italiens chez le rédac-

teur en chef, Alsacien d'ailleurs, qui dépense là tant d'intelligence et d'activité, qui est si accueillant pour les Français. Sa tâche est ingrate, car tandis qu'on fait à ses patrons toutes sortes de politesses et d'avances, c'est en frappant sur lui qu'on leur fait sentir qu'on n'entend point cependant désarmer.

Dans la même journée j'ai trouvé des gens plus embarrassés encore. Je crains qu'ils ne soient — non pas légion, mais groupe. Ce sont des ecclésiastiques qui se sont longtemps habitués à l'idée de devenir évêques dans leur patrie, et ils y avaient plus d'un droit. Qu'est-ce qui les empêche de réussir? Sont-ils mal avec le ministère des cultes? Sont-ils mal avec le nonce et ses chefs? J'en vois un, — dont la conversation m'a, au bout du compte, très vivement intéressé, — il me paraît bon prêtre et bon Français, pourquoi donc attend-il si longtemps son évêché? Il croit que le gouvernement français l'accuse d'intransigeance, d'hostilité à l'égard de nos institutions et de nos lois : il tient donc à me

démontrer qu'il n'en est rien, pour la bonne raison qu'il s'inspire du Pape et que nul n'est plus éloigné de ces sentiments que le Pape d'aujourd'hui. Plus énergiquement encore que tous les autres, il me conseille, il me recommande d'écrire tout ce que j'aurai entendu dans Rome, et, à son tour, il m'expose longuement la politique de Léon XIII.

Je crains qu'il ne me l'exagère quelque peu. Il tient à me démontrer que la loi militaire a fait beaucoup de bien à nos séminaristes — qui en avaient grand besoin. Il ajoute que, depuis la loi scolaire, les enfants de nos campagnes savent beaucoup mieux leur catéchisme, parce qu'ils l'apprennent, non plus avec l'instituteur, mais avec le curé. Il n'est pas tendre pour ces pauvres curés de nos campagnes : il les voit toujours aplatis devant les châtelains, et il me tient à ce sujet des propos contre lesquels je proteste poliment. Vais-je l'attrister ? En vérité, je le regretterais, car je lui dois plus d'un renseignement précieux, et je ne puis que rendre hom-

mage à l'excellence de ses intentions. Mais j'aurais beau le désigner plus clairement et exposer plus amplement ses opinions, je lui ferais peut-être plus de tort auprès des uns que de bien auprès des autres; mieux vaut alors que je m'abstienne.

« Pourquoi, me dit, le soir, un de mes voisins, n'allez-vous pas voir les cardinaux Vanutelli ou au moins l'un d'entre eux? » —  
« Mais je n'ai pas de lettres pour eux. » —  
« Vous n'en aviez pas davantage pour le cardinal Rampolla, et vous savez comment vous avez été reçu. Les Vanutelli sont très accueillants. L'un, Serafino, a été nonce à Vienne. Il ne s'y est pas compromis; mais on est actuellement si chatouilleux à l'endroit de l'Autriche et de tout ce qui touche à la Triple-Alliance que, pour quelques-uns, les chances qu'il a de devenir Pape en sont légèrement diminuées. Son frère Vincenzo, « protecteur » de la Congrégation de Saint-Sulpice, en aurait peut-être, à ce titre, un peu plus.

Il ne me restait plus beaucoup de temps à passer à Rome, et je regrettais déjà que les cardinaux peints par Raphaël et par le Titien eussent fait tort à leurs successeurs en m'empêchant d'aller les voir. — Il est vrai que si j'eusse fait l'inverse, j'en aurais éprouvé aussi quelque regret...

Quoi qu'il en soit, je ne mis aucun retard à aller au Palais Ricci, demeure du cardinal Vincenzo. Il était absent de Rome. Son domestique — on juge souvent du maître par ceux qui le servent — me dit que je pourrais certainement le voir le lendemain..., mais que, si j'étais pressé, je n'avais qu'à revenir le soir même à huit heures. — A huit heures, en effet, je reviens : on me dit que Son Éminence est rentrée, qu'elle est prévenue et qu'elle m'attend.

J'avais déjà vu des prélats très aimables et des princes de l'Église très ouverts. Je n'en avais jamais rencontré de plus intelligent, de plus gai, de plus gracieux et de plus captivant

que celui-ci. Comme pour ne pas me laisser croire — c'est une prévenance de plus — qu'il reçoit ainsi tout le monde, il m'affirme qu'il m'a lu, qu'il s'en souvient, qu'il est donc heureux de causer avec moi, qu'il me « remercie de l'avoir distingué, » que si je reste encore quelques jours à Rome, il sera heureux de me présenter lui-même à son frère, car, justement, il dîne chez lui le lendemain.

En attendant, il me parle avec beaucoup d'agrément de sa carrière qui est déjà longue et dont tous les souvenirs le rendent heureux. Je ne m'étonne pas qu'il ait réussi partout. Lui-même le constate, avec les restrictions que demande l'humilité sacerdotale, mais avec un plaisir qu'il ne songe pas à dissimuler.

— « Oui, en effet, après avoir été secrétaire du dernier ministre d'État de Pie IX, j'ai été nommé nonce à Lisbonne... Oh! j'ai eu là une affaire très épineuse. Il fallait obtenir du Portugal qu'il nous laissât la nomination des évêques des Indes. Vous comprenez, le royaume n'est

plus en état, comme autrefois, de connaître ceux qui sont aptes. Avec notre organisation, nous sommes certainement mieux à même que lui... C'est un beau fleuron à sa couronne, que cet épiscopat. Il a compris que nous n'y toucherions que pour le relever encore. Ainsi, nous avons érigé l'évêché de Goa en archevêché. C'est là une mesure qui nous a aidés, certainement... Enfin, je n'ai fait qu'exécuter les ordres de mes supérieurs : j'ai été bien dirigé, et Dieu a béni l'entreprise; mais l'entreprise a réussi; oh! elle a bien réussi... »

Il me fait pareil récit de sa mission à Constantinople au sujet des églises d'Orient, et il la termine exactement par les mêmes réflexions. Je l'écoute avec un vrai charme. Je retrouve en lui de la vivacité parisienne et de la meilleure, mais sans la pointe un peu desséchante de l'ironie parisienne et avec plus de douceur, d'optimisme et d'abandon.

Je profite de ma conversation pour contrôler quelques-unes des assertions que j'avais enten-

dues dans la journée. « Est-il vrai que le gouvernement italien ait pris pour plus d'un milliard de biens ecclésiastiques? » — « Oh ! dit-il en souriant, c'est une exagération. Mettez trois cents millions, ce sera plus juste. »

Mais je ne pouvais laisser là bien longtemps les questions internationales. Je lui demande s'il n'a pas été en Russie. Il me répond que si, qu'il a représenté le Saint-Siège au couronnement du Czar. Nous voilà donc causant de Moscou. Je lui raconte les impressions que j'avais rapportées du Congrès pénitentiaire de Saint-Pétersbourg. Je désire savoir s'il n'a pas été frappé de la gravité du Czar, de l'émotion religieuse dont plusieurs témoins oculaires des fêtes du sacre m'avaient dit l'avoir vu rempli... Le peintre — un de nos compatriotes — qui devait faire et qui a fait le tableau commémoratif — nous avait raconté quelle peine il avait eue à fixer les traits de l'empereur ; car l'auguste figure n'avait cessé d'être baignée de larmes...

« Oh ! oui, me répond le cardinal, c'est un homme qui a une bien haute idée de sa responsabilité et de sa mission. Et, permettez-moi de vous le dire, il en a peut-être une trop haute idée, cela est quelquefois dangereux, cela est un obstacle. Il croit qu'il a non seulement le souci du gouvernement temporel de ses sujets, mais la charge de leurs âmes, la charge de leur salut. Il croit qu'il est pour eux le représentant de la vérité tout entière... Mais, enfin (ici, j'écoute avec une attention croissante), nous avons été bien heureux de voir la République française se rapprocher d'un État aussi conservateur. La Russie a également bien à gagner à votre alliance... Dans ma vie, j'ai entendu dire beaucoup de mal des Italiens et des Français. J'ai surtout entendu parler de vos vices brillants. Mon Dieu ! je ne dis pas qu'on eût complètement tort. Je crois cependant que si l'on mettait tout *en confront*, l'Occident n'aurait pas tant à rougir devant l'Orient. Quoi qu'il en soit, c'est une union qui sera bonne pour les deux

pays : nous y applaudissons de tout notre cœur. »

Ce langage me ravit. Je n'y cherchai point ce qui n'y était évidemment pas, je veux dire des projets arrêtés dans leurs détails et des combinaisons mathématiques, encore moins des utopies peu dignes d'intelligences si avisées. Mais je crus y voir une idée nette de la grandeur toujours possible de la France, le sincère désir d'y contribuer et une vue très pénétrante des moyens que suggère l'état actuel de l'Europe. Ce que l'esquisse de cette politique contenait de volontairement inachevé, ce qu'elle laissait de place à la confiance et à l'espoir, ne la rendait, à mes yeux, que plus digne de l'homme d'esprit avec qui j'avais le grand honneur de m'entretenir.

## **ROME HORS DE ROME**



## XI

Rome hors de Rome. — L'entrevue du roi Humbert et de l'empereur Guillaume. — L'arrêt du roi à Bologne. — Venise et la place Saint-Marc. — La politesse de la veille et la politesse du lendemain. — La représentation de gala. — Impressions d'un jeune Français. — Impressions des Italiens. — Une citation de Massimo d'Azeglio. — Leçons à en tirer.

J'ai pensé que c'était encore rester à Rome, — et dans la Rome capitale surtout, — que d'aller à Venise au moment même où le roi Humbert et l'empereur Guillaume devaient s'y rencontrer.

C'est entre Venise et Rome que je lus le récit de la fameuse entrevue de M. Calmette avec le roi. La nouvelle avait éclaté subitement dans toute l'Europe, comme la plupart des actes auxquels participe, ouvertement ou non,

M. Crispi. Ainsi, à quelques jours d'intervalle, le roi d'Italie faisait de grandes avances à la France, et il recevait l'empereur d'Allemagne aussi brillamment qu'il le pouvait. On pouvait être à bon droit curieux de voir de quel côté penchaient les populations et comment l'entrevue de Venise était saluée par le patriotisme italien.

Ce que j'ai vu là de plus saillant est précisément qu'il ne s'y est rien passé de bien saillant : car les échos de la fête ont été non seulement propagés, mais grossis singulièrement par les dépêches des journalistes... absents pour la plupart.

C'est à Bologne que je vis le roi pour la première fois. Nous l'attendions, hélas ! depuis près de deux heures : car la seule annonce du train royal avait suffi pour immobiliser le nôtre. On avait même commencé par nous tenir enfermés et entassés dans une salle où la respiration devenait difficile. En ma qualité d'étranger, je patientais (tout en grommelant), quand des voix

Énergiques s'écrièrent en chœur : *e una infamia*, et quelques vitres furent brisées. Aussitôt on nous laissa sortir et circuler, ce qui me permit de voir l'arrivée de la Cour.

Le souverain est en civil, ses yeux démesurément gros qui lui sortent de la tête ne me paraissent jeter aucun éclat fascinateur : un air plutôt ennuyé que majestueux. Le Conseil municipal vient le haranguer entre les salles d'attente et la voie où stationne son wagon. L'entretien se prolonge sans qu'il s'y déploie de part et d'autre plus d'emphase que n'en admet journallement, dans les cas les plus familiers, la sonore langue italienne. Dans un pays où l'on n'écrit pas à son tailleur sans l'appeler *illustrissimo signore*, vous jugez de ce qu'on doit dire au chef de la dynastie.

De l'autre côté du train royal s'allongeaient les quais où notre train et quelques autres attendaient qu'il leur fût permis de continuer leur route. Il y avait là de nombreux voyageurs assez jaloux de voir et d'entendre ce qui

se passait de l'autre côté; de temps à autre, c'étaient des cris ou des vivats destinés à appeler l'attention de l'auguste voyageur et à lui persuader de regarder un peu vers l'intérieur de la gare. Dans ce brouhaha, dans cette agitation de tant de gens qui se haussaient sur leurs pieds ou se tordaient le cou pour mieux voir, nous étions quelques-uns à nous amuser des allées et venues d'un employé qui astiquait et réastiquait avec frénésie les bois et le cuivre de la voiture d'où le roi parlait. Le brave homme espérait sans doute se trouver là juste à point au moment où le roi mettrait la tête à la portière. Quand il avait bien frotté, il faisait mine d'aller un peu plus loin, mais revenait vite à son premier poste où il frottait de nouveau. Son manège attira bientôt l'attention générale : tout le monde souhaitait qu'une main libérale vint lui donner la récompense de son zèle et de sa persévérance. Je ne sais quelle fatalité s'interposa : quand le roi parut enfin et se pencha vers les quais du

milieu, pour répondre aux acclamations par un ou deux saluts, l'homme de peine n'était plus là.

Voilà comment, dans les choses humaines et particulièrement dans celles où figurent les puissants de la terre, il ne suffit pas de s'agiter : il faut être présent et actif au bon moment... difficile à deviner.

Venise nous promettait un milieu plus attrayant que la gare de Bologne. Je m'attendais à voir de mes yeux — ce que tant de journaux ont décrit sur la foi de prétendues dépêches — une flotte de gondoles enthousiasmées entre le Môle et la Giudecca. La vérité est que les souverains furent bien reçus, qu'un certain soir, sur la place Saint-Marc, ils furent vraiment acclamés. Mais il ne faut pas se contenter d'un vague murmure ou de l'aspect lointain d'une cohue roulante : il est bon de se mêler aux groupes.

Sur la place même, le soir, au rayonnement des feux de bengale, le spectacle était merveil-

lieux. Les murs des Procuraties prenaient des teintes de vieil ivoire, et les mosaïques de la « Caverne d'or » flamboyaient pour retomber dans une demi-obscurité dont ils sortaient de nouveau comme des apparitions. La foule était suffisante pour tout animer de sa vivacité méridionale, pas assez compacte pour empêcher une circulation toujours si délicieuse dans cet espace unique au monde. Elle ne gênait même pas les flâneurs assis aux petites tables du Café Florian, et l'on pouvait y déguster sa glace en pleine sécurité, tout en attendant que le balcon du Palais Royal laissât voir les personnages impatientement attendus.

Tout jeune, j'avais vu pour la première fois ces lieux enchanteurs, alors que, moins heureuse que Milan, Venise appartenait encore à l'Autrichien, *bruto Tedesco*, nous avait dit un hôtelier à Milan même. L'esclavage — car c'en était bien un — de la pauvre population restée à Venise mêlait aux jouissances esthétiques une mélancolie que, chaque soir, l'incompa-

rable musique autrichienne prolongeait et adoucissait tout à la fois. Aujourd'hui deux musiques, très bruyantes : une militaire, sur la place, et, sur la piazzetta, celle des enfants de la Casa Colletti, maison d'éducation correctionnelle que j'ai visitée dans la journée. Elles abusent l'une et l'autre de la marche des bersagliers et de l'hymne allemand. Elles les répètent comme à Paris on répète la Marseillaise au 14 Juillet. C'est beaucoup ! Mais enfin, que n'embellirait pas le charme d'un tel cadre ?

Un Français qui, au lendemain de Solférino, a vu ces lieux encore peuplés de soldats détestés, défilant un à un, raides comme leurs baïonnettes, dans les ruelles de la vieille ville, ne peut que sympathiser, malgré tout, avec la joie d'une nation rendue à elle-même. On sent un contraste qui s'harmonise comme tout s'harmonise sous ce ciel à la brume légère, transparente et colorée. Les pieds foulent un sol que pourraient bien encore agiter les ambitions d'un peuple passionné ; la tête est comme eni-

vrée par tous les souvenirs qui planent dans la splendeur de la nuit.

Un jeune homme qui est à mon bras m'arrête devant Saint-Marc, et il me fait remarquer les drapeaux qui flottent aux mâts. Je lui apprends qu'aux siècles précédents les Vénitiens arboraient là les étendards de leurs possessions de Morée, de Candie et Chypre : c'était un symbole permanent de leur souveraineté maritime. Lui, en retour, me montre que les drapeaux actuels sont rapiécés en vingt endroits comme les voiles d'un vieux bateau de pêche, et que les pièces n'ont pas toujours la même teinte que la bande sur laquelle elles sont appliquées. « Assurément, lui dis-je, ce sont des reliques ». Et je demande à un militaire italien si ce sont là des étendards historiques « bandiere storiche. » L'Italien me répond, tout étonné, que ce sont simplement les drapeaux nationaux, comme il y en a devant tous les édifices publics. J'en suis donc pour mes frais d'explication, mais je puis affirmer, pour

l'avoir vu, que la municipalité de Venise ne tient pas à gaspiller les ressources de son budget.

Je regarde la foule... Si on enlevait les nombreux marins, soldats et officiers qui s'y trouvent, elle ne serait, en somme, pas plus nombreuse que d'habitude, en la saison. Tous les quarts d'heure elle va se masser sous les fenêtres de la salle à manger du palais. On peut se mêler à elle sans peine, et l'on compte que sur cent manifestants il y a bien soixante gamins. Tous crient comme on crie au théâtre pour faire lever le rideau ou pour forcer un acteur faisant recette à venir contenter les regards du public. Aucune acclamation distincte et qui ait un sens précis. Le premier soir, le roi d'Italie était arrivé seul : il se rendit promptement à l'appel de ses sujets et les salua la tête découverte. Le lendemain, les deux souverains étaient réunis, et on présentait la place Saint-Marc à l'empereur.

Celui-ci n'avait certes pas la mine ennuyée ;

mais il n'avait pas davantage cet air fanatique et provocateur qu'on lui a prêté si souvent. Tout en lui respirait la jeunesse et aussi la force : une grande vivacité d'allures avec un embonpoint suffisant ; l'aspect d'un officier de bel avenir, fier de son uniforme, aimant son métier et ayant déjà — cela va sans dire — une habitude solidement acquise du commandement. On sentait qu'il aurait pu être aisément gracieux, n'eût été la pointe de dédain qui perçait en dépit de lui. Il avait tenu à garder sur sa tête sa casquette d'amiral. Il était surtout occupé à regarder en haut vers le palais et vers l'église et à se repaître d'un spectacle qu'il voyait, paraît-il, pour la première fois. Aussi, pour répondre à l'empressement du public, se bornait-il à jeter son index gauche du côté de son front, avec des gestes brusques et répétés, qui semblaient automatiques, et il regardait les pierres plus que les gens. Son hôte se crut obligé, cette fois, de rester comme lui, la tête couverte ; beaucoup d'assistants

remarquèrent cette différence entre la politesse de la veille et celle du lendemain.

La première apparition au balcon du palais s'était fait attendre longtemps. Toutes les fois que la marche des bersagliers avait été applaudie — une fois de plus — la même troupe se dirigeait sous les fenêtres et répétait les mêmes clameurs. Elle les renouvela jusqu'à ce qu'un domestique vint jeter sur le balcon un drap rouge destiné aux coudes de Leurs Majestés. Celles-ci se présentèrent deux ou trois fois. Quand le drap fut enlevé, on comprit que c'était fini, et, avec un petit murmure de désappointement, on se dispersa.

En résumé, pas le moindre cri politique, point de vivat en faveur de l'alliance : une démonstration légèrement théâtrale et goûtée comme telle par un public pas trop encombrant, c'est là tout ce que j'ai vu le premier soir.

On avait annoncé pour le lendemain une mobilisation générale de tous les gondoliers de Venise qui devaient escorter les deux cours et

leur donner une immense sérénade illuminée. Je puis affirmer que les gondoles ne se firent pas très rares. Je vis un étranger en demander une à la *Luna* : on la lui fit payer dix francs pour la journée. Le prix n'avait rien d'inabordable, mais je crois que l'amateur n'en retira pas tout le plaisir qu'il en attendait. Pendant que les souverains étaient dans le Palais Ducal, je montais avec beaucoup d'autres voyageurs sur le bateau à vapeur qui menait, comme tous les dimanches, au concert-promenade du Lido. Avant de partir, il nous fut aisé de voir cette même gondole, parfaitement libre de manoeuvrer toute seule dans un assez large espace. Elle allait et revenait constamment de droite à gauche devant le petit canal du pont des Soupirs. On croyait que les visiteurs allaient sortir du côté des fameux « plombs », et quelques centaines de personnes les attendaient sur le quai. Elles en furent pour leurs frais, ainsi que la gondole.

Ce ne fut d'ailleurs pas la seule déception de

ces jours de fête. Une représentation de gala était annoncée pour le soir à la *Fenice*. Le public attendit respectueusement et patiemment pendant une heure, puis pendant deux : la loge royale restait toujours vide. Enfin, on sut que l'empereur avait mieux aimé passer sa soirée ailleurs, et l'on se décida à lever la toile pour entendre soupirer — un peu tristement — *Almaviva* (car on jouait le *Barbier de Séville* ou la *Précaution inutile*).

A la table d'hôte de la *Luna*, mon voisin de table qui a l'heureux tort d'être jeune — c'est lui qui m'a fait remarquer les drapeaux de la place Saint-Marc — estime que cette impertinence des Allemands produira grand effet : il en est ravi et il me recommande instamment de ne pas oublier de la faire ressortir du mieux que je pourrai. Déjà son imagination part en campagne : ce qu'il voit ou entend tout autour de lui l'y encourage. La réunion cosmopolite dont nous faisons partie a l'air de s'intéresser aussi peu que possible à la fête à peu près

manquée. Chacun médite silencieusement son menu ou consulte doucement son voisin sur la qualité des vins de l'établissement. En face de nous est une dame russe fort jolie qui a tenu à se mettre entre deux françaises : avec un enthousiasme charmant elle parle de l'amiral Gervais, de l'amiral Avellan, de Cronstadt et de Toulon. C'est elle qui tient le dé de la conversation. Un peu plus, et nous croirions que l'entrevue de Venise a été donnée en faveur de l'alliance franco-russe.

Dieu me garde de refroidir la confiance et l'entrain patriotique. Je ne suis pourtant pas sûr du tout que la majorité des Italiens soit si désagréablement impressionnée par le sangêne de leur impérial allié. D'abord ils expliquent ses « absences » par des soucis galants pour lesquels le peuple a toujours beaucoup d'indulgence. On raconte qu'il avait dû, dans la journée même, être présenté à la noble hôtesse d'un antique palais; mais que, par hasard, il a trouvé mieux, et qu'il a été vaine-

ment attendu chez la princesse : c'est peut-être encore là ce qui l'a rendu, le soir, infidèle à la Rosina de Rossini. Voilà ce qu'on dit, et on n'en est pas scandalisé.

Puis, il paraît sûr que l'Italie aime mieux être traitée ainsi de haut par un être puissant, que de se sentir légèrement taquinée ou jalousée par un amoureux qui s'en fait accroire : celui-ci l'impatiente. Un homme qui a compté au-delà des Alpes pour un de nos meilleurs amis, Massimo d'Azeglio, explique ainsi dans ses Souvenirs que les Français, « quoique valant cent fois mieux que les Allemands », ont toujours moins réussi à garder leurs conquêtes en Italie ; « c'est, dit-il, que les Allemands pillent avec un air modeste, tandis qu'on ne peut se faire à la suffisance des Français. »

« Air modeste », en parlant des Allemands, est de trop. Dites : avec un air calme et sûr de soi, ajoutez même, au besoin, avec une insolence raisonnée et scientifique ; vous aurez raison. Alors il faudra bien écouter ce que disent

ensuite ces mêmes *Souvenirs* : « Si cette grande, noble, généreuse et sympathique nation pouvait réussir à changer sa vanité en bel et bon orgueil, à la façon de ses voisins d'outre-Manche... et d'outre-Rhin, alors elle serait la première des nations passées, présentes et futures. »

En relisant ces lignes que l'on rappelait finement à l'inauguration de notre Société d'études italiennes, je pensais à ce qu'on m'avait dit à Rome même, quand on m'y avait parlé du crédit obtenu par les Allemands sans se donner de peine et sans se dévouer comme le font les éducateurs ou les éducatrices dont on use et qu'on oublie... Il faut savoir profiter de tout, et, on le voit, rien n'instruit autant qu'un voyage.

# L'AUDIENCE DU SAINT-PÈRE



## XII

L'audience du Saint-Père. — Les escaliers du Vatican  
— L'appartement du Pape. — La réception. — Grandeur matérielle et grandeur morale.

J'avais vu le roi et l'empereur. Il me restait à voir le Pape. Je devais même faire plus que de le voir, puisque l'honneur m'était réservé d'être admis devant sa personne et de m'entretenir avec lui seul à seul.

Enfin, j'ai reçu la lettre d'audience tant désirée... C'est à M. le comte Lefebvre de Be-haine et au cardinal Rampolla que je la dois. Pendant que midi sonne à Saint-Pierre, je franchis la porte de bronze, je laisse devant moi la longue perspective de l'escalier royal; j'arrive à cette cour de Saint-Damase où, à travers d'innombrables vitraux blancs, l'œil du souve-

nir revoit encore avec enchantement la Bible de Raphaël.

Mais les escaliers succèdent aux escaliers. Tout à coup, à l'un des tournants m'apparaît une tache rouge : c'est un ample cardinal qui vient de faire sa visite avec apparat et qui redescend. Ses secrétaires se pressent autour de lui pour recueillir l'écho de la parole sacrée. Puis se dresse la hallebarde du garde palatin, avec les brillantes rayures de son costume dessiné par Michel-Ange. Je montre ma lettre, et je pénètre dans la salle des Suisses, palais, musée, chapelle et corps de garde. En sortant de là, je suis dans l'appartement même du Pape.

A mesure que les salons s'ouvrent les uns après les autres, le personnel devient de plus en plus ecclésiastique et familier : d'abord des camériers avec leurs surplis en moire d'un rouge sombre et à grandes ailes, enfin les vrais prêtres souriants et discrets, qui vous parlent presque à voix basse en vous priant d'attendre. D'immenses rideaux doublés de soie blanche

adoucissent l'éclat des antiques pendules et des consoles dorées : ce demi-jour semble encore inviter au recueillement.

Nous ne sommes pas nombreux. Les audiences privées sont difficiles et rares à l'époque de Pâques. Je suis seul avec un médecin canadien, canadien-français, ancien officier de l'armée pontificale ; un homme fièrement campé et d'une vive intelligence. En quelques minutes il trouve le moyen de m'instruire sur l'avenir du Canada, sur l'annexion probable du Dominion aux Etats-Unis, sur les progrès du fédéralisme et, par malheur aussi, du socialisme...

Mais un secrétaire vient à moi, me fait traverser une dernière antichambre plus modeste que les autres, et m'introduit.

Depuis quelques jours la personne du Souverain Pontife ne m'était plus inconnue. J'avais assisté à sa messe dans la chapelle ducale, le matin du jour de Pâques. J'avais entendu sa voix encore si mâle, ponctuée par la ferveur de

la prière. Je l'avais vu courbé sur son prie-Dieu dans une attitude de statue. Il m'avait rappelé là, mais avec une dignité moins raide et plus pieuse, ces papes de marbre que les sculpteurs de la Renaissance font prier devant les tombeaux des apôtres. Dans la petite audience collective qui avait suivi, devant l'autel même, j'avais vu ce sourire d'une finesse aiguë qui transfigure ses lèvres de vieillard, j'avais vu surtout la flamme de cet œil si pénétrant et si lumineux. Ici, je devais me trouver avec lui seul à seul dans un entretien d'une demi-heure. Je vois donc, malgré moi, ces mitaines de laine blanche laissant passer un peu de la ouate qui protège sa main souffrante..., je vois même qu'avant de me recevoir il a dû prendre une large prise...

Ce que je vois surtout, c'est qu'il tient un papier plié, consacré sans doute à son humble interlocuteur. Il prononce mon nom avec un accent interrogatif et encourageant. Puis il met

fin au cérémonial en m'invitant à m'asseoir à côté de lui, signe précieux que mon audience ne risque pas trop d'être abrégée.

L'entretien s'ouvre par quelques mots sur mon livre le *Socialisme Chrétien*, dont le Saint-Père a bien voulu, tout récemment, accepter l'hommage. Mais la matière est délicate. Des prélats romains m'ont dit la veille que le Pape ménage beaucoup M. de Mun. Or, j'ai un peu attaqué M. de Mun, sinon celui d'aujourd'hui, au moins celui d'hier. On croit me voir, il est vrai, plus rapproché de la « nouvelle » économie politique que tel de mes distingués collaborateurs du *Correspondant* qu'on me nomme. Mais Sa Sainteté n'entre pas avec moi dans toutes ces nuances. Elle tient cependant à me faire répéter une phrase par laquelle je lui résume une partie de mon livre : « Dans l'Église chrétienne, le socialisme n'a jamais été représenté que par les hérésies. » Il l'écoute en homme qui veut y réfléchir. — « Soyez assuré,

me dit le lendemain Mgr M..., que si vous le revoyez, fût-ce dans deux ans, il vous le rappellera et vous en reparlera. »

Mais le Pape sait que j'ai été candidat — malheureux — de l'opinion républicaine-libérale aux dernières élections législatives. Ici ses questions se pressent. Il veut savoir quel était l'arrondissement, quels étaient les partis, si c'est un radical qui l'a emporté. Il me fait répéter le nom de l'élu : ce nom lui était inconnu ; malgré ses efforts, lui qui connaît si bien la France, il ne le retrouve pas ; mais il paraît vouloir désormais s'en souvenir.

— Et le gouvernement vous a combattu ?

— Oui, très Saint-Père, parce que le Préfet l'a voulu.

— Et les conservateurs se sont abstenus ?

— En très grand nombre. Il y en a beaucoup trop qui ne comprennent pas ou qui affectent de ne pas comprendre les instructions de Votre Sainteté.

Sur ces derniers mots, le Saint-Père se renverse légèrement en arrière avec un geste d'impatience, et, scandant ses paroles : « C'est pourtant bien clair ce que j'ai dit : accepter la Constitution pour améliorer la législation ! Mais changer la législation, cela ne peut pas se faire en un jour ; il faut de la patience. Parce qu'ils ont dit *les lois scélérates*, ils s'imaginent avoir tout dit, et ils voudraient les faire supprimer d'emblée. Ce n'est pas possible ! Qu'ils voient donc ce qu'avec le temps j'ai obtenu en Allemagne pour le retrait des lois de mai, pour le rappel des ordres religieux ! Ah ! il faut agir, mais pas une fois et avec emportement, il faut agir toujours.

— Vous trouvez, Saint-Père, que nous avons toujours en France de ces élites généreuses, mais impatientes et téméraires et faciles à décourager ?

— Oui, oui ; mais c'est au corps électoral qu'il faut songer. Cette Chambre n'est pas en-

core bonne. Comment! la France, qui compte tant d'hommes de valeur et qui ne devrait éprouver que l'embarras de choisir parmi eux, elle préfère des coiffeurs! — Et ici, le Pape ne pouvait pas s'empêcher de rire.

— Très Saint-Père, il est bien difficile aujourd'hui de commencer la réforme par en bas. Mais après les services qu'elle a rendus à la France et à la République, Votre Sainteté ne pourrait-elle nous obtenir par en haut quelque réforme qui nous en faciliterait beaucoup d'autres? La majorité de la Chambre actuelle est, en somme, assez malléable.

— Croyez-vous que M. de Mun et M. de Vogüé puissent avoir de l'action sur elle?

— Je ne le crois pas. Le gouvernement est seul à même de la trouver docile... pour le mal, cela est vrai, mais peut-être aussi pour le bien ou pour le moindre mal.

— Alors vous croyez que le ministère vaut mieux que la Chambre?

— Très certainement.

— Vous croyez aux bonnes intentions de M. Casimir-Périer ?

— Oui, Saint-Père.

— Meilleur que *Spouller* ?

— Peut-être ! quoique sur ce point les avis soient partagés.

— Et votre ministre de la guerre ?

— C'est un homme fort distingué et qu'on dit d'esprit conciliant. Nous avons aussi un ministre des travaux publics qui est libéral, pas tout à fait autant que son beau-père, M. Aynard, mais enfin qui l'est.

— M. Aynard ? Ah oui !

— Mais le plus... difficile de tous, très Saint-Père, c'est, je crois, le ministre de la justice...

— *Doubost* ?

— Oui, Saint-Père, et voici pourquoi je le pense. Il fallait, il y a quelque temps, pourvoir à un très haut poste dans la magistrature de Paris. On chercha dans une grande Compagnie où l'on pouvait hésiter longtemps sur le

plus digne, mais où personne n'eût hésité à désigner tout de suite celui qui ne devait pas être choisi. C'est cependant ce dernier que le ministre voulait nommer, parce que c'était un franc-maçon. Par bonheur, M. Casimir-Férier fut averti, et le Conseil refusa la nomination.

— Ah ! c'est très bien, cela ! Mais *Ryna*, lui, doit favoriser de pareilles nominations, puisqu'il est juif...

— Reinach, Saint-Père, n'est pas ministre.

— Mais je vous parle de Raynal, le ministre de l'intérieur.

— Très Saint-Père, je ne crois pas que chez nous les juifs soient aussi à redouter en politique que beaucoup de mauvais chrétiens. Je vois du moins dans mes relations bon nombre de juifs qui, pourvu bien entendu qu'ils puissent avoir de belles situations, sont très disposés à l'entente...

— Ah bien, ce n'est pas comme cela en Italie. En Italie, les juifs et les francs-maçons se donnent tous la main... Mais que puis-je

demander à vos ministres ? Qu'est-ce que vous me croyez à même d'obtenir ?

— Très Saint-Père, la réforme par excellence serait celle qui nous acheminerait à la liberté d'association. Jusqu'ici, cette liberté n'existe chez nous que pour les syndicats professionnels ou pour les spéculations financières. Obtenez-nous que tous les Français aient les mêmes droits que les membres des syndicats professionnels : vous aurez rendu un bien grand service non seulement à l'Église, mais à la société civile et à la France ; car sans l'association libre, vous le savez, on n'échappe à l'individualisme qu'en se jetant dans le socialisme.

Le Pape voulut bien écouter ces réflexions et le développement que j'essayai de leur donner. Il les interrompit seulement quand je lui dis qu'avec une liberté d'association insuffisante, l'État faussait bon nombre d'institutions où il voulait tout faire et tout prendre. Je cherchais quelques exemples dans l'ordre

d'idées spécial qui m'avait amené cette fois en Italie, l'assistance, le patronage, l'éducation et la correction...

« Vos évêques, me dit-il, s'intéressent-ils à ces questions? Les font-ils étudier par leurs clergés?

— Très Saint-Père, si les évêques étaient tous nommés selon vos indications, ils entendraient mieux dans les vues de Votre Sainteté. Mais je n'ai pas besoin de vous dire comment beaucoup sont surtout occupés à faire tenir leurs prêtres bien tranquilles.

— Mais sans s'écarter, sans manquer en quoi que ce soit au gouvernement, ils pourraient s'occuper d'œuvres sociales, du relèvement des coupables, de cette enfance criminelle dont vous me parlez, de la famille, si menacée par l'accroissement des divorces...

— Très Saint-Père, il y en a qui le font individuellement; mais c'est toujours la pratique de la libre association qui nous manque.

— Restez-vous encore à Rome? Je voudrais

que vous me remettiez par écrit tout ce que vous venez de me dire. Vous me le feriez parvenir par le secrétaire d'État. »

Je compris, devant cet honneur inattendu, que l'entretien était fini. Le Saint-Père ne voulut cependant point me laisser partir sans me questionner sur ma famille, sans me permettre de placer devant lui mes vivants et mes morts. Il les bénit tous et m'adressa pour eux quelques paroles qui respiraient la tendresse, la force et la sérénité.

Je sortis donc plus ému encore que je ne l'étais avant d'entrer. Je descendis les escaliers plus lentement que je ne les avais montés ; et par cette involontaire comparaison qui s'établit d'elle-même dans l'esprit entre la grandeur matérielle et l'invisible rayonnement de la grandeur morale, la place de Saint-Pierre me parut petite.



## APPENDICE



## APPENDICE

J'ai consulté les personnes à qui je devais le plus « déférer » en pareille matière. Elles m'ont engagé à publier ces quelques pages auxquelles j'ai fait allusion dans le récit de mon entrevue et que le Saint-Père avait bien voulu me demander.

Quand mon premier article avait paru au *Figaro*, plusieurs journaux avaient fait mine de s'indigner. Il semblait que la direction politique de notre pays allait être livrée à des mains étrangères, parce qu'un libre écrivain avait pu entretenir le Pape de ce que lui semblent exiger les intérêts de la société française. La liberté d'association a été inscrite dans les programmes radicaux. Comme je me suis permis de l'écrire à l'un des rédacteurs les plus dis-

tingués de ces programmes, si les élus avaient pu nous obtenir cette liberté, dont ils sont assurément partisans, personne n'aurait plus à la demander.

---

Dans son audience du 2 avril 1894, notre Saint-Père a bien voulu poser à M. Henri Joly quelques questions sur les besoins, les ressources et les tendances des catholiques français.

Voici le résumé de ce que Sa Sainteté a permis à M. H. Joly de lui soumettre de vive voix et ce qu'elle lui a fait ensuite le grand honneur de lui demander de lui écrire.

Changer les dispositions du corps électoral français et obtenir ainsi par en bas une modification sérieuse de nos lois, est, en ce moment, bien difficile. Le corps électoral ne va pas en s'améliorant, pour cette raison capitale que, dans nos campagnes, le nombre des jeunes gens élevés dans des idées hostiles à l'influence reli-

gieuse augmente naturellement tous les ans... et tous les quatre ans.

Est-il plus facile d'obtenir une modification par en haut? Peut-être! La majorité de la Chambre actuelle est malheureusement d'une docilité toute prête pour le mal; mais on peut croire qu'elle serait également docile pour le bien ou pour le moindre mal, si le gouvernement voulait exercer sur elle une action sérieuse. C'est ce que le ministère Périier a semblé déjà vouloir faire avec un commencement de succès.

Or, une grande autorité morale, telle que celle du Souverain Pontife, ne pourrait-elle, à l'occasion de services rendus à la France, à la République, obtenir du gouvernement qu'il pesât sur la Chambre et en obtînt des adhésions, au moins partielles, à « l'esprit nouveau? »

Ce qu'il y aurait surtout lieu de demander alors — selon l'humble opinion du soussigné — ce serait un acheminement à la liberté d'association.

Je n'ai pas besoin de rappeler à quel point cette liberté nous manque... Mais ce que je puis me permettre de dire, c'est que ce manque de liberté est peut-être ce qui décourage le plus les catholiques et les conservateurs timides de nos provinces. Les ressources de la charité désintéressée tarissent, ou elles sont très loin de grandir en proportion du développement général de la richesse publique. Les œuvres anciennes languissent, et celles qui seraient les plus utiles aux besoins du jour ne se fondent qu'avec les plus grandes difficultés. A Paris sans doute, il y a toujours des hommes dévoués et habiles qui trouvent le moyen de tirer parti des lois les plus défectueuses ; ils aperçoivent les détours permis, ils fondent des sociétés civiles, etc. Dans nos départements on n'ose pas, on ne peut pas en faire autant. Les personnes de bonne volonté se risquent même de moins en moins à faire des legs à des œuvres charitables qui touchent à la religion : car la jurisprudence paraît s'établir que tout ce qu'on

laisse aux pauvres doit revenir au bureau (public) de bienfaisance. De là un phénomène alarmant, même au point de vue social et humain, c'est le nombre étonnamment croissant des personnes qui, ne pensant qu'à leur vie présente et à leur bien-être individuel, placent leur fortune en viager.

Le chef des catholiques qui — d'une manière ou de l'autre — créerait un mouvement en faveur de la liberté d'association, rendrait donc à l'Eglise de France un immense service.

Actuellement, dans tous les projets de loi présentés, dans les lois mêmes votées sur la matière, l'Etat favorise tous ceux qui s'associent dans un but de lucre : il favorise encore ceux qui s'associent pour soutenir leurs intérêts matériels par des moyens violents, comme les coalitions et les grèves. Mais dès que l'on veut s'associer dans des vues charitables, morales, religieuses, on trouve devant soi des obstacles accumulés.

Le Souverain Pontife serait dans une excel-

lente situation pour demander la réforme d'une semblable anomalie. Assurément, les lois scolaire et militaire auraient besoin d'être amendées : la difficulté d'obtenir cet amendement vient de ce qu'on a répété partout que ces deux lois étaient liées à la constitution même de la République. Personne — surtout chez les radicaux — ne pourra jamais soutenir publiquement que la liberté d'association soit contraire à l'esprit républicain.

Pour les lois scolaire et militaire, l'État invoque la neutralité et l'égalité. Il est aisé de lui rappeler que par les entraves apportées à la liberté d'association, la neutralité et l'égalité sont méconnues l'une et l'autre.

Que demanderait, en effet, l'élite des catholiques et des conservateurs de France? D'obtenir au moins pour eux la liberté qu'on a dévolue aux syndicats professionnels. La loi sur les syndicats professionnels n'a pas encore produit de bien bons résultats, 1° parce que les ouvriers remuants et ambitieux sont entrés

presque seuls dans ces syndicats et que les honnêtes pères de famille s'en sont éloignés; 2° parce que cinq ou six ministères successifs ont laissé prendre à ces minorités l'habitude de violer ouvertement et impunément les prescriptions les plus formelles de la loi. Mais cette loi est excellente en ce qu'elle nous autorise à demander les mêmes droits et à dire : « Ce que vous permettez aux associations industrielles, commerciales ou financières, permettez-le aux associations philanthropiques, morales, religieuses, qui, en retour, seront certainement plus respectueuses que les autres du gouvernement et de la loi. »

Aussi, dans de telles revendications, le Saint-Père ne demanderait aucun privilège : il demanderait que les catholiques ne fussent pas exclus du droit commun.

Il contribuerait même, on peut le dire, à étendre ce droit commun; et il rendrait par là autant de services à la société civile qu'à la société ecclésiastique ou religieuse. Chose

bien digne du Pontife qui a fait faire à la question sociale un pas si considérable !

Quel est, en effet, le grand obstacle à une législation libérale sur les associations ? C'est la crainte d'accorder à tout Français des droits dont les catholiques profiteraient autant ou, dit-on, plus que les autres. On n'ose pas (quoique MM. Floquet et autres l'aient projeté) faire deux législations, une pour les œuvres laïques, l'autre pour ou plutôt contre les œuvres religieuses. Alors, de peur de laisser l'Église user d'une loi libérale, on s'abstient de faire cette loi : tout le monde en souffre.

Si l'État se décidait à ne plus tant redouter, comme un fantôme, la liberté d'association des catholiques, il donnerait plus largement la liberté d'association en général. Nous sortirions ainsi de l'état de choses si périlleux dans lequel nous nous débattons et où il semble qu'on ne puisse échapper à l'individualisme qu'en se jetant dans le socialisme. Le milieu qui doit nous

mettre à l'abri de l'un comme de l'autre, n'est-il pas l'association libre?

Cette association libre, les catholiques ne tarderaient pas à s'y réfugier et à y appeler leurs frères avec une confiance renouvelée, avec un courage raffermi. C'est pourquoi je me permets de dire qu'en obtenant une telle réforme par une voie ou par une autre — soit par la voie d'une encyclique, soit en amenant notre gouvernement à des actes positifs, juste récompense des services rendus, Sa Sainteté serait, une fois de plus, la bienfaitrice de la France, de l'Église et de la société universelle.

---



## TABLE DES CHAPITRES

---

	Pages.
AVANT-PROPOS. . . . .	v

### I

Rome au printemps de 1894. — Les regrets des vieux pèlerins et des vieux touristes. — En quoi ils semblent justifiés. — Rome actuelle vue du haut de quelques collines. — Les trouvailles artistiques du royaume d'Italie. — Ce qu'il a gagné, ce qu'il a perdu. — Les antiquités préhistoriques du musée Kircher. — Le lutteur du Musée national. — Les reconstitutions du Palatin. — Ruines anciennes et ruines d'hier : beauté des unes, triste vulgarité des autres. . . . .	1
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---

### II

Le Français à Rome en avril 1894. — Sur quelle réception pouvait-il compter? — Deux guides précieux : l'ambassadeur auprès du Pape, l'ambassadeur auprès du Roi. — A propos de médecins. — L'offre à Pasteur. — Un ministre peu renseigné. — Visite à M. Crispi. — Son antichambre. — Conversation avec M. Crispi. — Ses rapports avec le Parlement. . . . .	17
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

## III

Y a-t-il deux Rome et deux Italie? — La statistique italienne. — La statistique des œuvres d'art. — La statistique du crime et sa géographie. — La misère. — Un mot de mère. — La propagande : les petits anarchistes. — Les efforts pour dissimuler la scission. — Un gouvernement en quête de bénédictions . . . . .	43
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

## IV

La question dynastique et la question romaine dans le personnel ecclésiastique et dans le monde religieux. — Ceux qui souhaitent la conciliation, ceux qui la déclarent impossible. — Le monde des sacristies et des cloîtres. — Le monde du Vatican. — Le Roi, la Reine et un moine. — Le cardinal Parocchi. — Une conversation à la Civiltà Cattolica. — A quelles conditions on y croit la paix faisable . . . . .	67
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

## V

Opinion d'un prélat français résidant à Rome. — L'esprit conservateur et la crainte de la Révolution. — La question dynastique et la question romaine en Piémont, en Toscane, dans le sud, à Rome. — L'immigration napolitaine dans la capitale. — Les conséquences possibles. — Un mot du Pape. — L'attente des événements, et desquels? <i>Si vedra</i> . . . . .	87
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

## VI

- Les congrégations religieuses et les œuvres charitables à Rome. — On y cherche l'Italie, c'est surtout la France qu'on y trouve. — L'argent français et le Sacré-Cœur de Rome. — A quoi tient l'affluence des congréganistes étrangers. — Les œuvres françaises et l'éducation des jeunes Romains. — L'éducation des filles et l'éducation des garçons à Rome, d'après un professeur de l'Université de Rome et un jésuite. — Ils sont d'accord. — Une question sur la conquête religieuse de l'Afrique. — Réponse. . . . . 101

## VII

- Deux établissements italiens de charité. — L'établissement officiel. — Les jardins d'enfants. — Conformes aux programmes. — L'établissement privé. — Histoire du Père Sempliciano. — Son recrutement. — Son organisation. — Ses résultats. — La correction paternelle et le socialisme d'État. — Le père auprès des juges. — Le père auprès du directeur de l'école. — Témoignages italiens. — Leçons à en retirer . . . . . 127

## VIII

- Le Pape et le secrétaire d'État. — Anciennes traditions et nouveaux usages. — Deux hypothèses sur l'accord intime de Léon XIII et du cardinal Rampolla. — Quelle est la plus vraisemblable

	Pages.
des deux? — Le caractère du Cardinal. — Comment on pénètre chez lui. — Ses audiences. — Le cardinal Rampolla et la république. — Le Cardinal et la France. . . . .	159

## IX

Un pamphlet catholique contre le Pape. — Il émane d'Angleterre. — On reproche au Pape une contradiction, on lui en demande une autre. — Le fait accompli en France et le fait accompli en Italie. — Piège dans lequel est tombé un éditeur français de la brochure. — Ce qu'aiment les uns, ce que redoutent les autres dans la Triple-Alliance. . . . .	177
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

## X

Revue et journaux du Pape. — La Revue théologique. — La Revue sociale et l'économie politique chrétienne. — Le Pape après l'encyclique. — Le journal politique et ses déboires. — Un prélat qui n'est pas évêque, autre genre d'écho. — Le cardinal V. Vanutelli. — Sa réception. — Sa conversation. — Son opinion sur le rapprochement de la France et de la Russie . . . . .	191
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

## XI

Rome hors de Rome. — L'entrevue du roi Humbert et de l'empereur Guillaume. — L'arrêt du roi à Bologne. — Venise et la place Saint-Marc.	
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

TABLE DES CHAPITRES

265

Pages.

— La politesse de la veille et la politesse du lendemain. — La représentation de gala. — Impressions d'un jeune Français. — Impressions des Italiens. — Une citation de Massimo d'Azeglio. — Leçons à en tirer. . . . . 217

XII

L'audience du Saint-Père. — Les escaliers du Vatican. — L'appartement du Pape. — La réception. — Grandeur matérielle et grandeur morale . . . . . 235

APPENDICE . . . . . 251

FIN

## EN VENTE A LA MÊME LIBRAIRIE

### GÉNÉRAL DUCROT

- La Défense de Paris.** 4 vol. in-8, accompagnés de nombreuses cartes en couleur. . . . . 40 »  
**La Journée de Sedan.** 1 volume in-8° avec cartes. . . . . 3 50

### ED. BONNAL

- Carnot, d'après les archives de la guerre** 1 vol. in-8° . . . . . 7 50  
**Capitulations militaires de la Prusse.** 1 volume in-8°. . . . . 7 »

### MAURICE BOIS

- Sur la Loire, Batailles et Combats.** 1 volume in-8°, avec plans et cartes. . . . . 6 »

### JEAN DE BONNEFON

- Drame impérial, ce qu'on ne peut pas dire à Berlin.** 1 vol. in-18 jésus. . . . . 3 50  
**Le Pape de demain.** 1 vol. in-18 jésus . . . . . 3 50

### ALFRED DARIMON

- A travers une Révolution.** 1 vol. in-18 jésus. . . . . 3 50  
**Histoire de douze ans.** 1 vol. in-18 jésus. . . . . 3 50  
**La Maladie de l'Empereur.** 1 vol. in-18 jésus. . . . . 2 »  
**Histoire d'un Jour. — La Journée du 12 Juillet 1870.** 1 vol. in-18 jésus. . . . . 3 50  
**Histoire d'un Parti. — Les Cinq sous l'Empire.** 1 vol. in-18 jés. 3 50  
**Histoire d'un Parti. — L'Opposition libérale.** 1 vol. in-18 jésus. 3 50  
**Histoire d'un Parti. — Le Tiers-parti sous l'Empire.** 1 vol. in-18 jésus. . . . . 3 50  
**Histoire d'un Parti — Les Irréconciliables sous l'Empire.** 1 vol. in-18 jésus . . . . . 3 50  
**Histoire d'un Parti — Les 116 et le Ministère du 2 Janvier.** 1 vol. in-18 jésus . . . . . 3 50

### A.-J. DALSÈME

- Le Siège de Bitche.** 1 vol. in-18 jésus. . . . . 2 »

### JULES RICHARD

- Annuaire de la Guerre 1870-1871.** 2 plaquettes in-8°. . . . . 4 »